

**Responsable de la publication**

Colonel Serge DELAIGUE  
Directeur départemental  
des Services d'incendie et de secours du Rhône

**Conception, réalisation et impression**

Service départemental d'incendie et de secours du Rhône  
Direction de l'administration et des finances  
17 rue Rabelais 69421 LYON CEDEX 03  
Tél. 04 72 84 37 25

**Dépôt légal**

Décembre 2011

**N° 49 décembre 2011**

## **I- Délibérations du conseil d'administration**

---

### **Direction des services d'incendie et de secours**

---

- Délibération n° D/11-12/11 du 16 décembre 2011 relative à la modification du règlement intérieur – Continuité du service public.

---

### **Direction des ressources humaines**

---

- Délibération n° D/11-12/03 du 16 décembre 2011 relative aux mesures diverses concernant les personnels administratifs, techniques et sociaux.
- Délibération n° D/11-12/04 du 16 décembre 2011 relative à la mise en place d'un dispositif de compte épargne temps.

---

### **Direction de l'administration et des finances**

---

- Délibération n° D/11-12/01 du 16 décembre 2011 relative au compte-rendu des décisions prises par le bureau du conseil d'administration en application de la délégation accordée par la délibération du conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2011.
- Délibération n° D/11-12/05 du 16 décembre 2011 relative au bail emphytéotique administratif conclu le 20 décembre 2007 entre le Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et la Société Nationale Immobilière (SNI) – exécution du contrat pour les années 2008, 2009 et 2010.
- Délibération n° D/11-12/06 du 16 décembre 2011 relative au bail emphytéotique administratif conclu le 20 décembre 2007 entre le Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et la Société Nationale Immobilière (SNI) – dispositions complémentaires à introduire dans l'avenant n° 3.
- Délibération n° D/11-12/07 du 16 décembre 2011 relative au bail emphytéotique administratif conclu le 20 décembre 2007 entre le Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et la Société Nationale Immobilière (SNI) – modalités d'exécution du contrat.

---

### **Groupement finances**

---

- Délibération n° D/11-12/08 du 16 décembre 2011 relative à la gestion des autorisations de programme et crédits de paiement.
- Délibération n° D/11-12/09 du 16 décembre 2011 relative à la décision modificative n° 3 pour l'exercice 2011.
- Délibération n° D/11-12/10 du 16 décembre 2011 relative au budget primitif du Service départemental d'incendie et de secours du Rhône pour l'exercice 2012.

---

**Groupement affaires juridiques, assurances et marchés**

---

- Délibération n° D/11-12/02 du 16 décembre 2011 relative au compte-rendu des décisions prises en matières contentieuse par le président depuis le 10 décembre 2010.

## **II- Délibérations du bureau du conseil d'administration**

---

**Direction de l'administration et des finances**

---

**Groupement finances**

---

- Délibération n° DB/11-11/07 du 28 novembre 2011 relative aux dépenses concernant les abonnements et les consommations d'électricité, de gaz et d'eau – Autorisation de règlement par prélèvement automatique.

---

**Groupement affaires juridiques, assurances et marchés**

---

- Délibération n° DB/11-11/01 du 28 novembre 2011 relative à la commission de réforme des matériels.
- Délibération n° DB/11-11/02 du 28 novembre 2011 relative à la convention SDIS/Grand Lyon – Site de Vaulx-en-Velin.

---

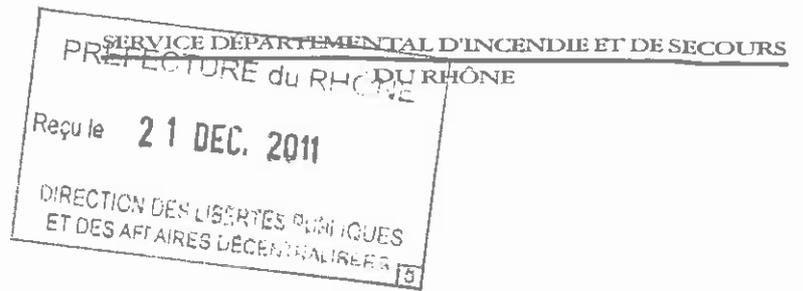
**Groupement bâtiments**

---

- Délibération n° DB/11-11/03 du 28 novembre 2011 relative à l'ancien casernement de sapeurs-pompiers de Neuville-sur-Saône – déclassement de l'immeuble et cession à la commune.
- Délibération n° DB/11-11/04 du 28 novembre 2011 relative à la commune de Neuville-sur-Saône – Utilisation par la commune de l'ancien terrain d'exercice – Avenant à la convention intervenue entre le SDIS et la commune.
- Délibération n° DB/11-11/05 du 28 novembre 2011 relative au casernement de Lamure-sur-Azergues – déversement des eaux pluviales – convention entre le SDIS, la communauté de communes de la Haute Vallée d'Azergues et SODECO.
- Délibération n° DB/11-11/06 du 28 novembre 2011 relative au casernement de Saint-Lager/Cercié – Cession gratuite par la commune de Saint-Lager au Service départemental d'incendie et de secours du Rhône.

### **III- Arrêtés**

- Arrêté n° 11/12/01 relatif à la modification du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et du corps départemental de sapeurs-pompiers du Rhône.



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION

NUMERO D/11 - 12/11

OBJET Modification du règlement intérieur – Continuité du service public

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :

« Je vous rappelle que l'article 2.6.2 du règlement intérieur du SDIS prévoit qu' « un arrêté préfectoral de service minimum détermine, en période de grève, les effectifs de sapeurs-pompiers professionnels nécessaires à l'accomplissement des missions qui incombent au SDIS »

L'article 5.6.2 prévoit, d'autre part, qu' « un arrêté préfectoral de service minimum peut déterminer, en période de grève, les effectifs de PATS nécessaires à l'accomplissement des missions qui incombent au SDIS ».

Je vous propose, au regard de la jurisprudence administrative relative à l'exercice du droit de grève (arrêts du Conseil d'Etat Jamart du 07/02/1936 et Dehaene du 07/07/1950), de confier au directeur départemental des services d'incendie et de secours le soin de prendre toutes mesures d'organisation du service en cas de grève en apportant, le cas échéant, des restrictions au droit de grève à condition qu'elles soient proportionnées et strictement adaptées à la situation.

En conséquence, je vous propose que l'article 2.6.2 du règlement intérieur du SDIS soit modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

« Inscrit dans le préambule de la Constitution, le droit de grève s'exerce dans un cadre législatif et réglementaire enrichi par la jurisprudence. Celui-ci confie au chef de service la responsabilité du bon fonctionnement du service public, et à ce titre, il appartient à ce dernier d'opérer la conciliation nécessaire entre la défense des intérêts professionnels dont la grève constitue l'une des modalités et la préservation de l'intérêt général auquel elle peut porter atteinte.



### 1. Principes généraux :

*Pour permettre la mise en place d'un service adapté assurant la continuité du service public :*

- *Le DDSIS désignera à l'avance les agents strictement nécessaires en nombre et en qualification.*
- *Les agents de la garde « descendante » devront participer à l'appel.*

*Le DDSIS pourra remplacer des agents désignés souhaitant exercer leur droit de grève, par des agents non désignés et non grévistes ayant les qualifications nécessaires.*

### 2. Bilan des effectifs présents à la garde comprenant:

- *Agents de la garde « montante » désignés*
- *Agents de la garde « montante » non désignés*
- *Agents de la garde « descendante » maintenus*

### 3. Organisation d'un service adapté :

*3-1 Départ des agents de la garde « descendante » sauf pour les agents indispensables à la continuité du service qui seront maintenus*

*3-2 Limitation, totale ou partielle, de l'exercice du droit de grève des agents indispensables à la continuité du service qui seront maintenus*

*3-3 Réaffectation d'agents du SDIS pour libérer les agents de la garde « descendante » maintenus.*

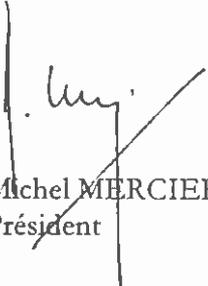
Je vous propose, en outre que l'article 5.6.2 du règlement intérieur du SDIS soit modifié et rédigé ainsi qu'il suit : « *en cas de grève, le directeur départemental des services d'incendie et de secours prendra toutes mesures utiles pour assurer un service adapté garantissant la continuité du service public* ».

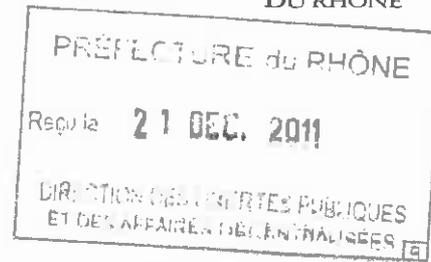
Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver ces modifications du règlement intérieur du SDIS».

## DECIDE

**- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.**

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011

  
Michel MERCIER  
Président



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

NUMERO D/11 - 12/03

OBJET Mesures diverses relatives aux personnels administratifs, techniques et sociaux

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Par délibérations en date du 27 juin 2005 et du 7 décembre 2007, portant d'une part sur les régimes de travail (D/05-06/01) et d'autre part sur les régimes indemnitaires (D/07-12/03) et sur les taux de promotion (D/07-12/04), nous avons arrêté certaines mesures applicables aux personnels administratifs, techniques et médico-sociaux (PATS) du Service départemental d'incendie et de secours du Rhône.

➤ TAUX DE PROMOTION ET REGIME INDEMNITAIRE DE LA FILIERE ADMINISTRATIVE (CATEGORIE A)

En ce qui concerne les postes de catégorie A de la filière administrative, le ratio prévu par l'article 35 de la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale modifiant l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale avait été fixé par principe à 100%, mais les avancements étaient prononcés dans la limite des postes disponibles qui avaient été fixés à 1 administrateur territorial, 6 directeurs territoriaux et 6 attachés principaux.

Afin d'harmoniser les conditions d'avancement entre les différentes filières, et comme nous l'avons décidé pour l'avancement au grade d'ingénieur principal, je vous propose de ne plus limiter le nombre de postes des attachés principaux et de ramener, dans le même temps, à 4 le nombre de postes de directeurs territoriaux, ce nombre correspondant au nombre de postes de chefs de groupement occupés par des agents de catégorie A de la filière administrative.

Par ailleurs, en ce qui concerne le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, celui-ci obéit au principe de parité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale. L'Etat a engagé, depuis 2008, une vaste réforme de l'architecture de ses régimes indemnitaires en regroupant les différentes indemnités perçues sous la forme d'une prime de fonction et de résultats (P.F.R) ;

Cette réforme a vocation à s'étendre de façon progressive aux régimes indemnitaires de la fonction publique territoriale. Cette extension est fondée sur l'article 40 de la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique et sur sa circulaire d'interprétation du 27 septembre 2010. Cet article prévoit que les collectivités territoriales qui instaurent ou modifient leur régime indemnitaire doivent désormais appliquer la prime de fonction et de résultat (P.F.R) dès lors que, dans les services de l'Etat, cette dernière a été instituée pour les corps ou cadres d'emploi servant de référence.

Nous avons délibéré le 10 décembre 2010 pour l'application de cette réforme au cadre d'emploi des administrateurs territoriaux

A la suite de la publication du décret 2008-1533 du 22 décembre 2008 relatif à la P.F.R et des arrêtés du 9 octobre 2009 et 9 février 2011 fixant les montants de référence de cette prime applicables aux attachés du ministère de l'intérieur et de l'outre mer, la P.F.R a été instaurée pour ce corps qui sert de référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux. Le cadre d'emploi des attachés territoriaux est donc éligible à la mise en place de la P.F.R, conformément au principe de parité découlant de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret 91-875 du 6 septembre 1991.

Cette prime (P.F.R) est organisée autour de deux éléments :

- Une part liée aux fonctions ; le montant individuel est obtenu en multipliant le montant de référence par un coefficient compris entre 1 et 6.

Le coefficient est déterminé en fonction des responsabilités (directeur, adjoint au directeur, chef de groupement, adjoint au chef de groupement, chef de bureau, chef de pôle, chargé de missions), du niveau d'expertise et des sujétions spéciales :

- Une part liée aux résultats obtenus dont le montant individuel est obtenu en multipliant le montant de référence par un coefficient compris entre 0 et 6.

Le coefficient est réexaminé chaque année à la lumière de l'évaluation individuelle, ou, dans l'attente de la mise en place de cette évaluation par voie réglementaire dans la fonction publique territoriale, de la notation sur la base des critères suivants :

- Efficacité dans l'emploi et réalisation des objectifs assignés,
- Compétences professionnelles et techniques,
- Qualités relationnelles,
- Capacité aux fonctions d'encadrement,



Les montants de référence définis par arrêté ministériel et applicables à ces deux parts sont actuellement de :

|                               | MONTANTS DE REFERENCE<br>EN EUROS |           | PLAFONDS |
|-------------------------------|-----------------------------------|-----------|----------|
|                               | FONCTIONS                         | RESULTATS |          |
| Attaché territorial           | 1750                              | 1600      | 20100    |
| Attaché principal territorial | 2500                              | 1800      | 25800    |
| Directeur territorial         | 2500                              | 1800      | 25800    |

Je vous propose, mesdames, messieurs, de décider de l'application de ces dispositions à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

➤ REGIME DE TRAVAIL A RAISON DE 9 HEURES PAR JOUR

La délibération D 05-06/01 du 27 juin 2005 relative au régime de travail des PATS prévoit une grande souplesse dans le choix de l'organisation du travail pour chaque agent.

Les agents peuvent demander un régime de travail à raison de 7h30, 7h45, 8 ou 9 heures par jour à compter du 1<sup>er</sup> septembre de chaque année.

Les horaires de travail sont fixés pour chaque agent en accord avec le chef de service avec une arrivée possible dans une plage horaire comprise entre 8 h 00 et 9 h 00. En cas de nécessité de service, le début de la journée de travail peut se faire avant 8 heures.

En ce qui concerne le régime de travail à raison de 9 h 00 par jour, cette possibilité avait été introduite dans la délibération parce qu'elle était alors compatible, pour quelques cas particuliers, avec les besoins du service.

Cependant, son acceptation qui relevait de la décision du directeur départemental devait rester compatible avec une bonne qualité du service public. En effet, la présence des agents sur le lieu de travail pendant 201 jours au moins sur les 250 jours ouvrables en moyenne d'une année (à l'exception des temps partiels) est un élément important d'organisation du service.

Pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2011 au 31 août 2012, 53 agents ont fait une demande de régime de travail en 9h00. Compte tenu des nécessités du service, seuls 2 agents ont été autorisés par le directeur départemental à effectuer le régime de travail en 9h00 qui devait rester un régime d'exception

En outre, à ce jour, le SDIS accorde presque systématiquement aux agents qui en font la demande un régime de travail à temps partiel, au delà des temps partiels de droit sollicités par les agents. L'accord du SDIS relatif à ces temps partiels relève d'un souci de favoriser la qualité de vie des agents qui le souhaitent.



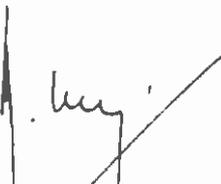
Par ailleurs, les mesures adoptées par notre conseil d'administration en ce qui concerne les avancements de grade et les carrières des agents sont également de nature à améliorer la situation et la qualité de vie des agents.

Dans ce contexte, je vous propose, de conserver pour les agents les seules possibilités de demander, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012, un régime de travail à raison de 7h30, 7h45 ou 8 heures par jour, en élargissant toutefois la plage d'arrivée le matin de 7h30 à 9h, après accord du chef de service, afin de tenir compte des conditions de circulation dans l'agglomération».

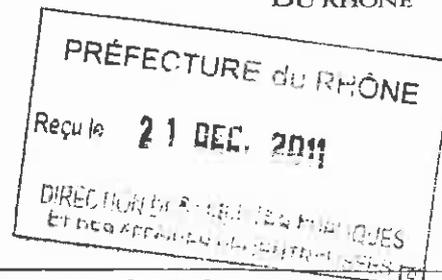
### DECIDE

- *- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté, sans modifier les dispositions aujourd'hui en vigueur concernant les régimes de travail. Il est rappelé que l'acceptation des demandes du régime de travail comportant des journées de 9 heures relève, en fonction des besoins du service, de la décision formelle du directeur départemental.*

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011



Michel MERCIER  
Président



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

NUMERO D/11 - 12/04

OBJET Mise en place d'un dispositif de compte épargne temps

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Le compte épargne-temps est un dispositif instauré par le décret n°2004-878 du 26 août 2004, modifié par le décret 2010-531 du 21 mai 2010, qui ouvre aux agents de la fonction publique territoriale qui le souhaitent, la possibilité d'épargner des droits à congé, qui pourront être utilisés ultérieurement sous différentes formes.

### I - Bénéficiaires

Les fonctionnaires titulaires et les agents non titulaires employés depuis une année au moins peuvent bénéficier d'un compte épargne-temps.

Les stagiaires ne peuvent pas en bénéficier. S'ils en avaient déjà ouvert un auparavant, ils ne peuvent, durant le stage, ni utiliser leurs droits, ni en cumuler de nouveaux.

### II – Ouverture et conditions d'alimentation du CET

#### 1) Ouverture

L'ouverture du CET est de droit dès lors qu'un agent en fait la demande. Celle-ci peut être faite à tout moment et n'a pas à être motivée.

#### 2) Conditions d'alimentation

Le CET peut être alimenté lorsque le temps de travail de l'agent est supérieur au temps de travail annuel défini par sa quotité et son régime de travail.



Il est rappelé que le temps de travail effectué par un agent en supplément du temps de travail annuel défini par sa quotité et son régime de travail, reste déterminé par les besoins du service.

Le CET peut être alimenté :

- par le report de jours de réduction du temps de travail ;
- par le report de jours de congés annuels non pris, dans la limite suivante : l'agent doit prendre au moins vingt jours de congés annuels pendant l'année ;
- par le report d'un dépassement de temps de travail annuel.

Pour les sapeurs-pompiers professionnels travaillant en régime dérogatoire en gardes de 24 heures (régime d'équivalence), les heures versées au compte épargne temps seront affectées d'un ratio d'équivalence correspondant au ratio annuel d'équivalence du régime de travail propre à chaque agent.

Le CET ne peut pas être alimenté par le report de congés bonifiés.

Le nombre total des jours maintenus sur le CET ne peut excéder 60 jours de 8 heures, soit un équivalent en heures de 480.

### **III – Procédure d'alimentation**

L'alimentation du CET s'effectue sur demande de l'agent par l'intermédiaire d'un formulaire-type de demande avant le 31 décembre de chaque année.

Les jours de congés ou de RTT non pris dans l'année et non inscrits au CET sont perdus. Toutefois, la disposition qui consiste à reporter sur l'année suivante le solde en heures des droits RTT ou congés annuels non pris en fin d'année dans la limite de 40 heures reste en vigueur.

L'agent est informé annuellement des droits épargnés et consommés.

### **IV - Utilisation du CET**

**1) Si le nombre de jours est inférieur ou égal à 20 (soit un équivalent de 160 h)**

Les jours inscrits au CET doivent être utilisés sous forme de congés.

**2) Si le nombre de jours est supérieur à 20 et au plus égal à 60**

➤ **L'agent est titulaire**

- Les 20 premiers jours sont utilisés sous forme de congés



- Pour les jours au-delà du 20<sup>ème</sup>, le titulaire du CET doit exercer une option avec possibilité de panacher les différentes options, au plus tard le 31 janvier de l'année suivante, pour :
  - Un maintien sur le CET
  - Une indemnisation d'un montant tel que défini par l'arrêté mentionné à l'article 7 du décret n°2004-878 modifié, soit, à titre d'exemple et sous réserve de modification de l'arrêté de référence :
    - Catégorie A : 1 jour = 125 euros bruts
    - Catégorie B : 1 jour = 80 euros bruts
    - Catégorie C : 1 jour = 65 euros bruts
  - Un versement au titre de la RAFP (Retraite Additionnelle de la Fonction Publique) calculé selon les modalités définies à l'article 6 du décret n° 2004-878 modifié. A savoir et sous réserve de modifications des valeurs des variables définies à l'article 6 précité :
    - Catégorie A : 119,95 €
    - Catégorie B : 76,78 €
    - Catégorie C : 62,38 €

Le montant reversé à la RAFP correspond au montant d'indemnisation forfaitaire d'un jour CET diminué de la CGS et la RDS. Cette contribution est à la charge du salarié.

Ce montant est ensuite traduit en nombre de points au regard de la valeur de ce dernier pour l'année considérée (1,05620 € pour 2011).

Ainsi, à titre informatif le montant relatif à un jour de CET se décompose de la manière suivante :

| Catégorie | Montant de référence | Part agent |                         | Part employeur RAFP | Montant versé à la RAFP | Equivalence en point pour 2011 |
|-----------|----------------------|------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------------|
|           |                      | CSG & CRDS | Montant versé à la RAFP |                     |                         |                                |
| A         | 125 €                | 5,05 €     | 59,98 €                 | 59,98 €             | 119,95 €                | 113,57                         |
| B         | 80 €                 | 3,22 €     | 38,39 €                 | 38,39 €             | 76,78 €                 | 72,69                          |
| C         | 65 €                 | 2,62 €     | 31,19 €                 | 31,19 €             | 62,38 €                 | 59,06                          |

- Si l'agent n'exerce aucune option, l'ensemble des jours au-delà de 20 est pris en compte au titre de la RAFP.



➤ **L'agent est non-titulaire**

- Les 20 premiers jours sont utilisés sous forme de congés
- Pour les jours au-delà du 20<sup>ème</sup>, le titulaire du CET doit exercer une option avec possibilité de panacher les différentes options, au plus tard le 31 janvier de l'année suivante, pour :
  - Un maintien sur le CET
  - Une indemnisation d'un montant tel que défini par l'arrêté mentionné à l'article 7 du décret n°2004-878 modifié, soit, à titre d'exemple et sous réserve de modification de l'arrêté de référence :
    - Catégorie A : 1 jour = 125 euros bruts
    - Catégorie B : 1 jour = 80 euros bruts
    - Catégorie C : 1 jour = 65 euros bruts
- Si l'agent n'exerce aucune option, l'ensemble des jours au-delà de 20 est obligatoirement indemnisé.

**3) Consommation du CET sous forme de congé**

L'utilisation du CET sous forme de congé est soumise au respect des nécessités de service. L'autorité territoriale peut refuser la prise de congés du CET si elle est incompatible avec les nécessités de service. Le refus doit être motivé. L'agent peut former un recours auprès de l'autorité territoriale qui statue après consultation de la CAP.

**4) Cas particuliers**

- Départ de l'agent : le compte sera soit transféré dans sa nouvelle collectivité, soit clos par pose des congés avant le départ en accord avec l'agent.
- Décès de l'agent : les jours restants sur le CET seront rémunérés et versés aux ayants droits.

Je vous propose, mesdames, messieurs, de bien vouloir délibérer sur la mise en place du dispositif de compte épargne-temps».

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

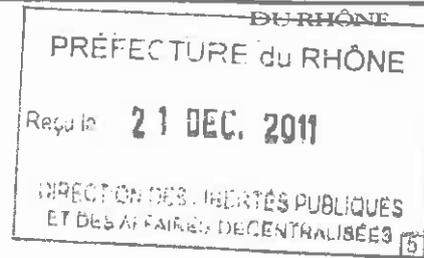
Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011



Michel MERCIER  
Président



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

NUMERO D/11 - 12/ 01

OBJET **Compte-rendu des décisions prises par le bureau du conseil d'administration en application de la délégation accordée par la délibération du conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juillet 2011**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Par délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2011 notre assemblée a accordé délégation au bureau pour prendre des décisions à l'exclusion de celles concernant les budgets et comptes ainsi que la fixation des contributions des collectivités territoriales au budget de notre établissement public.

Je vous rends compte, par le présent rapport, des décisions prises par notre bureau, dans le cadre de cette délégation, depuis notre séance du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

**Réunion du 18 juillet 2011 :**

Le bureau a :

1. autorisé le président à signer le document concernant la cession gratuite par acte notarié du casernement de Cublize par la commune au profit du SDIS du Rhône ;
2. autorisé le président à signer les documents concernant une convention de servitude de passage d'une canalisation d'eau potable au casernement de Fontaines-sur-Saône ;
3. autorisé le président à signer les documents concernant, pour le casernement de Saint-Martin-en-Haut, un échange à titre gratuit de parcelles de terrain avec la commune et cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain par la SCI du Vachon ;
4. autorisé le président à signer le document concernant la cession gratuite par acte notarié du casernement d'Amplepuis par la commune au profit du SDIS du Rhône ;



5. autorisé le président à signer les documents concernant, pour le casernement de Sainte-Foy-l'Argentière, un échange à titre gratuit de parcelles de terrains avec la commune et cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain par la Communauté de communes « Chamousset en lyonnais » ;
6. décidé que chaque année le montant de la cotisation du SDIS à l'établissement public pour les autoroutes Rhodaniennes de l'information (EPARI) évoluera dans les prochains exercices, pour faire face à des frais nouveaux ;
7. revalorisé l'indemnité forfaitaire annuelle concernant les frais d'acquisition ou de remboursement des chiens de travail au titre de la spécialité cynotechnie, ainsi que les frais de vétérinaires, de nourriture et de responsabilité civile ;
8. décidé de prolonger pour une durée de 3 ans le contrat relatif à un emploi spécifique relatives à la gestion des bâtiments dans les domaines administratif, organisationnel et technique ;
9. autorisé la création d'un dispositif de prise en charge exceptionnelle de la franchise d'assurance lors des opérations de secours (préjudice matériel causé lors d'opération de secours) ;

#### **Réunion du 12 septembre 2011 :**

Le bureau :

1. a approuvé la convention d'application de la convention cadre passée entre le SDIS du Rhône et le préfet de la zone de défense et de sécurité sud-est, préfet de région Rhône-Alpes, préfet du Rhône pour l'accueil de l'Etat major interministériel de la zone de défense et de sécurité sud-est dans les locaux du SDIS ;
2. a approuvé la convention type entre le SDIS du Rhône et les cercles et autorisé le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Rhône à signer les conventions d'application avec chaque cercle concerné ;
3. a approuvé la convention d'occupation temporaire concernant la mise à disposition par le SDIS du Rhône à la commune de Neuville-sur-Saône de l'ancien casernement et du terrain d'exercice ;
4. a autorisé le président à signer les documents concernant la modification du règlement de copropriété du casernement de Saint Laurent de Chamousset ;
5. a autorisé le président à signer l'avenant à la convention de mise à disposition du casernement de Chaponost ;



6. a autorisé le président à signer les contrats pour des emplois contractuels à temps partiel de médecins sapeurs-pompiers ;
7. a autorisé le président à signer la convention par laquelle le SDIS confie à l'ONF la maîtrise d'œuvre relative au suivi et à l'entretien des infrastructures du site de formation à la conduite opérationnelle tout-terrain de Chamelet ;
8. a autorisé le président à signer un compromis de cession ainsi qu'un acte notarié dans le cadre de l'acquisition de deux parcelles de terrain au casernement de la Duchère ;
9. a autorisé le président à signer l'avenant à la convention de mise à disposition du casernement de Chassieu ;
10. a autorisé le président à indemniser la commune de Cours-la-Ville en contrepartie du préjudice subi.

#### **Réunion du 28 novembre 2011 :**

Le bureau :

1. a donné acte au président des décisions de la commission de réforme des matériels de novembre 2001 ;
2. a autorisé le président à signer la convention conclue avec la Communauté urbaine de Lyon pour l'occupation à titre gracieux par le SDIS de locaux industriels sis à Vaulx-en-Velin ;
3. a autorisé le déclassement de l'ancien casernement de Neuville-sur-Saône et autorisé le président à signer l'acte de cession de ce bâtiment à la commune ;
4. a autorisé le président à signer l'avenant n°1 à la convention conclue par le SDIS avec la commune de Neuville-sur-Saône pour l'utilisation par celle-ci du terrain d'exercice sis sur son territoire ;
5. a autorisé le président à signer la convention à intervenir avec la communauté de commune de la haute vallée de l'Azergues et SODEDO relative à l'écoulement des eaux pluviales ;
6. a autorisé le président à signer l'acte de cession gratuite au SDIS par la commune de Saint-Lager du bâtiment du casernement de Saint-Lager/Cercié ;
7. a autorisé la mise en place d'un dispositif de règlement par prélèvement automatique des dépenses liées aux abonnements et consommations d'électricité de gaz et d'eau.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de me donner acte de ce compte-rendu».



**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011



Michel MERCIER  
Président



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

NUMERO **D/11 - 12/05**

OBJET Bail emphytéotique administratif conclu le 20 décembre 2007 entre le Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et la Société Nationale Immobilière (SNI) – exécution du contrat pour les années 2008, 2009 et 2010.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Voici bientôt treize ans, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, lorsque, en application de notre délibération du 12 janvier 1998, s'est mise en place la départementalisation des services d'incendie et de secours, notre établissement a eu à prendre en gestion un patrimoine immobilier important, constitué pour l'essentiel, de quelques 170 casernements répartis sur l'ensemble du territoire départemental ainsi que des sites hébergeant des services d'état-major.

Un premier diagnostic de ce patrimoine a conduit à observer qu'au nombre des bâtiments dont nous avons désormais la charge, ne figuraient que peu de constructions récentes, un nombre important d'immeubles étant dans un état médiocre et, enfin, quelques uns nécessitant, de façon urgente, des travaux de réhabilitation, d'amélioration ou d'entretien lourd.

Partant de constat d'ensemble, nous avons été amenés à arrêter certaines décisions en matière de gestion patrimoniale.

En octobre 2002 nous avons fixé des principes directeurs relatifs aux différentes catégories de casernements à raison de leur sollicitation opérationnelle et de leur implantation géographique.

Cela conduisait, notamment, à répertorier les bâtiments auxquels il apparaissait, pour des raisons diverses, nécessaire de porter une attention particulière.

De façon plus concrète, nous avons, en mai 2004, arrêté le premier schéma directeur des opérations immobilières, complété depuis à plusieurs reprises et, pour la dernière fois, en décembre 2010. La programmation qui en est découlée, comprend, à ce jour, 45 opérations pour un montant d'autorisation de programme de 54 millions d'euros.

Dans le même temps, notre diagnostic a conduit à observer que les immeubles abritant certains des casernements les plus importants du département méritaient, en raison de leur état parfois préoccupant, une attention soutenue.



Ceci tenait, pour partie à l'ancienneté des constructions. Par ailleurs, l'inadaptation des locaux aux conditions d'exercice des missions telles que nous les connaissons aujourd'hui, rendait nécessaires, dans le meilleur des cas des mises à niveau et, parfois, des réhabilitations lourdes.

J'ajoute enfin que, préalablement à leur transfert au SDIS par les collectivités antérieurement gestionnaires, la politique de gestion patrimoniale de certains immeubles a montré des carences aux conséquences desquelles il nous fallait impérativement porter remède.

Si, durant les années écoulées nous avons, de façon tangible, engagé et poursuivi un effet considérable en matière de constructions nouvelles, nous n'avons pas négligé les bâtiments auxquels je viens de faire référence.

Pour autant, leur mise à niveau, leur rénovation, voire leur réhabilitation, posaient, à l'évidence, des problèmes techniques d'une complexité telle et relevaient d'un niveau de capacités de gestion patrimoniale d'une telle étendue que le SDIS n'était pas en mesure d'y faire face avec ses moyens propres. Il n'était, par ailleurs, pas concevable, dans le cas d'espèce, de faire appel aux services du Département dont le plan de charge se trouvait déjà lourdement grevé par les opérations dont il assurait, pour notre compte, la conduite d'opérations.

C'est dans ces conditions que j'ai été amené à rechercher des solutions de nature à ne pas laisser perdurer la situation dégradée que nous connaissions alors.

J'ajoute que, pour les motifs de saine gestion, il m'apparaissait souhaitable que tous les services du SDIS puissent, dans un délai aussi bref que possible, trouver place dans des immeubles dont notre établissement public était propriétaire et qu'il était nécessaire d'aménager dans cette perspective.

En outre, il semblait judicieux de regrouper sur le site de Saint-Priest ceux des services généraux du SDIS dont l'implantation en zone urbaine dense n'était pas indispensable.

C'est dans ce contexte que je vous ai soumis, en décembre 2007 un projet global propre à répondre aux problèmes posés par les éléments les plus lourds de notre patrimoine immobilier.

Ce projet répondait à plusieurs préoccupations :

La gestion patrimoniale est une tâche lourde pour des ensembles immobiliers parfois anciens et toujours complexes. Il n'est pas possible d'y faire face de façon performante avec les seules équipes existantes qu'il s'agisse de celles du SDIS ou de celles du département.

Pour les mêmes raisons, les très lourds travaux de réhabilitation de ces bâtiments ne pouvaient être conçus et conduits qu'en retenant un autre mode de gestion.

Les modes traditionnels de financement ne permettaient pas de répondre complètement à nos besoins. S'agissant du financement d'investissements amortissables sur une période longue, il était donc naturel d'en étaler la charge sur une durée supérieure à celle des emprunts que nous mobilisons habituellement sur le marché financier.

L'ampleur des travaux à mettre en œuvre et, pour certains, la nécessité d'en engager la réalisation à brève échéance, rendait nécessaire le recours à un montage juridique propre à les conduire à bonne fin dans des conditions que n'autorise pas une maîtrise d'ouvrage conventionnelle.

Vous avez, pour cet ensemble de raisons, suivi ma proposition de mettre à profit les dispositions de la loi de finances rectificative pour 2005 qui ouvraient aux SDIS la capacité de recours au bail emphytéotique administratif.



Je crois utile, au moins pour ceux d'entre vous qui ne siégeaient pas dans cette assemblée à l'époque, d'en rappeler les principes généraux et les modalités de mise en œuvre pour ce qui concerne les immeubles du SDIS auxquels il s'applique :

- ◆ le SDIS a confié à la Société nationale immobilière (SNI), filiale à 100% de la Caisse des dépôts et consignations, pour une durée de 35 ans, les biens immobiliers entrant dans le cadre du dispositif.

Le bail n'a pas pour effet de rendre notre partenaire propriétaire stricto sensu des biens en question. Il assure néanmoins toutes les obligations du propriétaire ;

- ◆ en application des clauses du bail, la SNI (emphytéote) prend en charge l'ensemble des tâches relevant de la gestion patrimoniale incombant au propriétaire. A ce titre, elle a notamment à réaliser tous les travaux permettant d'assurer le maintien des immeubles dans un état d'entretien satisfaisant ;
- ◆ au terme d'une convention d'occupation, indissociable du bail emphytéotique, prenant effet à la même date et pour la même durée, elle met à la disposition du SDIS ces biens immobiliers nécessaires à l'accomplissement de ses missions de service public;
- ◆ la SNI procède, sur une période de 5 ans, au versement d'une redevance matérialisant la prise en gestion des biens ;
- ◆ la SNI perçoit du SDIS une redevance annuelle. Cette redevance a vocation à amortir, sur la durée du bail, la redevance versée au SDIS et à couvrir, également sur la durée du bail, le financement des travaux découlant de sa gestion patrimoniale.
- ◆ cette redevance, peut, le cas échéant, évoluer à la hausse pour prendre en compte, au-delà de cette gestion, des travaux neufs dont les partenaires auront, d'un commun accord reconnu la nécessité. Cette évolution a fait l'objet de trois avenants que nous avons approuvés;
- ◆ enfin, au terme du bail, le SDIS recouvrera la pleine propriété du patrimoine objet du bail y compris les améliorations et des travaux neufs réalisés par l'emphytéote.

Le bail emphytéotique administratif, signé le 20 décembre 2007 et entré en application le 1<sup>er</sup> janvier 2008, concerne :

- le site de Lyon Rabelais ;
- le site de Lyon Comeille ;
- le casernement de Lyon Rochat ;
- le site de Lyon Croix-Rousse ;
- le casernement de Lyon Duchère ;
- le casernement de Lyon Gerland ;
- le casernement de Villeurbanne Cusset ;
- le site de Saint-Priest ;
- le casernement de Saint-Priest ;
- le site de Villefranche-sur-Saône.

Le montant total des travaux, hors avenants, devant être réalisés par la SNI s'établit, aux termes du contrat à 80 247 377 euros (valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2008).



Le SDIS et la SNI ont, en outre convenus que, sur ce montant, une part de 38 millions d'euros devrait être réalisée dans les dix premières années du contrat à raison de :

- 11 400 000 euros pour chacune des trois premières périodes de 3 ans ;
- 3 800 000 euros pour la dixième année.

Nos services, avec le concours de ceux de monsieur le payeur départemental, dans le cadre de la convention de partenariat signée avec les services de l'Etat, et la collaboration de la SNI, se sont attachés à vérifier les pièces comptables produites par celle-ci de façon à contrôler la réalisation de la clause mentionnée ci-dessus pour la première période triennale couvrant les années 2008, 2009 et 2010.

Dans l'exercice de cette vérification, il a été nécessaire d'opérer la distinction entre les travaux prévus dans le bail initial et ceux qui ont fait l'objet des trois avenants ultérieurs.

Le contrôle a porté sur 1260 écritures comptables enregistrées par la SNI du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2010. Les quelques rares anomalies relevées ont été analysées. Elles ont fait l'objet d'une procédure contradictoire qui a conduit à inscrire, en 2011, au crédit des comptes du bail, c'est-à-dire au bénéfice du SDIS, une somme de 777 euros.

Le tableau récapitulatif annexé au présent rapport présente le résultat des vérifications opérées qui permettent de constater que le montant global des travaux réalisés s'établit à 17 759 011 euros étant précisé que ce montant correspond aux factures effectivement réglées par SNI à ses fournisseurs entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 31 décembre 2010 et incluses dans les bilans certifiés par les commissaires aux comptes de la société.

Il ne comprend donc ni les travaux supplémentaires définis dans les avenants ni les travaux réalisés depuis cette date au titre du bail initial.

Les travaux globalement réalisés sont évidemment bien supérieurs à ce montant puisque, vous le savez, la SNI a procédé à l'achèvement de la totalité du site de Lyon Rabelais, à la quasi-totalité du site de Lyon Croix-Rousse et à la plus grande partie du site de Lyon Corneille.

Outre la vérification comptable, un contrôle technico-économique a été réalisé par le cabinet DIAMUS. Le document de synthèse établi à l'issue de ce contrôle est annexé au présent rapport. Il montre que ces travaux ont été réalisés dans le respect des règles de l'art et que la réalisation technique du contrat est conforme à ce que nous pouvions attendre.

Ainsi se présente, mesdames, messieurs, le compte-rendu qu'il m'appartenait de vous présenter et dont je vous demande de bien vouloir me donner acte ».



**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

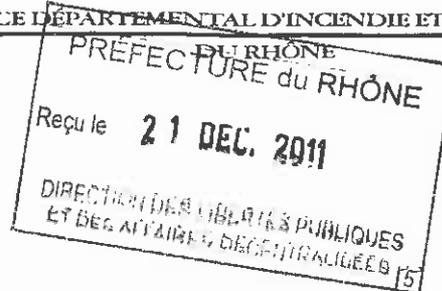
Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011

A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. Mercier", written over a vertical line and a diagonal line that intersect to form a large, stylized letter "K".

Michel MERCIER  
Président



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

NUMERO **D/11 - 12/ 06**

OBJET **Bail emphytéotique administratif conclu le 20 décembre 2007 entre le Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et la Société Nationale Immobilière (SNI) – dispositions complémentaires à introduire dans l'avenant n°3.**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

« A la suite de la conclusion, le 20 décembre 2007, d'un bail emphytéotique administratif entre notre établissement public et la Société nationale immobilière (SNI), nous avons successivement approuvé trois avenants définissant les modalités de réhabilitation lourde de nos sites les plus importants.

Les deux premiers avenants sont aujourd'hui en cours d'exécution.

Le présent rapport a pour objet de compléter le troisième avenant et la convention de mise à disposition qui lui est attachée, pour y introduire des dispositions de portée générale, applicables à la globalité du contrat - bail initial et avenants- sans que cela ait pour effet d'en modifier ni l'économie générale ni le coût pour le SDIS.

La première disposition vise à donner au contrat une souplesse que ne lui confère pas la rédaction initiale. Il convient de considérer que le contrat doit être regardé comme un ensemble unique tant dans sa forme (contrat initial et avenants) que dans son champ d'application.

Il est inévitable que le coût réel définitif des travaux se révèle différent de l'estimation qui en a été faite initialement. Ceci est d'autant plus vrai que, je le rappelle, même si une large part des travaux est réalisée dans les dix premières années du contrat, ces travaux se dérouleront, au total, sur une période de 35 années.



Il apparaît donc indispensable de prévoir un dispositif permettant de faire face, en cours de chantier, à d'éventuelles modifications rendues nécessaires par des contraintes techniques ou à des surcoûts imprévus sans alourdir la charge supportée par le SDIS.

A cette fin, la SNI pourra proposer au SDIS d'utiliser les montants de travaux non employés sur un ou plusieurs sites visés au bail et à ses avenants et de les affecter, à due concurrence, à un ou plusieurs autres sites sur lesquels serait apparu un besoin de financement.

Il convient naturellement de veiller à ce que cette disposition soit, pour assurer un total respect du contrat, encadrée de façon formelle. Je vous propose donc que, dans sa mise en jeu, elle fasse l'objet, de la part de la SNI, d'une demande par courrier recommandé avec avis de réception. Je soumettrai cette demande, pour autorisation, au bureau du conseil d'administration auquel je vous demande de donner délégation permanente à cet effet. Comme pour toutes ses autres décisions, le bureau aura évidemment soin d'en rendre compte à notre assemblée.

La deuxième disposition a trait au programme des travaux prévus au bail initial. Un état détaillé des travaux prévus, site par site, a été annexé au bail signé le 20 décembre 2007.

En raison des avenants intervenus depuis cette date, la SNI doit produire un nouvel échéancier des travaux dès lors que les travaux réalisés dans le cadre des avenants ont, de fait, modifié l'état des travaux demeurant à réaliser. Ce nouvel échéancier sera annexé à l'avenant n°3.

La troisième disposition doit être introduite dans la convention de mise à disposition attachée à l'avenant n°3 afin de répondre à une obligation légale née, postérieurement à la conclusion du contrat, des dispositions de l'article 38-1 de la loi n°2008-735 du 28 juillet 2008 insérées au code général des collectivités territoriales à l'article L.1311-3-6° ainsi libellé : « *lorsqu'une rémunération est versée par la personne publique au preneur, cette rémunération distingue, pour son calcul, les coûts d'investissement, de fonctionnement et de financement* ».

Concrètement ceci conduit, sans apporter aucune modification à leur montant total, à ventiler les paiements effectués par le SDIS au profit de la SNI en :

- L1, correspondant au loyer relatif au coût de financement ;
- L2, correspondant au loyer relatif au coût d'investissement ;
- L3, correspondant au loyer relatif au coût de fonctionnement.

Les tableaux présentant cette récapitulation, joints au présent rapport, seront annexés à la convention. Les montants qui y sont portés sont exprimés en euros valeur 2008 pour le bail initial, en valeur 2009 pour l'avenant n°1, en valeur 2010 pour l'avenant n°2 et en valeur 2011 pour l'avenant n°3.

Compte tenu du fait qu'une partie de ces montants est sujette à variation par application d'une indexation sur l'indice du coût de la construction, les parties se donnent l'obligation de s'accorder chaque année sur l'actualisation de ces tableaux de référence qui seront, au fur et à mesure de leur établissement, annexés au contrat.

Outre ces dispositions complémentaires, l'avenant n°3 doit également prendre en compte deux modifications.

La première concerne l'intégration dans le périmètre du BEA de deux parcelles de terrain situées aux abords du casernement de Lyon Duchère dont l'acquisition auprès de la Communauté urbaine de Lyon s'est révélée nécessaire pour améliorer le fonctionnement du site.

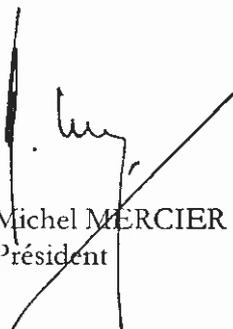
La seconde résulte du rééquilibrage de l'ensemble du dispositif du contrat à la suite de l'exécution des travaux des avenants n°1 et 2. La redéfinition des programmes de travaux telle que je l'ai mentionnée plus haut permet d'améliorer sensiblement les conditions de réalisation des travaux prévus au casernement de Lyon-Rochat. Leur montant prévisionnel définitif, au titre de l'avenant, s'établit désormais à 5 041 762 euros H.T., somme à laquelle s'ajoute un montant de 659 362 euros H.T. représentant les honoraires techniques.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir approuver ces dispositions complémentaires étant précisé qu'elles ne modifient ni le montant de la somme versée au SDIS par la SNI telle que mentionnée dans le bail initial (20 M€ au total) ni le loyer servi par le SDIS à la SNI».

#### DECIDE

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011



Michel MERCIER  
Président

sous-total loyer L1 correspondant au coût de financement

|      | loyer L1      |
|------|---------------|
| 2008 | 321 558,95    |
| 2009 | 578 806,10    |
| 2010 | 836 053,26    |
| 2011 | 1 093 300,42  |
| 2012 | 1 286 235,79  |
| 2013 | 1 286 235,79  |
| 2014 | 1 286 235,79  |
| 2015 | 1 286 235,79  |
| 2016 | 1 286 235,79  |
| 2017 | 1 286 235,79  |
| 2018 | 1 286 235,79  |
| 2019 | 1 286 235,79  |
| 2020 | 1 286 235,79  |
| 2021 | 1 286 235,79  |
| 2022 | 1 286 235,79  |
| 2023 | 1 286 235,79  |
| 2024 | 1 286 235,79  |
| 2025 | 1 286 235,79  |
| 2026 | 1 286 235,79  |
| 2027 | 1 286 235,79  |
| 2028 | 1 286 235,79  |
| 2029 | 1 286 235,79  |
| 2030 | 1 286 235,79  |
| 2031 | 1 286 235,79  |
| 2032 | 1 286 235,79  |
| 2033 | 1 286 235,79  |
| 2034 | 1 286 235,79  |
| 2035 | 1 286 235,79  |
| 2036 | 1 286 235,79  |
| 2037 | 1 286 235,79  |
| 2038 | 964 676,84    |
| 2039 | 707 429,68    |
| 2040 | 450 182,53    |
| 2041 | 192 935,37    |
| 2042 | 0,00          |
|      | 38 587 073,69 |

sous-total loyer L2 correspondant au coût d'investissement

|                      | 1                                       | 2   | 3   | 4   | 6   | 7                    | 8                      | 9                           |
|----------------------|---|---|---|---|---|----------------------|------------------------|-----------------------------|
|                      | loyer résultant du BEA de base (Indexé) | loyer résultant de l'avenant n°1 (non indexé) | loyer résultant de l'avenant n°2 (Indexé) | loyer résultant de l'avenant n°2 (non indexé) | loyer résultant de l'avenant n°3 (non indexé) | total loyer Indexé   | total loyer non indexé | total général loyer travaux |
| 2008                 | 2 292 782,20                            | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00  | 2 292 782,20         | 0,00                   | 2 292 782,20                |
| 2009                 | 2 292 782,20                            | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00  | 2 292 782,20         | 0,00                   | 2 292 782,20                |
| 2010                 | 2 292 782,20                            | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00  | 2 292 782,20         | 0,00                   | 2 292 782,20                |
| 2011                 | 2 292 782,20                            | 190 540,28                                    | 10 776,19                                 | 78 056,53                                     | 0,00  | 2 303 558,39         | 268 596,81             | 2 572 155,20                |
| 2012                 | 2 292 782,20                            | 420 375,93                                    | 35 478,16                                 | 231 057,56                                    | 0,00  | 2 328 260,36         | 651 433,49             | 2 979 693,85                |
| 2013                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 0,00  | 2 597 151,55         | 2 629 468,50           | 5 226 620,05                |
| 2014                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2015                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2016                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2017                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2018                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2019                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2020                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2021                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2022                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2023                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2024                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2025                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2026                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2027                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2028                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2029                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2030                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2031                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2032                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2033                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2034                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2035                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2036                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2037                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2038                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2039                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2040                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2041                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| 2042                 | 2 292 782,20                            | 606 913,06                                    | 304 369,35                                | 2 022 555,44                                  | 162 466,17                                    | 2 597 151,55         | 2 791 934,67           | 5 389 086,22                |
| <b>80 247 377,00</b> | <b>18 818 308,01</b>                    | <b>9 177 334,85</b>                           | <b>60 985 777,29</b>                      | <b>4 711 518,93</b>                           | <b>89 424 711,85</b>                          | <b>84 515 604,23</b> | <b>173 940 316,08</b>  |                             |

sous-total loyer L3 correspondant au coût de fonctionnement

|      | 1                                       |   | 2   |   | 3   |                      | 4                      |                                    | 6    |                      | 7    |      | 8    |                       | 9    |                       |
|------|---|---|---|---|---|----------------------|------------------------|------------------------------------|------|----------------------|------|------|------|-----------------------|------|-----------------------|
|      | loyer résultant du BEA de base (indexé) | loyer résultant de l'avenant n°1 (non indexé) | loyer résultant de l'avenant n°2 (indexé) | loyer résultant de l'avenant n°2 (non indexé) | loyer résultant de l'avenant n°3 (non indexé) | total loyer indexé   | total loyer non indexé | total général loyer fonctionnement |      |                      |      |      |      |                       |      |                       |
| 2008 | 897 217,80                              | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00  | 897 217,80           | 0,00                   | 897 217,80                         | 0,00 | 897 217,80           | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 897 217,80            | 0,00 | 897 217,80            |
| 2009 | 897 217,80                              | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00  | 897 217,80           | 0,00                   | 897 217,80                         | 0,00 | 897 217,80           | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 897 217,80            | 0,00 | 897 217,80            |
| 2010 | 897 217,80                              | 0,00  | 0,00                                      | 0,00  | 0,00  | 897 217,80           | 0,00                   | 897 217,80                         | 0,00 | 897 217,80           | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 897 217,80            | 0,00 | 897 217,80            |
| 2011 | 897 217,80                              | 305 603,72                                    | 13 797,81                                 | 99 943,47                                     |   | 911 015,61           |                        | 405 547,19                         |      | 911 015,61           |      |      |      | 1 316 562,80          |      | 1 316 562,80          |
| 2012 | 897 217,80                              | 682 167,07                                    | 43 665,84                                 | 284 942,44                                    |   | 940 883,64           |                        | 967 109,51                         |      | 940 883,64           |      |      |      | 1 907 993,15          |      | 1 907 993,15          |
| 2013 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  |   | 1 246 848,45         |                        | 3 296 531,50                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 543 379,95          |      | 4 543 379,95          |
| 2014 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2015 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2016 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2017 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2018 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2019 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2020 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2021 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2022 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2023 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2024 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2025 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2026 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2027 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2028 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2029 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2030 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2031 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2032 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2033 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2034 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2035 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2036 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2037 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2038 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2039 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2040 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2041 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
| 2042 | 897 217,80                              | 973 086,94                                    | 349 630,65                                | 2 323 444,56                                  | 37 533,83                                     | 1 246 848,45         | 37 533,83              | 3 334 065,33                       |      | 1 246 848,45         |      |      |      | 4 580 913,78          |      | 4 580 913,78          |
|      | <b>31 402 623,00</b>                    | <b>30 180 378,99</b>                          | <b>10 546 383,15</b>                      | <b>70 088 222,71</b>                          | <b>1 088 481,07</b>                           | <b>41 949 006,15</b> | <b>101 357 082,77</b>  | <b>143 306 088,92</b>              |      | <b>41 949 006,15</b> |      |      |      | <b>143 306 088,92</b> |      | <b>143 306 088,92</b> |

synthèse générale

|      | L1            |               |               | L2             |               |                | L3             |                |                | TOTAL          |                |                |                |
|------|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|      | non indexé    | indexé        | non indexé    | total          | indexé        | non indexé     | total          | indexé         | non indexé     | total          | indexé         | non indexé     | total général  |
| 2008 | 321 558,95    | 2 292 782,20  | 0,00          | 2 292 782,20   | 897 217,80    | 0,00           | 897 217,80     | 3 190 000,00   | 321 558,95     | 3 511 558,95   | 3 190 000,00   | 321 558,95     | 3 511 558,95   |
| 2009 | 578 806,10    | 2 292 782,20  | 0,00          | 2 292 782,20   | 897 217,80    | 0,00           | 897 217,80     | 3 190 000,00   | 578 806,10     | 3 768 806,10   | 3 190 000,00   | 578 806,10     | 3 768 806,10   |
| 2010 | 836 053,26    | 2 292 782,20  | 0,00          | 2 292 782,20   | 897 217,80    | 0,00           | 897 217,80     | 3 190 000,00   | 836 053,26     | 4 026 053,26   | 3 190 000,00   | 836 053,26     | 4 026 053,26   |
| 2011 | 1 093 300,42  | 2 303 558,39  | 2 688 596,81  | 2 572 155,20   | 911 035,61    | 405 547,19     | 1 316 562,80   | 3 214 574,00   | 1 767 444,42   | 4 982 018,42   | 3 214 574,00   | 1 767 444,42   | 4 982 018,42   |
| 2012 | 1 286 235,79  | 2 328 260,36  | 651 433,49    | 2 979 693,85   | 940 883,64    | 967 109,51     | 1 907 993,15   | 3 269 144,00   | 2 904 778,79   | 6 173 922,79   | 3 269 144,00   | 2 904 778,79   | 6 173 922,79   |
| 2013 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 629 468,50  | 5 226 620,05   | 1 246 848,45  | 3 296 531,50   | 4 543 379,95   | 3 844 000,00   | 7 212 235,79   | 11 056 235,79  | 3 844 000,00   | 7 212 235,79   | 11 056 235,79  |
| 2014 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2015 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2016 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2017 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2018 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2019 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2020 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2021 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2022 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2023 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2024 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2025 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2026 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2027 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2028 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2029 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2030 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2031 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2032 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2033 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2034 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2035 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2036 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2037 | 1 286 235,79  | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  | 3 844 000,00   | 7 412 235,79   | 11 256 235,79  |
| 2038 | 964 676,84    | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 7 050 676,84   | 10 934 676,84  | 3 844 000,00   | 7 050 676,84   | 10 934 676,84  |
| 2039 | 707 429,68    | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 6 833 429,68   | 10 677 429,68  | 3 844 000,00   | 6 833 429,68   | 10 677 429,68  |
| 2040 | 450 182,53    | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 6 576 182,53   | 10 420 182,53  | 3 844 000,00   | 6 576 182,53   | 10 420 182,53  |
| 2041 | 192 935,37    | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 6 318 935,37   | 10 162 935,37  | 3 844 000,00   | 6 318 935,37   | 10 162 935,37  |
| 2042 | 0,00          | 2 597 151,55  | 2 791 934,67  | 5 389 086,22   | 1 246 848,45  | 3 334 065,33   | 4 580 913,78   | 3 844 000,00   | 6 126 000,00   | 9 970 000,00   | 3 844 000,00   | 6 126 000,00   | 9 970 000,00   |
|      | 38 587 073,69 | 89 424 711,85 | 84 515 604,23 | 173 940 316,08 | 41 949 006,15 | 101 357 082,77 | 143 306 088,92 | 131 373 718,00 | 224 459 760,69 | 355 883 476,69 | 131 373 718,00 | 224 459 760,69 | 355 883 476,69 |

CABINET DE GEOMETRE-EXPERT

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

Commune : Lyon 8ème

Section : AO  
Qualité du plan :  
Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 25/07/2011  
Support numérique :

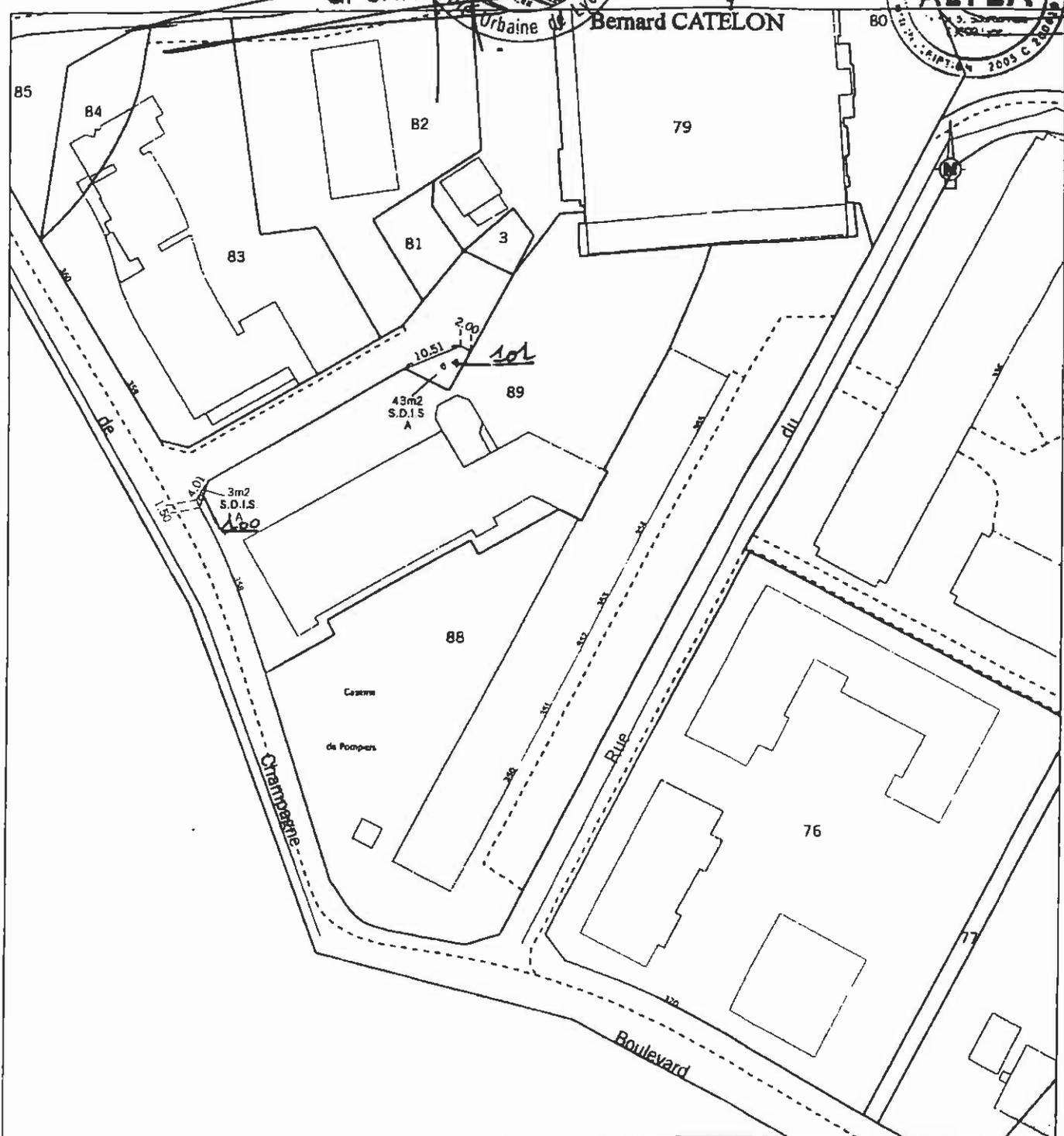
Numéro d'ordre du document d'arpentage : **842D**  
Numéro d'ordre du registre de constatation des droits :  
Cachet du service d'origine :

**CERTIFICATION**  
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)  
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :  
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 25/01/2011 par M. HANGARD, géomètre à LYON  
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463  
A LYON

Document d'arpentage dressé par M. HANGARD  
à : LYON  
Date : 25/07/2011  
Signature :

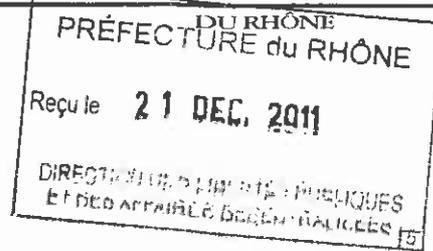
(1) Réviser les mentions finales. Le service A n'est applicable que dans et sous certaines conditions prévues par voie de note de mise à jour.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien agréé du cadastre, etc...)  
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat représentant l'Etat ou l'Etat).

**G. BARRIOL**  
Président et par délégation  
le vice-président,  
Urbanisme de LYON  
**Bernard CATELON**





SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

NUMERO **D/11 - 12/ 07**

OBJET **Bail emphytéotique administratif conclu le 20 décembre 2007 entre le Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et la Société Nationale Immobilière (SNI) – modalités d'exécution du contrat.**

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Ainsi que le rappelle le rapport inscrit précédent de l'ordre du jour de notre présente réunion, la gestion patrimoniale des dix sites immobiliers les plus importants du SDIS a été confiée à la Société nationale immobilière (SNI) dans le cadre d'un bail emphytéotique administratif.

Nous avons, par la suite, approuvé la conclusion de trois avenants à ce bail.

Le contrat conclu avec la Société nationale immobilière prévoit une quotité de travaux à réaliser, pour la première période, par phases de trois années. Il nous appartient de veiller à la bonne exécution de ce dispositif de façon à constater le respect, par chacune des parties, des obligations du bail.

S'agissant des avenants, les travaux qui y sont décrits obéissent, en matière de délais d'exécution et de livraisons des ouvrages, aux mêmes règles que celles contenues dans le bail initial et notamment en ce qui concerne l'application d'éventuelles pénalités en cas de retard.

Voici un an, je vous ai indiqué quel était l'état d'avancement des différents chantiers liés à l'avenant n°1 et vous ai invité à constater que les quelques retards enregistrés étaient très largement compensés par l'avance significative prise sur certains sites

Il me paraît utile de faire à nouveau le même point de situation s'agissant de l'ensemble des autres sites couverts par les avenants n°1 et n°2.



Au préalable, je tiens à préciser qu'à la date d'établissement du présent rapport, l'ensemble des services du SDIS est désormais hébergé dans des immeubles dont l'établissement public est propriétaire. Ces immeubles ont été mis à disposition du SDIS deux mois plus tôt que prévu.

Ceci permet, j'y reviendrai lors de l'examen du projet de budget primitif pour l'exercice 2012, de mettre fin à la location de surfaces appartenant au Département dans l'immeuble le Sévigné.

Je ne reviens pas sur les sites qui ont fait l'objet de notre délibération du 10 décembre dernier pour m'attacher à vous indiquer la situation :

- du site de Lyon Corneille ;
- du casernement de Saint-Priest ;
- du site de Saint-Priest hors casernement ;
- du site de Villefranche-sur-Saône.

- **Lyon Corneille :**

Trois phases sont à distinguer :

- la première comprend la totalité des bureaux affectés, en étages aux service d'état-major et les locaux du casernement sauf le rez-de-chaussée ;
- la deuxième comprend le rez-de-chaussée incluant le hall de départ des engins à l'exclusion d'une zone sous l'immeuble Molière;
- la troisième comprend les locaux de bureaux qui doivent être aménagés dans l'aile donnant sur la rue Molière y compris la zone mentionnée ci-dessus.

Pour la première phase, la livraison, prévue le 31 décembre 2012 a été effectuée le 28 octobre 2011 avec quatorze mois d'avance;

Pour la seconde phase, la livraison, prévue le 31 décembre 2012 interviendra le 30 juin 2012 avec six mois d'avance;

Pour la troisième phase, les travaux seront achevés le 31 décembre 2012, dans le respect du délai prévu.

- **Casernement de Saint-Priest :**

La livraison de l'ouvrage a été fixée à la fin de l'année 2011. La livraison effective doit intervenir le 31 mars 2012. L'écart d'un trimestre supplémentaire s'explique par la nécessité de réaliser des travaux de reprises en sous-œuvre.

- **Site de Saint-Priest hors casernement :**

- Le bâtiment de l'école départementale des sapeurs-pompiers dont les travaux devaient initialement se terminer le 31 décembre 2012 sera livré le 30 septembre 2012 avec trois mois d'avance ;
- De la même façon, un trimestre d'avance sera observé dans la livraison des travaux du bâtiment de la logistique médico-secouriste, de celui abritant les ateliers de mécanique et de celui du casernement logistique (30 septembre 2012 au lieu du 31 décembre 2012) ;
- Une avance de deux mois (31 octobre 2012 au lieu du 31 décembre 2012) sera enregistrée pour la livraison du bâtiment administratif ;



- Enfin, les autres bâtiments du site seront livrés le 31 mars 2013 au lieu du 31 décembre 2012 soit un trimestre supplémentaire. Ce délai tient aux contraintes imposées par le SDIS au constructeur en vue d'assurer la continuité de fonctionnement des services logistiques et mécaniques.

- **Site de Villefranche-sur-Saône :**

L'achèvement des travaux, pour l'ensemble du site est prévu pour le 31 décembre 2012. Tout laisse à penser que ce délai sera respecté.

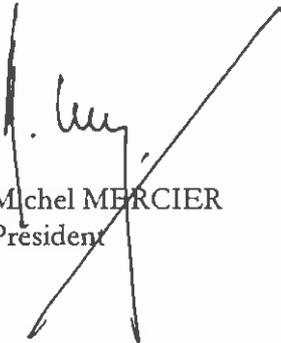
Si l'on examine le déroulement de ces différents chantiers dans leur globalité, on peut constater, comme ce fut le cas l'an dernier à pareille époque, que les livraisons anticipées l'emportent de façon sensible sur les retards prévisibles de sorte qu'au plan financier, comme d'un point de vue fonctionnel, la situation est, au total, positive pour le SDIS, surtout s'y l'on considère que l'allongement de certains délais est né soit de contraintes imposées par le SDIS soit d'éléments techniques imprévisibles.

Dans ces conditions, je vous demande de décider que, sur la base de l'analyse exposée ci-dessus, le SDIS ne fera pas application des clauses de pénalité prévues au contrat.

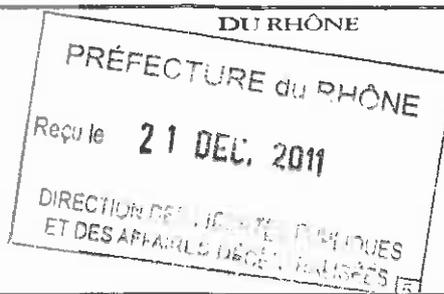
## DECIDE

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011



Michel MERCIER  
Président



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES  
GROUPEMENT FINANCES

NUMERO **D/11 - 12/ 08**

OBJET **Gestion des autorisations de programme et crédits de paiement**

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Lors de l'élaboration du budget primitif 2003, nous avons décidé de mettre en place la procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP).

Nous avons eu à nous prononcer plusieurs fois au cours des exercices 2003 à 2010 sur la modification de ces autorisations de programme et crédits de paiement.

Le présent rapport vous propose, en premier lieu, de clore certaines opérations en fonction des autorisations de programme votées par années.

1 – En ce qui concerne les autorisations de programme ouvertes en 2003 :

- Construction et rénovation de casernes :
- Opération Saint Etienne la Varenne/Saint Etienne des Oullières/Odenas : ouverte à hauteur de 920 000 euros et achevée au montant de 916 860,56 € ;

2 – En ce qui concerne les autorisations de programme ouvertes en 2004 :

- Construction et rénovation de casernes :
- Opération Lissieu/Marcilly d'Azergues/Les Chères/Chasselay : ouverte à hauteur de 1 100 000 euros et achevée au montant de 1 035 015,56 € ;
- Opération Taluyers/Monagny/Chassagny : ouverte à hauteur de 891 000 euros et achevée au montant de 826 621,36 € ;
- Opération Courzieu : ouverte à hauteur de 795 000 euros et achevée au montant de 794 999,09 € ;



- 3 - En ce qui concerne les autorisations de programme ouvertes en 2005 :
- Construction et rénovation de casernes :
  - Opération La Tour de Salvagny/Dommartin : ouverte à hauteur de 1 200 000 euros et achevée au montant de 1 153 966,56 € ;
  - Opération Liergues/Jarnioux/Pouilly le Monial : ouverte à hauteur de 1 200 000 euros et achevée au montant de 1 158 121,79 € ;
  - Opération de Sainte Foy les Lyon/Francheville : ouverte à hauteur de 1 175 000 euros et achevée au montant de 1 136 920,96 € ;
  - Opération de Saint Maurice sur Dargoire/Saint Didier sous Riverie : ouverte à hauteur de 963 000 euros et achevée au montant de 944 132,58 € ;
  - Opération Yzeron : ouverte à hauteur de 765 000 euros et achevée au montant de 751 904,54 € ;
  - Opération Vourles/Brignais : ouverte à hauteur de 1 050 000 euros et achevée au montant de 968 947,92 € ;
  - Opération Pontcharra sur Turdine : ouverte à hauteur de 510 000 euros et achevée au montant de 509 686,84 € ;

Toutes ces opérations étant terminées, je vous demande, mesdames et messieurs de bien vouloir en prendre acte et me permettre de les solder définitivement.

Dans un second temps, le présent rapport vous propose de vous prononcer sur l'ajustement des montants des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'exercice 2012 pour les programmes votés de 2003 à 2012 ;

Vous trouverez, joint en annexe, les tableaux récapitulatifs des autorisations de programme et des crédits de paiement. Ces montants sont repris dans le budget primitif de l'exercice 2012 qui vous est présentée par rapport distinct.

## DECIDE

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011

  
Michel MERCIER  
Président



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES  
GROUPEMENT FINANCES

NUMERO **D/11 - 12/ 09**

OBJET **Décision modificative n° 3 pour l'exercice 2011**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Le projet de décision modificative que je soumetts à votre approbation a pour objet d'opérer les ultimes ajustements avant la clôture de l'exercice 2011.

Le projet de décision modificative n° 3 équilibré, en dépenses et en recettes se traduit par une diminution de crédits de 2 439 802,21 €.

La section d'investissement enregistre une baisse significative en dépenses (2 852 052,21 € en mouvements réels). Compte-tenu de la comptabilisation des mouvements d'ordre pour un montant de 347 250 € ce total se trouve ramené à 2 504 802,21 €.

La section de fonctionnement enregistre quand à elle une baisse des dépenses de 984 194 €, mais, après comptabilisation des mouvements d'ordre, une augmentation de 65 000 €.

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

La totalité de nos programmes d'investissement a fait l'objet d'un examen afin d'ajuster les crédits aux stricts besoins de paiement de 2011.



Cela se traduit par une baisse significative de nos dépenses d'investissement sur, pratiquement l'ensemble de la dépense prévue, ventilée de la façon suivante :

***Immobilisations incorporelles : baisse de 60 000 €***

Ce chapitre subit une diminution des crédits dédiés aux frais d'études de projets informatiques qui seront reportés en 2012.

***Immobilisations corporelles : baisse de 2 969 052,21 €.***

Les programmes 2008, 2009, 2010 et 2011 d'acquisition de matériel roulant d'intervention sont réduits respectivement de 42 323,83 €, 817 346,40 €, 619 470,60 € et de 994 011,38 € pour tenir compte du délai de fabrication des véhicules, les paiements interviendront en 2012 au lieu de 2011.

Le matériel non mobile d'incendie et de secours est diminué de 100 000 € pour l'acquisition d'oxygène et d'air, de 50 000 € pour le matériel technique, de 150 000 € pour les tenues d'intervention et de 100 000 € pour le matériel d'extinction.

Les travaux dans les bâtiments sont aussi réduits de 190 000 €.

Les achats de matériel informatique baissent de 120 000 € en raison des reports d'acquisition sur l'année 2012.

***Immobilisations en cours : baisse de 95 000 €***

Il s'agit d'un rajustement des crédits de paiement des opérations immobilières en cours.

***Autres immobilisations financières augmentent de 272 000 €***

Il s'agit d'un réajustement en fonction de la nouvelle répartition des loyers du BEA entre financement, fonctionnement et investissement telle qu'elle résulte du rapport qui vous est présenté par ailleurs.

## **RECETTES D'INVESTISSEMENT**

La modification majeure concerne la réduction, pour 3 901 246,21 €, de la recette sur emprunt.

## **DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

### **CHARGES A CARACTERE GENERAL**

Ce chapitre est augmenté de 141 500 € traduisant la contraction de mouvements en baisse ou en augmentation.



### **Achats et variations de stocks ( 38 000 €)**

Un crédit supplémentaire de 100 000 € est nécessaire sur le compte 60612 « énergie et électricité » pour compléter la prévision des dépenses de gaz.

Une diminution de crédit significative sur le compte 6042 « achats de prestations de service » pour 85 000 € pour des études qui sont reportées.

### **Services extérieurs ( 184 000 €)**

La réduction concerne pour 170 000 € l'entretien de biens immobiliers, mais 405 000 € sont nécessaires suite à la nouvelle répartition des loyers du BEA entre financement, fonctionnement et investissement.

### **Charges de personnel et frais assimilés**

Le chapitre est globalement diminué de 521 550 €.

Les estimations relatives aux charges de personnel sont ajustées à chaque décision modificative. Certaines lignes sont augmentées tandis que d'autres subissent une diminution afin de tenir compte des consommations effectives de crédits.

### **Charges financières**

Elles sont diminuées de 674 144 € pour tenir compte de la nouvelle répartition des loyers du BEA entre financement, fonctionnement et investissement.

### **Virement à la section d'investissement :**

Les modifications mentionnées ci-dessus entraînent un virement de 1 049 194 € à la section d'investissement.

## **RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Elles sont majorées de 65 000 €

### **Produits des services du domaine et ventes diverses :**

Un complément de 43 000 € est prévu sur ce chapitre. Les réalisations sont, en effet, supérieures aux prévisions.

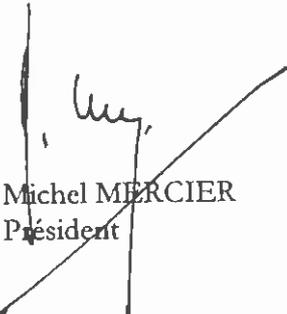
Compte tenu de ce qui précède, je vous demande, mesdames et messieurs, de bien vouloir adopter le projet de décision modificative n° 3 de l'exercice 2009».



**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011



Michel MERCIER  
Président



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

REPUBLIQUE FRANCAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHONE**

POSTE COMPTABLE DU PAYEUR DEPARTEMENTAL DU RHONE

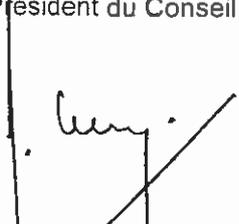
**M61**

**DECISION MODIFICATIVE 3**



**ANNEE 2011**

A Lyon le, 16 DEC. 2011  
Le Président du Conseil d'administration

  
**Michel MERCIER**



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

PRÉFECTURE  
DU RHÔNE  
Reçu le 21 AFG: 2011  
DIRECTION DES SERVICES PUBLICS  
DES COMMUNES ET TRAVAIRES

**DECISION MODIFICATIVE 3 - EXERCICE 2011**

**SOMMAIRE**

**I - Présentation générale du budget**

|                                     |        |
|-------------------------------------|--------|
| Vue d'ensemble du budget .....      | page 2 |
| 1. Equilibre financier du budget    |        |
| A - Section de fonctionnement ..... | page 3 |
| B - Section d'investissement .....  | page 4 |
| 2. Balance générale du budget       |        |
| Dépenses .....                      | page 5 |
| Recettes .....                      | page 6 |

**II - Vote du budget**

|   |               |
|---|---------------|
| A - Section de fonctionnement   |               |
| A1 - Vue d'ensemble - Dépenses/Recettes .....                           | page 8        |
| A2 - Dépenses .....   | page 9 à 11   |
| A3 - Recettes .....   | page 12 et 13 |
| B - Section d'investissement  |               |
| B1 - Vue d'ensemble - Total - Dépenses / Recettes .....                 | page 14       |
| B2 - Section d'investissement - Equipements .....                       | page 15       |
| B3 - Section d'investissement - Equipements - Opération en AP/CP        |               |
| B3 - Section d'investissement - Equipements - Opération sans AP/CP      |               |
| B4 - Subventions d'équipement à verser .....                            | page 16       |
| B5 - Recettes d'équipement .....  | page 16       |
| B6 - Section d'investissement - Opérations pour le compte de tiers      |               |
| B7 - Section d'investissement - Opérations financières - Dépenses ..... | page 17       |
| B7 - Section d'investissement - Opérations financières - Recettes ..... | page 18       |
| B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales .....          | page 19       |
| (opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement)       |               |

**III - Annexes**

|   | page     | joint | sans objet |
|---|----------|-------|------------|
| Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier   |          |       | x          |
| Eléments du bilan - Etat de la dette  | 21 à 23  | x     |            |
| Eléments du bilan - Etat des provisions constituées- Etat de répartition des charges  | 24       | x     |            |
| Crédit-bail - Engagements donnés - Engagements reçus  |          |       | x          |
| Engagements - Autorisations de programme et crédits de paiement   | 25 à 33  | x     |            |
| Liste des organismes de regroupement - Subventions versées par le SDIS dans le cadre du vote du budget - Liste des établissements publics créés - Liste des services individualisés dans un budget annexe - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | 34       | x     |            |
| Détail des chapitres d'opérations pour compte de tiers - Etat des méthodes utilisées  | 35       | x     |            |
| Etat du personnel au 1/1/N  | 36       | x     |            |
| Signatures  | 37 et 38 | x     |            |



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

DECISION MODIFICATIVE 3 - EXERCICE 2011

**PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE**

**TOTAL DU BUDGET**

|                                       | DEPENSES       | RECETTES       |
|---------------------------------------|----------------|----------------|
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT  | 48 004 487,25  | 48 004 487,25  |
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 145 576 773,08 | 145 576 773,08 |
| TOTAL DU BUDGET                       | 193 581 260,33 | 193 581 260,33 |

**TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET**

|                           | TOTAL DES DEPENSES |               | TOTAL DES RECETTES |               |
|---------------------------|--------------------|---------------|--------------------|---------------|
|                           | REELLES ET MIXTES  | ORDRE         | REELLES ET MIXTES  | ORDRE         |
| SECTION D'INVESTISSEMENT  | 39 267 206,25      | 8 737 281,00  | 20 272 301,25      | 27 732 186,00 |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT | 125 477 004,08     | 20 099 769,00 | 144 471 909,08     | 1 104 864,00  |
| TOTAL DU BUDGET           | 164 744 210,33     | 28 837 050,00 | 164 744 210,33     | 28 837 050,00 |



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

DECISION MODIFICATIVE 3 - EXERCICE 2011

|  |          |
|--|----------|
| <b>I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET</b> | <b>1</b> |
| <b>1) ÉQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET</b>    | <b>A</b> |

**A - SECTION DE FONCTIONNEMENT (cumulé de l'exercice + Restes à réaliser)**

| DEPENSES DE L'EXERCICE                                   |                       | RECETTES DE L'EXERCICE                                      |                       |
|--|-----------------------|---|-----------------------|
| OPÉRATIONS REELLES ET MIXTES                             |                       |   |                       |
| GESTION DES SERVICES                                     |                       | GESTION DES SERVICES  |                       |
| 011 Charges à caractère général<br>(sauf 6031 et 713)    | 24 180 052,08         | 70 Produits des services, du domaine,<br>et ventes diverses | 2 357 935,00          |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés              | 96 340 450,00         | 74 Contributions et participations                          | 130 930 469,00        |
| 65 Autres charges de gestion courante                    | 2 184 000,00          | 75 Autres produits de gestion courante                      | 5 819 000,00          |
| 014 Atténuation de produits                              |                       | 013 Atténuation de charges<br>(sauf 6031 et 6611)           | 1 586 352,00          |
| <b>Total dépenses de gestion des services</b>            | <b>122 704 502,08</b> | <b>Total recettes de gestion des services</b>               | <b>140 693 756,00</b> |
| 66 Charges financières                                   | 2 539 432,00          | 76 Produits financiers                                      |                       |
| 67 Charges exceptionnelles                               | 183 070,00            | 77 Produits exceptionnels                                   | 111 900,00            |
| 68 Dotations aux provisions                              |                       | 78 Reprises sur provisions                                  |                       |
| 022 Dépenses imprévues                                   | 50 000,00             |   |                       |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES</b>                  | <b>125 477 004,08</b> | <b>TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES</b>                     | <b>140 805 656,00</b> |
| <b>SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : EXCEDENT</b> |                       |   | <b>15 328 651,92</b>  |

| OPÉRATIONS D'ORDRE                          |                      |   |                       |
|---|----------------------|---|-----------------------|
| 042 Opé.d'ordre de transfert entre sections | 13 000 000,00        | 042 Opé.d'ordre de transfert entre sections | 1 104 864,00          |
| 023 Virement complémentaire à l'inv.        | 7 099 769,00         |   |                       |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>               | <b>20 099 769,00</b> | <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>               | <b>1 104 864,00</b>   |
| <b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE : - NEGATIF</b>   |                      |   | <b>-18 994 905,00</b> |

| RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE |  |              |                     |
|------------------------------|--|--------------|---------------------|
| <b>D 002</b>                 |  | <b>R 002</b> | <b>3 666 253,08</b> |

|   |                       |   |                       |
|---|-----------------------|---|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>145 576 773,08</b> | <b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>145 576 773,08</b> |
|---|-----------------------|---|-----------------------|



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

DECISION MODIFICATIVE 3 - EXERCICE 2011

|  |          |
|--|----------|
| <b>I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET</b> | <b>I</b> |
| <b>1) ÉQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET</b>    | <b>B</b> |

**B - SECTION D'INVESTISSEMENT (cumulé de l'exercice + Restes à réaliser)**

| DÉPENSES DE L'EXERCICE  |                      | RECETTES DE L'EXERCICE  |  |
|---|----------------------|---|--|
| OPERATIONS REELLES  |                      |   |  |
| Dépenses d'équipement (c/20, 21, 23)<br>(y compris programmes)<br>204 Subventions d'équipements versées | 24 842 983,02        | Fonds propres d'origine externe<br>(c/10 hors 1068)<br>20, 21 et 23 immob. incorp. corp. ou en cours<br>27 Remboursement de prêts<br>Subventions d'équipement reçues (c/13)<br>Emprunts et dettes assimilées (c/16) | 3 836 127,00<br><br><br>585 000,00<br>1 596 742,79 |
| 45 Travaux pour le compte de tiers  |                      | 024 Produit des cessions d'immobilisations<br>45 Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte  | 395 000,00   |
| Dépenses financières (c/10, 13, 16, 26, 27)<br>020 Dépenses imprévues                                   | 4 631 934,00         |   |  |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES REELLES</b>   | <b>29 474 917,02</b> | <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>   | <b>6 412 869,79</b>                                |
| <b>BESOIN D'AUTOFINANCEMENT (Dépenses réelles - Recettes réelles) :</b>                                 |                      |   | <b>-23 062 047,23</b>                              |

| OPERATION D'ORDRE  |                     |   |                      |
|--|---------------------|---|----------------------|
| 040 Opé.d'ordre de transfert entre sections  | 1 104 864,00        | 040 Opé.d'ordre de transfert entre sections | 13 000 000,00        |
| 041 Opérations patrimoniales   | 7 632 417,00        | 041 Opérations patrimoniales                | 7 632 417,00         |
|  |                     | 021 Virement de la section de fonct.        | 7 099 769,00         |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE</b>  | <b>8 737 281,00</b> | <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>           | <b>27 732 186,00</b> |
| <b>AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE (solde des opérations d'ordre de section à section)</b> |                     |   | <b>18 994 905,00</b> |

| SOLDE D'EXECUTION REPORTE OU ANTICIPE |              |       |  |
|---------------------------------------|--------------|-------|--|
| D 001                                 | 9 792 289,23 | R 001 |  |

| AFFECTATION |          |  |               |
|-------------|----------|--|---------------|
|             | c / 1068 |  | 13 859 431,46 |

|  |                      |  |                      |
|--|----------------------|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>48 004 487,25</b> | <b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>48 004 487,25</b> |
|--|----------------------|--|----------------------|



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

DECISION MODIFICATIVE 3 - EXERCICE 2011

|   |          |
|---|----------|
| <b>1- PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>1</b> |
| <b>2) BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>      | <b>2</b> |

**DEPENSES (Cumulées de l'exercice)**

| Chap.                                     | FONCTIONNEMENT                                 | Opérations réelles    | Opérations d'ordre   | TOTAL                 |
|---|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| 011                                       | CHARGES A CARACTERE GENERAL                    | 24 180 052,08         |                      | 24 180 052,08         |
| 012                                       | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES        | 96 340 450,00         |                      | 96 340 450,00         |
| 014                                       | ATTENUATIONS DE PRODUITS                       |                       |                      |                       |
| 60  | ACHAT ET VARIATION DE STOCKS                   |                       |                      |                       |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE             | 2 184 000,00          |                      | 2 184 000,00          |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                            | 2 539 432,00          |                      | 2 539 432,00          |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                        | 183 070,00            |                      | 183 070,00            |
| 68  | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS |                       | 13 000 000,00        | 13 000 000,00         |
| 71  | PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)             |                       |                      |                       |
| 022                                       | DEPENSES IMPREVUES                             | 50 000,00             |                      | 50 000,00             |
| 023                                       | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT         |                       | 7 099 769,00         | 7 099 769,00          |
| <b>Depenses de fonctionnement - Total</b> |  | <b>125 477 004,08</b> | <b>20 099 769,00</b> | <b>145 576 773,08</b> |

+

**D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE**

=

**TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES**

**145 576 773,08**

| Chap.                                    | INVESTISSEMENT   | Opérations Réelles   | Opérations d'ordre  | TOTAL                |
|--|--|----------------------|---------------------|----------------------|
| 10                                       | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                        |                      |                     |                      |
| 13                                       | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                               |                      | 1 104 864,00        | 1 104 864,00         |
| 16                                       | REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS (sauf 1688 non budgétaire)        | 1 935 538,00         |                     | 1 935 538,00         |
| 18                                       | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION                            |                      |                     |                      |
|  | TOTAL DES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT                          | 11 455 740,79        |                     | 11 455 740,79        |
| 20                                       | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors progr. et 204)         | 2 344 769,94         |                     | 2 344 769,94         |
| 204                                      | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT                                   |                      | 51 250,00           | 51 250,00            |
| 21                                       | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors programmes)              | 9 109 875,76         | 951 410,00          | 10 061 285,76        |
| 22                                       | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION                      |                      |                     |                      |
| 23                                       | IMMOBILISATIONS EN COURS (hors programmes)                 | 1 932 596,53         | 6 629 757,00        | 8 562 353,53         |
| 26                                       | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                      |                     |                      |
| 27                                       | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         | 2 696 396,00         |                     | 2 696 396,00         |
| 28                                       | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS (reprises)               |                      |                     |                      |
| 198                                      | NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS                          |                      |                     |                      |
| 45                                       | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS                            |                      |                     |                      |
| 481                                      | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES                 |                      |                     |                      |
| 3...                                     | STOCKS ET EN-COURS   |                      |                     |                      |
| 020                                      | DEPENSES IMPREVUES   |                      |                     |                      |
| <b>Dépenses d'investissement - Total</b> |  | <b>29 474 917,02</b> | <b>8 737 281,00</b> | <b>38 212 198,02</b> |

+

**D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE**

**9 792 289,23**

=

**TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES**

**48 004 487,25**



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

DECISION MODIFICATIVE 3 - EXERCICE 2011

|  |          |
|--|----------|
| <b>1 - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>1</b> |
| <b>2) BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>       | <b>2</b> |

**RECETTES (Cumulées de l'exercice)**

| Chap.  | FONCTIONNEMENT                                       | Opérations réelles    | Opérations d'ordre  | TOTAL                 |
|--|--|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 013  | ATTENUATION DE CHARGES                               | 1 586 352,00          |                     | 1 586 352,00          |
| 60   | ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK                        |                       |                     |                       |
| 70   | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 2 357 935,00          |                     | 2 357 935,00          |
| 71   | PRODUCTION STOCKEE (ou déstockage)                   |                       |                     |                       |
| 72   | TRAVAUX EN REGIE                                     |                       |                     |                       |
| 74   | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 130 930 469,00        |                     | 130 930 469,00        |
| 75   | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 5 819 000,00          |                     | 5 819 000,00          |
| 76   | PRODUITS FINANCIERS                                  |                       |                     |                       |
| 77   | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               | 111 900,00            | 1 104 864,00        | 1 216 764,00          |
| 78   | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS            |                       |                     |                       |
| 79   | TRANSFERTS DE CHARGES                                |                       |                     |                       |
| <b>Recettes de fonctionnement - Total</b>            |  | <b>140 805 656,00</b> | <b>1 104 864,00</b> | <b>141 910 520,00</b> |
|  |  |                       |                     | +                     |
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>            |  |                       |                     | <b>3 666 253,08</b>   |
|  |  |                       |                     | =                     |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |  |                       |                     | <b>145 576 773,08</b> |

| Chap.  | INVESTISSEMENT   | Opérations Réelles  | Opérations d'ordre   | TOTAL                |
|--|--|---------------------|----------------------|----------------------|
| 10   | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)            | 3 836 127,00        |                      | 3 836 127,00         |
| 13   | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                               | 585 000,00          |                      | 585 000,00           |
| 16   | REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS (sauf 1688 non budgétaire)        | 1 596 742,79        |                      | 1 596 742,79         |
| 18   | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS                           |                     |                      |                      |
| 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors 204)                   |                     | 165 000,00           | 165 000,00           |
| 204  | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                           |                     |                      |                      |
| 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                |                     | 999 660,00           | 999 660,00           |
| 22   | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION                      |                     |                      |                      |
| 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   |                     | 6 467 757,00         | 6 467 757,00         |
| 26   | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                     |                      |                      |
| 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         |                     |                      |                      |
| 28   | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS                         |                     | 13 000 000,00        | 13 000 000,00        |
| 45   | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS                            |                     |                      |                      |
| 481  | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES                 |                     |                      |                      |
| 3...   | STOCKS ET EN-COURS   |                     |                      |                      |
| 021  | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT                   |                     | 7 099 769,00         | 7 099 769,00         |
| 024  | PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS                     | 395 000,00          |                      | 395 000,00           |
| <b>Recettes d'investissement - Total</b>                   |  | <b>6 412 869,79</b> | <b>27 732 186,00</b> | <b>34 145 055,79</b> |
|  |  |                     |                      | +                    |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |  |                     |                      |                      |
|  |  |                     |                      | +                    |
| <b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b>                          |  |                     |                      | <b>13 859 431,46</b> |
|  |  |                     |                      | =                    |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        |  |                     |                      | <b>48 004 487,25</b> |



DECISION MODIFICATIVE 3 - EXERCICE 2011

- I - Le Conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau du chapitre pour la section d'investissement,
  - sans vote formel sur chacun des chapitres.

La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif.

## DECISION MODIFICATIVE 3 - EXERCICE 2011



## II- VOTE DU BUDGET

## A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE

II

A1

| Chapitres  | Budget cumulé de l'exercice (I) | Propositions nouvelles du Président | Vote du Conseil d'admin. (II) | TOTAL : (I+II)        |
|--|---------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|-----------------------|
| <b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>                      |                                 |                                     |                               |                       |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL                    | 24 038 552,08                   | 141 500,00                          | 141 500,00                    | 24 180 052,08         |
| - avec AE/CP                                       |                                 |                                     |                               |                       |
| - hors AE/CP                                       | 24 038 552,08                   | 141 500,00                          | 141 500,00                    | 24 180 052,08         |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES        | 96 862 000,00                   | -521 550,00                         | -521 550,00                   | 96 340 450,00         |
| 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS                       |                                 |                                     |                               |                       |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE              | 2 184 000,00                    |                                     |                               | 2 184 000,00          |
| - avec AE/CP                                       |                                 |                                     |                               |                       |
| - hors AE/CP                                       | 2 184 000,00                    |                                     |                               | 2 184 000,00          |
| 66 CHARGES FINANCIERES                             | 3 213 576,00                    | -674 144,00                         | -674 144,00                   | 2 539 432,00          |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES                         | 63 070,00                       | 120 000,00                          | 120 000,00                    | 183 070,00            |
| 68 DOTATIONS AUX PROVISIONS                        |                                 |                                     |                               |                       |
| 022 DEPENSES IMPREVUES                             | 100 000,00                      | -50 000,00                          | -50 000,00                    | 50 000,00             |
| 023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT         | 6 050 575,00                    | 1 049 194,00                        | 1 049 194,00                  | 7 099 769,00          |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 13 000 000,00                   |                                     |                               | 13 000 000,00         |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - TOTAL</b>          | <b>145 511 773,08</b>           | <b>65 000,00</b>                    | <b>65 000,00</b>              | <b>145 576 773,08</b> |

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

=

|  |                       |                  |                  |                       |
|--|-----------------------|------------------|------------------|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>145 511 773,08</b> | <b>65 000,00</b> | <b>65 000,00</b> | <b>145 576 773,08</b> |
|--|-----------------------|------------------|------------------|-----------------------|

| <b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>                           |                       |                  |                  |                       |
|---|-----------------------|------------------|------------------|-----------------------|
| 70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 2 314 935,00          | 43 000,00        | 43 000,00        | 2 357 935,00          |
| 74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 130 932 869,00        | -2 400,00        | -2 400,00        | 130 930 469,00        |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 5 819 000,00          |                  |                  | 5 819 000,00          |
| 013 ATTENUATIONS DE CHARGES                             | 1 558 352,00          | 28 000,00        | 28 000,00        | 1 586 352,00          |
| 76 PRODUITS FINANCIERS                                  |                       |                  |                  |                       |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS                               | 115 500,00            | -3 600,00        | -3 600,00        | 111 900,00            |
| 78 REPRISES SUR PROVISIONS                              |                       |                  |                  |                       |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS      | 1 104 864,00          |                  |                  | 1 104 864,00          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT - TOTAL</b>               | <b>141 845 520,00</b> | <b>65 000,00</b> | <b>65 000,00</b> | <b>141 910 520,00</b> |

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

3 666 253,08

=

|  |                       |                  |                  |                       |
|--|-----------------------|------------------|------------------|-----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>145 511 773,08</b> | <b>65 000,00</b> | <b>65 000,00</b> | <b>145 576 773,08</b> |
|--|-----------------------|------------------|------------------|-----------------------|



| II- VOTE DU BUDGET                                   |  |  |                                     | II                       |
|--|--|--|-------------------------------------|--------------------------|
| A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES             |  |  |                                     | A2                       |
| OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES |  |  |                                     |                          |
| Art.   | Libellé  | Pour mémoire Budget cumulé de l'exercice | Propositions nouvelles du Président | Vote du Conseil d'admin. |
| <b>011</b>   | <b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>                           | <b>24 038 552,08</b>                     | <b>141 500,00</b>                   | <b>141 500,00</b>        |
| <b>60</b>  | <b>ACHATS ET VARIATION DES STOCKS</b>                        | <b>11 303 760,00</b>                     | <b>38 000,00</b>                    | <b>38 000,00</b>         |
| 6042   | ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES                            | 2 316 500,00                             | -26 000,00                          | -26 000,00               |
| 60611  | EAU ET ASSAINISSEMENT  | 242 500,00                               |                                     |                          |
| 60612  | ENERGIE ET ELECTRICITE                                       | 1 914 260,00                             | 100 000,00                          | 100 000,00               |
| 60613  | CHAUFFAGE URBAIN   | 291 000,00                               | -50 000,00                          | -50 000,00               |
| 60621  | COMBUSTIBLES   | 120 000,00                               | -20 000,00                          | -20 000,00               |
| 60622  | CARBURANTS   | 1 200 000,00                             |                                     |                          |
| 60623  | ALIMENTATION   | 235 000,00                               |                                     |                          |
| 60628  | AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES                              | 190 000,00                               | 30 000,00                           | 30 000,00                |
| 60631  | FOURNITURES D'ENTRETIEN                                      | 194 000,00                               |                                     |                          |
| 60632  | FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT                              | 3 614 200,00                             | 125 000,00                          | 125 000,00               |
| 60636  | VETEMENTS DE TRAVAIL   | 438 300,00                               | -50 000,00                          | -50 000,00               |
| 6064   | FOURNITURES ADMINISTRATIVES                                  | 185 000,00                               |                                     |                          |
| 60661  | MEDICAMENTS  | 56 500,00                                | -1 000,00                           | -1 000,00                |
| 60662  | VACCINS ET SERUMS  | 20 000,00                                |                                     |                          |
| 60668  | AUTRE PRODUITS PHARMACEUTIQUES (Dispositifs médico-stériles) | 27 500,00                                |                                     |                          |
| 6067   | PRODUITS D'INTERVENTION                                      | 199 000,00                               | -50 000,00                          | -50 000,00               |
| 6068   | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES                               | 60 000,00                                | -20 000,00                          | -20 000,00               |
| <b>61</b>  | <b>SERVICES EXTERIEURS</b>                                   | <b>8 808 690,00</b>                      | <b>184 000,00</b>                   | <b>184 000,00</b>        |
| 611  | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES     | 961 240,00                               | 405 000,00                          | 405 000,00               |
| 6132   | LOCATIONS IMMOBILIERES                                       | 1 327 000,00                             | -6 000,00                           | -6 000,00                |
| 6135   | LOCATIONS MOBILIERES   | 322 000,00                               | -5 000,00                           | -5 000,00                |
| 614  | CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE                          | 199 000,00                               |                                     |                          |
| 61521  | ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS                        | 105 000,00                               |                                     |                          |
| 61522  | ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS                           | 1 105 000,00                             | -110 000,00                         | -110 000,00              |
| 61551  | ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT                    | 1 820 000,00                             | -40 000,00                          | -40 000,00               |
| 61558  | ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES             | 426 000,00                               | -20 000,00                          | -20 000,00               |
| 6156   | MAINTENANCE  | 939 400,00                               | -40 000,00                          | -40 000,00               |
| 616  | PRIMES D'ASSURANCES  | 561 050,00                               |                                     |                          |
| 61821  | ABONNEMENTS  | 50 000,00                                |                                     |                          |
| 61828  | AUTRE DOCUMENTATION  | 93 000,00                                |                                     |                          |
| 6184   | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION                     | 900 000,00                               |                                     |                          |
| <b>62</b>  | <b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>                            | <b>3 840 102,08</b>                      | <b>-60 500,00</b>                   | <b>-60 500,00</b>        |
| 6226   | HONORAIRES   | 93 000,00                                |                                     |                          |
| 6227   | FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX                               | 20 000,00                                | 5 000,00                            | 5 000,00                 |
| 6228   | DIVERS (Prestations chèques déjeuner)                        | 6 000,00                                 | -500,00                             | -500,00                  |
| 6231   | ANNONCES ET INSERTIONS                                       | 55 000,00                                |                                     |                          |
| 6232   | FETES ET CEREMONIES  | 92 800,00                                |                                     |                          |
| 6234   | RECEPTIONS   | 10 200,00                                |                                     |                          |
| 6236   | CATALOGUES ET IMPRIMES                                       | 150 000,00                               | -40 000,00                          | -40 000,00               |
| 6241   | TRANSPORTS DE BIENS  | 2 000,00                                 |                                     |                          |
| 6247   | TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL                           | 95 000,00                                |                                     |                          |
| 6248   | DIVERS   | 96 000,00                                |                                     |                          |



| II- VOTE DU BUDGET                                   |   |  |   | II                             |
|--|---|--|---|--------------------------------|
| A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES             |   |  |   | A2                             |
| OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES |   |  |   |                                |
| Art.   | Libellé   | Pour mémoire<br>Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du<br>Conseil<br>d'admin. |
| 6251   | VOYAGES ET DEPLACEMENTS   | 515 000,00                                     |   |                                |
| 6255   | FRAIS DE DEMENAGEMENT   |  |   |                                |
| 6261   | FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT  | 140 000,00                                     |   |                                |
| 6262   | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS   | 1 100 000,00                                   |   |                                |
| 6283   | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX   | 1 250 000,00                                   |   |                                |
| 62878  | REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES                              | 200 000,00                                     | -20 000,00                                | -20 000,00                     |
| 6288   | AUTRES  | 15 102,08                                      | -5 000,00                                 | -5 000,00                      |
| <b>63</b>  | <b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>                              | <b>86 000,00</b>                               | <b>-20 000,00</b>                         | <b>-20 000,00</b>              |
| 63512  | TAXES FONCIERES   | 5 000,00                                       |   |                                |
| 6355   | TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES   | 80 000,00                                      | -20 000,00                                | -20 000,00                     |
| 637  | AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES (Autres organismes)           | 1 000,00                                       |   |                                |
| <b>012</b>   | <b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>                            | <b>96 862 000,00</b>                           | <b>-521 550,00</b>                        | <b>-521 550,00</b>             |
| <b>62</b>  | <b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>   | <b>1 130 000,00</b>                            | <b>3 500,00</b>                           | <b>3 500,00</b>                |
| 6218   | AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR   | 1 130 000,00                                   | 3 500,00                                  | 3 500,00                       |
| <b>63</b>  | <b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>                              | <b>611 800,00</b>                              | <b>-8 000,00</b>                          | <b>-8 000,00</b>               |
| 6336   | COTISATIONS AU CNFPT ET AU CDG  | 611 800,00                                     | -8 000,00                                 | -8 000,00                      |
| <b>64</b>  | <b>CHARGES DE PERSONNEL</b>   | <b>95 120 200,00</b>                           | <b>-517 050,00</b>                        | <b>-517 050,00</b>             |
| 64111  | REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE                               | 35 195 950,00                                  | -150 950,00                               | -150 950,00                    |
| 64112  | SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE               | 1 127 000,00                                   |   |                                |
| 64113  | NBI   | 427 000,00                                     | 4 000,00                                  | 4 000,00                       |
| 64118  | AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE                                     | 23 728 000,00                                  | -121 000,00                               | -121 000,00                    |
| 64131  | PERSONNEL NON TITULAIRE - REMUNERATIONS                                   | 880 800,00                                     | 17 000,00                                 | 17 000,00                      |
| 64141  | VACATIONS VERSEES AUX SAPEURS POMPIERS VOLONTAIRES                        | 7 825 000,00                                   |   |                                |
| 64148  | AUTRES VACATIONS  | 20 000,00                                      | 12 000,00                                 | 12 000,00                      |
| 6451   | COTISATIONS A L'URSSAF  | 6 306 000,00                                   | -18 000,00                                | -18 000,00                     |
| 6453   | COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES                                      | 12 883 000,00                                  | -90 000,00                                | -90 000,00                     |
| 6455   | COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL                                   | 500 000,00                                     | -15 000,00                                | -15 000,00                     |
| 6456   | VERSEMENT AU FNC DU SFT   | 100 000,00                                     | -1 000,00                                 | -1 000,00                      |
| 6458   | COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX                                 | 2 617 800,00                                   | -21 675,00                                | -21 675,00                     |
| 646  | ALLOCATION DE VETERANCE   | 1 025 000,00                                   | 19 675,00                                 | 19 675,00                      |
| 6471   | PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL                                | 181 700,00                                     |   |                                |
| 6472   | PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES   | 108 850,00                                     |   |                                |
| 6473   | ALLOCATIONS DE CHOMAGE  | 50 500,00                                      | -12 500,00                                | -12 500,00                     |
| 6475   | MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE  | 250 000,00                                     | -60 000,00                                | -60 000,00                     |
| 6478   | AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES  | 10 000,00                                      | -1 000,00                                 | -1 000,00                      |
| 64831  | CESSATION PROGRESSIVE D'ACTIVITE - INDEMNITES AUX AGENTS                  |  |   |                                |
| 64832  | CONTRIBUTION AU FONDS DE COMPENSATION DE CESSATION PROGRESSIVE D'ACTIVITE |  |   |                                |
| 6484   | CONGE POUR DIFFICULTE OPERATIONNELLE                                      | 18 600,00                                      | -3 600,00                                 | -3 600,00                      |
| 6488   | AUTRES CHARGES (Valeur nominale chèques déjeuner)                         | 1 865 000,00                                   | -75 000,00                                | -75 000,00                     |
| <b>65</b>  | <b>AUTRES CHARGES D'ACTIVITE</b>  | <b>2 184 000,00</b>                            |   |                                |
| 6531   | INDEMNITES  | 32 000,00                                      |   |                                |
| 6534   | COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE PART PATRONALE                            | 7 000,00                                       |   |                                |
| 654  | PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES  | 5 000,00                                       |   |                                |
| 656  | PARTICIPATIONS ( réseau EPARI + Contribution à l'INPT)                    | 520 000,00                                     |   |                                |



| II- VOTE DU BUDGET                                   |  |  |                                     | II                       |
|--|--|--|-------------------------------------|--------------------------|
| A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES             |  |  |                                     | A2                       |
| OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES |  |  |                                     |                          |
| Art.   | Libellé  | Pour mémoire Budget cumulé de l'exercice | Propositions nouvelles du Président | Vote du Conseil d'admin. |
| 6574   | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES                | 1 620 000,00                             |                                     |                          |
| 014  | ATTENUATIONS DE PRODUITS   |  |                                     |                          |
|  | TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011+ 012+ 65+ 014)                               | 123 084 552,08                           | -380 050,00                         | -380 050,00              |
| 66   | CHARGES FINANCIERES (B)  | 3 213 576,00                             | -674 144,00                         | -674 144,00              |
| 66111  | INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES  | 1 251 895,00                             |                                     |                          |
| 66112  | INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE   | 185 236,00                               |                                     |                          |
| 6615   | INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS                              | 5 000,00                                 |                                     |                          |
| 6618   | INTERETS DES AUTRES DETTES (BEA)   | 1 767 445,00                             | -674 144,00                         | -674 144,00              |
| 668  | AUTRES CHARGES FINANCIERES   | 4 000,00                                 |                                     |                          |
| 67   | CHARGES EXCEPTIONNELLES ( C)   | 63 070,00                                | 120 000,00                          | 120 000,00               |
| 6711   | CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES          | 13 000,00                                | -5 000,00                           | -5 000,00                |
| 6712   | CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR AMENDES FISCALES ET PENALES                           | 1 000,00                                 |                                     |                          |
| 6718   | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES   | 14 070,00                                |                                     |                          |
| 673  | TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS  | 35 000,00                                | 125 000,00                          | 125 000,00               |
| 68   | DOTATIONS AUX PROVISIONS (D)   |  |                                     |                          |
| 6815   | DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITATION                    |  |                                     |                          |
| 022  | DEPENSES IMPREVUES (E)   | 100 000,00                               | -50 000,00                          | -50 000,00               |
|  | TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E   | 126 461 198,08                           | -984 194,00                         | -984 194,00              |
| 023  | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT   | 6 050 575,00                             | 1 049 194,00                        | 1 049 194,00             |
| 042  | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS                                     | 13 000 000,00                            |                                     |                          |
| 6031   | VARIATION DE STOCKS DE MATIERES PREMIERES  |  |                                     |                          |
| 668  | INDEMNITE DE RENEGOCIATION CAPITALISEE   |  |                                     |                          |
| 6811   | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES      | 13 000 000,00                            |                                     |                          |
| 7133   | VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS                                      |  |                                     |                          |
| 7134   | VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES                                   |  |                                     |                          |
| 7135   | VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS   |  |                                     |                          |
|  | TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE   | 19 050 575,00                            | 1 049 194,00                        | 1 049 194,00             |
|  | TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (Opérations réelles et d'ordre) | 145 511 773,08                           | 65 000,00                           | 65 000,00                |
|  |  | +  | +                                   | +                        |
|  | 002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE OU ANTICIPE                                  |  |                                     |                          |
|  |  | =  | =                                   | =                        |
|  | TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES                                      | 145 511 773,08                           | 65 000,00                           | 65 000,00                |



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - VOTE DU BUDGET</b>                      | <b>II</b> |
| <b>A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES</b> | <b>A3</b> |

## OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES

| Art.       | Libellé   | Pour mémoire                |                                     | Vote du Conseil d'admin. |
|------------|---|-----------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
|            |   | Budget cumulé de l'exercice | Propositions nouvelles du Président |                          |
| <b>70</b>  | <b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>                                     | <b>2 314 935,00</b>         | <b>43 000,00</b>                    | <b>43 000,00</b>         |
| 7061       | INTERVENTIONS SOUMISES A FACTURATION  | 724 935,00                  | -15 000,00                          | -15 000,00               |
| 7068       | AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES  | 960 000,00                  | 4 000,00                            | 4 000,00                 |
| 70848      | MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES   | 550 000,00                  | 50 000,00                           | 50 000,00                |
| 70878      | REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES  | 80 000,00                   | 4 000,00                            | 4 000,00                 |
| <b>74</b>  | <b>CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS</b>  | <b>130 932 869,00</b>       | <b>-2 400,00</b>                    | <b>-2 400,00</b>         |
| 74718      | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT  | 174 000,00                  | 600,00                              | 600,00                   |
| 7472       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS   |                             |                                     |                          |
| 7473       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS  | 95 436 723,00               |                                     |                          |
| 7474       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS COMMUNES  | 6 170 135,00                |                                     |                          |
| 7475       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES                                      | 29 039 011,00               |                                     |                          |
| 7478       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES   | 113 000,00                  | -3 000,00                           | -3 000,00                |
| 748        | AUTRES PARTICIPATIONS   |                             |                                     |                          |
| <b>75</b>  | <b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>  | <b>5 819 000,00</b>         |                                     |                          |
| 751        | REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, MARQUES, PROCEDES, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES | 4 000 000,00                |                                     |                          |
| 752        | REVENUS DES IMMEUBLES   | 19 000,00                   |                                     |                          |
| 758        | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE   | 1 800 000,00                |                                     |                          |
| <b>013</b> | <b>ATTENUATIONS DE CHARGES</b>  | <b>1 558 352,00</b>         | <b>28 000,00</b>                    | <b>28 000,00</b>         |
| 6095       | RABAIS REMISES ET RISTOURNES OBTENUS SUR ACHATS DE MATERIEL, EQUIPEMENTS ET TRAVAUX             | 10 000,00                   |                                     |                          |
| 6096       | RABAIS REMISES ET RISTOURNES OBTENUS SUR ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES                | 5 000,00                    |                                     |                          |
| 6419       | REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL  | 1 543 352,00                | 28 000,00                           | 28 000,00                |
|            | <b>TOTAL GESTION DES SERVICES (70+74+75+013) (A)</b>  | <b>140 625 156,00</b>       | <b>68 600,00</b>                    | <b>68 600,00</b>         |



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - VOTE DU BUDGET</b>                      | <b>II</b> |
| <b>A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES</b> | <b>A3</b> |

## OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES

| Art. | Libellé   | Pour mémoire<br>Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'admin. |
|------|---|--|---|-----------------------------|
| 76   | PRODUITS FINANCIERS (B)   |  |   |                             |
| 77   | PRODUITS EXCEPTIONNELS (C)  | 115 500,00                                     | -3 600,00                                 | -3 600,00                   |
| 7711 | DEDITS ET PENALITES PERCUS  | 8 000,00                                       | -6 000,00                                 | -6 000,00                   |
| 7713 | LIBERALITE RECUES   |  |   |                             |
| 7718 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION                             | 1 500,00                                       |   |                             |
| 773  | MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINT PAR<br>DECHEANCE QUADRIENNALE | 6 000,00                                       | 2 400,00                                  | 2 400,00                    |
| 7788 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS   | 100 000,00                                     |   |                             |
| 78   | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (D)                                       |  |   |                             |
|      | <b>TOTAL DES RECETTES REELLES (A+B+C+D)</b>   | <b>140 740 656,00</b>                          | <b>65 000,00</b>                          | <b>65 000,00</b>            |

|      |   |                       |                  |                  |
|------|---|-----------------------|------------------|------------------|
| 042  | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS  | 1 104 864,00          |                  |                  |
| 6031 | VARIATION DE STOCKS DE MATIERES PREMIERES   |                       |                  |                  |
| 7133 | VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS   |                       |                  |                  |
| 7134 | VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES  |                       |                  |                  |
| 7135 | VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS  |                       |                  |                  |
| 72   | TRAVAUX EN REGIE  |                       |                  |                  |
| 777  | QUOTE-PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT TRANSFEREES<br>AU COMPTE DE RESULTAT              | 1 104 864,00          |                  |                  |
| 7811 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS<br>INCORPORELLES                              |                       |                  |                  |
| 791  | CHARGES D'EXPLOITATION  |                       |                  |                  |
| 796  | CHARGES FINANCIERES   |                       |                  |                  |
| 797  | CHARGES EXCEPTIONNELLES   |                       |                  |                  |
|      | <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>   | <b>1 104 864,00</b>   |                  |                  |
|      | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE<br/>(Opérations réelles et d'ordre)</b> | <b>141 845 520,00</b> | <b>65 000,00</b> | <b>65 000,00</b> |
|      |   | +                     | +                | +                |
|      | <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>   | <b>3 666 253,08</b>   |                  |                  |
|      |   | =                     | =                | =                |
|      | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>  | <b>145 511 773,08</b> | <b>65 000,00</b> | <b>65 000,00</b> |



| II - VOTE DU BUDGET  |   |   |   | II                   |
|--|---|---|---|----------------------|
| B - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE              |   |   |   | B1                   |
| DEPENSES   |   |   |   |                      |
| NATURE   | Pour mémoire<br>Budget cumulé de<br>l'exercice<br>(I) | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration<br>(II) | TOTAL : I+II         |
| Dépenses des équipements                                   | 27 967 035,23   | -3 124 052,21                             | -3 124 052,21                               | 24 842 983,02        |
| - Non individualisées en programmes d'équipement           | 27 967 035,23   | -3 124 052,21                             | -3 124 052,21                               | 24 842 983,02        |
| - avec AP/CP   | 13 913 893,00   | -2 458 152,21                             | -2 458 152,21                               | 11 455 740,79        |
| - hors AP/CP   | 14 053 142,23   | -665 900,00                               | -665 900,00                                 | 13 387 242,23        |
| - Individualisées en programmes d'équipement               |   |   |   |                      |
| - avec AP/CP   |   |   |   |                      |
| - hors AP/CP   |   |   |   |                      |
| Subventions d'équipement à verser (c/204)                  |   |   |   |                      |
| - avec AP/CP   |   |   |   |                      |
| - hors AP/CP   |   |   |   |                      |
| Opérations pour compte de tiers (page II B6)               |   |   |   |                      |
| Dépenses financières (page II B7)                          | 5 464 798,00  | 272 000,00                                | 272 000,00                                  | 5 736 798,00         |
| 041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section         | 7 285 167,00  | 347 250,00                                | 347 250,00                                  | 7 632 417,00         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>40 717 000,23</b>                                  | <b>-2 504 802,21</b>                      | <b>-2 504 802,21</b>                        | <b>38 212 198,02</b> |
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>9 792 289,23</b>                                   |   |   | <b>9 792 289,23</b>  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        | <b>50 509 289,46</b>                                  | <b>- 2 504 802,21</b>                     | <b>- 2 504 802,21</b>                       | <b>48 004 487,25</b> |

| RECETTES   |                                       |   |   |                      |
|--|---------------------------------------|---|---|----------------------|
| NATURE   | Budget cumulé de<br>l'exercice<br>(I) | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration<br>(II) | TOTAL : I+II         |
| Subventions d'investissement reçues (page II B4 B5)        | 585 000,00                            |   |   | 585 000,00           |
| Emprunts (page II B4 B5)                                   | 5 497 989,00                          | -3 901 246,21                             | -3 901 246,21                               | 1 596 742,79         |
| Opérations pour compte de tiers (page II B6)               |                                       |   |   |                      |
| Recettes financières (page II B7 : F+G+J+024)              | 10 281 702,00                         | 1 049 194,00                              | 1 049 194,00                                | 11 330 896,00        |
| 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections         | 13 000 000,00                         |   |   | 13 000 000,00        |
| 041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section         | 7 285 167,00                          | 347 250,00                                | 347 250,00                                  | 7 632 417,00         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>36 649 858,00</b>                  | <b>-2 504 802,21</b>                      | <b>-2 504 802,21</b>                        | <b>34 145 055,79</b> |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> |                                       |   |   |                      |
| <b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b>                          | <b>13 859 431,46</b>                  |   |   | <b>13 859 431,46</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>        | <b>50 509 289,46</b>                  | <b>-2 504 802,21</b>                      | <b>-2 504 802,21</b>                        | <b>48 004 487,25</b> |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>                         | <b>II</b> |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT - EQUIPEMENTS</b> | <b>B2</b> |

**DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

| Chap./<br>art. | Libellé  | Pour mémoire<br>Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'adm. |
|----------------|--|--|---|---------------------------|
|                | <b>TOTAL</b>   | <b>27 967 035,23</b>                           | <b>-3 124 052,21</b>                      | <b>-3 124 052,21</b>      |
| <b>20</b>      | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors c/204)</b>  | <b>2 404 769,94</b>                            | <b>-60 000,00</b>                         | <b>-60 000,00</b>         |
| 2031           | FRAIS D'ETUDES   | 121 287,60                                     |   |                           |
| 2033           | FRAIS D'INSERTION  | 58 193,00                                      |   |                           |
| 205            | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, MARQUES<br>PROCEDES, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES             | 2 225 289,34                                   | -60 000,00                                | -60 000,00                |
| <b>21</b>      | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>   | <b>19 192 637,76</b>                           | <b>-2 969 052,21</b>                      | <b>-2 969 052,21</b>      |
| 2111           | TERRAINS NUS   | 24 700,00                                      | 4 000,00                                  | 4 000,00                  |
| 21311          | BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS   |  |   |                           |
| 21312          | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS   | 132 280,99                                     | -30 000,00                                | -30 000,00                |
| 2132           | BÂTIMENTS PRIVES   | 510 000,00                                     |   |                           |
| 2135           | BATIMENTS PUBLICS  | 350 000,00                                     | -80 000,00                                | -80 000,00                |
| 214            | CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI  |  |   |                           |
| 21531          | RESEAUX DE TRANSMISSION  | 2 186 362,46                                   |   |                           |
| 21538          | AUTRES RESEAUX   | 61 436,20                                      | -40 000,00                                | -40 000,00                |
| 21561          | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS   | 8 386 431,00                                   | -2 473 152,21                             | -2 473 152,21             |
| 21562          | MATERIEL NON MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS   | 4 372 277,71                                   | -440 000,00                               | -440 000,00               |
| 21571          | ATELIERS   | 52 439,81                                      |   |                           |
| 21578          | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE  | 798 014,68                                     | 100,00                                    | 100,00                    |
| 21735          | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES<br>CONSTRUCTIONS - TX SUR SITES EN MAD                    | 140 000,00                                     | 110 000,00                                | 110 000,00                |
| 2181           | INSTALLAT° GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS   |  | 80 000,00                                 | 80 000,00                 |
| 2182           | MATERIEL DE TRANSPORT  | 134 718,00                                     |   |                           |
| 2183           | MATERIEL INFORMATIQUE  | 1 117 773,78                                   | -120 000,00                               | -120 000,00               |
| 2184           | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER   | 926 203,13                                     | 20 000,00                                 | 20 000,00                 |
| <b>23</b>      | <b>TRAVAUX EN COURS</b>  | <b>6 369 627,53</b>                            | <b>-95 000,00</b>                         | <b>-95 000,00</b>         |
| 231312         | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS   | 2 458 223,00                                   | 15 000,00                                 | 15 000,00                 |
| 231351         | BATIMENTS PUBLICS  | 1 551 140,26                                   | -50 000,00                                | -50 000,00                |
| 231352         | BATIMENTS PRIVES   | 70 000,00                                      |   |                           |
| 231531         | RESEAUX DE TRANSMISSION  | 267 928,35                                     | -20 000,00                                | -20 000,00                |
| 23172          | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION -<br>TERRAINS   |  |   |                           |
| 2317312        | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION   | 1 021 577,00                                   |   |                           |
| 231735         | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION -<br>AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS - GROSSES REPARATIONS | 221 217,25                                     |   |                           |
| 2317531        | RESEAUX DE TRANSMISSION - SITES MIS A DISPOSITION  | 83 447,54                                      | -20 000,00                                | -20 000,00                |
| 23181          | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS<br>DIVERS   |  |   |                           |
| 23188          | AUTRES - TRAVAUX URGENTS DE BATIMENTS  | 75 890,13                                      | -20 000,00                                | -20 000,00                |
| 238            | AVANCES ET ACOMPTE VERSES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS<br>CORPORELLES   | 620 204,00                                     |   |                           |

**DEPENSES INDIVIDUALISEES EN CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

| N° | Libellé      | Pour mémoire<br>Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du<br>Conseil d'adm. |
|----|--------------|--|---|---------------------------|
|    | <b>TOTAL</b> |  |   |                           |



|  |           |
|--|-----------|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>                | <b>II</b> |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT</b>      |           |
| <b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER</b> | <b>B4</b> |
| <b>RECETTES D'EQUIPEMENTS</b>            | <b>B5</b> |

### SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER

| Chap.<br>/art. | Libellé   | Pour mémoire<br>Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>du Président | Vote du Conseil<br>d'admin. |
|----------------|---|--|------------------------------|-----------------------------|
| 204            | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                      |  |                              |                             |
| 2042           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE |  |                              |                             |
| 2045           | FONDS DE CONCOURS                                     |  |                              |                             |

### RECETTES D'EQUIPEMENT - Détail des chapitres

| Chap.<br>/art. | Libellé   | Pour mémoire<br>Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'admin. |
|----------------|---|--|---|-----------------------------|
| 13             | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES             | 585 000,00                                     |   |                             |
| 1314           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES COMMUNES | 435 000,00                                     |   |                             |
| 1331           | FONDS D'AIDE A L'INVESTISSEMENT DES SDIS        | 150 000,00                                     |   |                             |
| 16             | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                   | 5 497 989,00                                   | -3 901 246,21                             | -3 901 246,21               |
| 1641           | EMPRUNTS EN EUROS                               | 5 497 989,00                                   | -3 901 246,21                             | -3 901 246,21               |
| 166            | REFINANCEMENT DE DETTE                          |  |   |                             |



|  |           |
|--|-----------|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>II</b> |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES</b> | <b>B7</b> |

## DETAIL PAR ARTICLES - DEPENSES

| Chap./<br>art. | Libellé.   | Pour mémoire<br>Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du<br>Conseil<br>d'adm. |
|----------------|--|--|---|------------------------------|
|                | <b>DEPENSES TOTALES (I)=A+B+C+D+E</b>                              | <b>5 464 798,00</b>                            | <b>272 000,00</b>                         | <b>272 000,00</b>            |
|                | <b>HORS CHARGES TRANSFEREES II=A+B+C+D</b>                         | <b>5 464 798,00</b>                            | <b>272 000,00</b>                         | <b>272 000,00</b>            |
| <b>16</b>      | <b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (A)</b>                           | <b>1 935 538,00</b>                            |   |                              |
| 1641           | EMPRUNTS EN EUROS  | 1 935 538,00                                   |   |                              |
| 166            | REFINANCEMENT DE DETTE   |  |   |                              |
|                | <b>AUTRES DEPENSES FINANCIERES (SOUS-TOTAL)</b>                    | <b>2 424 396,00</b>                            | <b>272 000,00</b>                         | <b>272 000,00</b>            |
| 10             | REVERSEMENT DE DOTATIONS   |  |   |                              |
| 13             | REMBOURSEMENT DE SUBVENTIONS                                       |  |   |                              |
| 26             | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES                              |  |   |                              |
| 261            | TITRES DE PARTICIPATION  |  |   |                              |
| 266            | AUTRES FORMES DE PARTICIPATION                                     |  |   |                              |
| 27             | <b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                          | <b>2 424 396,00</b>                            | <b>272 000,00</b>                         | <b>272 000,00</b>            |
| 271            | ACQUISITION DE TITRES IMMOBILISES                                  |  |   |                              |
| 272            | ACQUISITION DE TITRES IMMOBILISES                                  |  |   |                              |
| 274            | PRETS ACCORDES   |  |   |                              |
| 275            | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES                                    |  |   |                              |
| 2763           | CREANCES SUR AUTRES COLLECTIVITES LOCALES (C)                      |  |   |                              |
| 2181           | INSTALLAT° GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS           |  |   |                              |
| 2764           | CREANCES SUR DES PARTICULIERS                                      | 2 424 396,00                                   | 272 000,00                                | 272 000,00                   |
| 020            | DEPENSES IMPREVUES   |  |   |                              |
| 040            | <b>TRANSFERTS ENTRE SECTIONS = D+E</b>                             | <b>1 104 864,00</b>                            |   |                              |
|                | <b>RÉPRISES SUR AUTOFINANCEMENT ANTERIEUR (D)</b>                  | <b>1 104 864,00</b>                            |   |                              |
| 139            | <b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REPRISES AU COMPTE DE RESULTAT</b> | <b>1 104 864,00</b>                            |   |                              |
| 13911          | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT - ETAT                                    | 4 065,00                                       |   |                              |
| 13913          | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT - COMMUNES                                | 593 846,00                                     |   |                              |
| 13914          | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT - COMMUNES                                | 45 167,00                                      |   |                              |
| 13931          | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT - FAI                                 | 461 786,00                                     |   |                              |
| 280            | <b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>            |  |   |                              |
| 28033          | AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'INSERTION                               |  |   |                              |
|                | <b>CHARGES TRANSFEREES (E)</b>                                     |  |   |                              |
|                | <b>TRAVAUX EN REGIE</b>  |  |   |                              |



|  |           |
|--|-----------|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>II</b> |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES</b> | <b>B7</b> |

**DETAIL PAR ARTICLES - RECETTES**

| Chap./<br>art.                                     | Libellé  | Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du<br>Conseil<br>d'adm. |
|--|--|--------------------------------|---|------------------------------|
| <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) (III)=F+G+H+J</b> |  | <b>23 281 702,00</b>           | <b>1 049 194,00</b>                       | <b>1 049 194,00</b>          |
| <b>RESSOURCES PROPRES EXTERNES (F)</b>             |  | <b>3 836 127,00</b>            |   |                              |
| 10221  | DGE  |                                |   |                              |
| 10222  | F.C.T.V.A.   | 3 836 127,00                   |   |                              |
| <b>AUTRES RECETTES FINANCIERES (G)</b>             |  |                                |   |                              |
| 21312  | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS   |                                |   |                              |
| 274  | REMBOURSEMENT DE PRÊTS   |                                |   |                              |
| 024  | PRODUIT DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS  | 395 000,00                     |   |                              |
| <b>040 TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (H)</b>           |  | <b>13 000 000,00</b>           |   |                              |
| 28   | <b>AMORTISSEMENTS DES IMMO. CORPORELLES</b>  | <b>13 000 000,00</b>           |   |                              |
| 28031  | FRAIS D'ETUDE  |                                |   |                              |
| 28033  | FRAIS D'INSERTION  |                                |   |                              |
| 28042  | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT VERSEES AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE   |                                |   |                              |
| 28044  | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT EN NATURE   |                                |   |                              |
| 28045  | FONDS DE CONCOURS  |                                |   |                              |
| 2805   | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVES, LICENCES, MARQUES, PROCEDES, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES       |                                |   |                              |
| 281311   | CONSTRUCTONS - BÂTIMENTS PUBLICS - BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS  |                                |   |                              |
| 281312   | CONSTRUCTONS - BÂTIMENTS PUBLICS - CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS                                       |                                |   |                              |
| 281351   | CONSTRUCTIONS - INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS - BÂTIMENTS PUBLICS |                                |   |                              |
| 281531   | RESEAUX DE TRANSMISSION  |                                |   |                              |
| 281538   | AUTRES RESEAUX TELEPHONIE  |                                |   |                              |
| 281561   | MATERIEL ROULANT D'INCENDIE ET DE SECOURS  | 13 000 000,00                  |   |                              |
| 281562   | MATERIEL D'INCENDIE ET DE SECOURS  |                                |   |                              |
| 281571   | MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE - ATELIERS   |                                |   |                              |
| 281578   | MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE - AUTRES   |                                |   |                              |
| 28182  | MATERIEL DE TRANSPORT  |                                |   |                              |
| 28183  | MATERIEL INFORMATIQUE  |                                |   |                              |
| 28184  | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER   |                                |   |                              |
| 28188  | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES   |                                |   |                              |
| 021  | <b>VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (J)</b>  | <b>6 050 575,00</b>            | <b>1 049 194,00</b>                       | <b>1 049 194,00</b>          |

**Pour information : autres ressources financières ne faisant pas partie des ressources propres**

| <b>Montant total</b> |  |
|----------------------|--|
| 16449                | OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRESORERIE |
| 166                  | REFINANCEMENT DE DETTES  |

**RESULTATS REPORTEES ET AFFECTATION**

|   |  |                      |
|---|--|----------------------|
| <b>D 001</b>  | <b>DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE</b>      | <b>9 792 289,23</b>  |
| <b>001</b>  | <b>EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE</b>     |                      |
| <b>1068</b>   | <b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE OU ANTICIPE</b> | <b>13 859 431,46</b> |
|   |  | <b>Montant</b>       |
| <b>Dépenses financières (I) hors dépenses des c/16449 et c/166 + D001</b>                 |  | <b>5 736 798,00</b>  |
| <b>Recettes financières (III) + R 001 + R1068</b>   |  | <b>14 908 625,46</b> |
| <b>Solde (recettes - dépenses) (1)</b>  |  | <b>9 171 827,46</b>  |
| <b>Solde net hors créances s/ autres collectivités (C) et charges transférées (E) (2)</b> |  | <b>9 171 827,46</b>  |



| II- VOTÉ DU BUDGET   |   |  |   |                                     | II |
|--|---|--|---|-------------------------------------|----|
| B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS PATRIMONIALES<br>(opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement) |   |  |   |                                     | B8 |
| Art.   | Libellé   | Pour mémoire -<br>Budget cumulé<br>de l'exercice | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration |    |
| <b>041</b>   | <b>DEPENSES (1)</b>   | <b>7 285 167,00</b>                              | <b>347 250,00</b>                         | <b>347 250,00</b>                   |    |
| <b>20</b>  | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>  | <b>50 000,00</b>                                 | <b>1 250,00</b>                           | <b>1 250,00</b>                     |    |
| 2044   | SUBVENTION D'EQUIPEMENT EN NATURE   | 50 000,00  | 1 250,00                                  | 1 250,00                            |    |
| <b>21</b>  | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>  | <b>951 410,00</b>                                |   |                                     |    |
| 2111   | TERRAINS NUS  | 2 000,00   |   |                                     |    |
| 2115   | TERRAINS BATIS  | 1 000,00   |   |                                     |    |
| 21312  | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS  | 929 142,00                                       |   |                                     |    |
| 21531  | RESEAUX DE TRANSMISSION   | 19 268,00  |   |                                     |    |
| <b>23</b>  | <b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>   | <b>6 283 757,00</b>                              | <b>346 000,00</b>                         | <b>346 000,00</b>                   |    |
| 231312   | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES<br>CONSTRUCTIONS - BATIMENTS PUBLICS   | 1 550 000,00                                     | 470 000,00                                | 470 000,00                          |    |
| 231351   | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES<br>CONSTRUCTIONS - BATIMENTS PUBLICS   | 1 950 000,00                                     | -37 000,00                                | -37 000,00                          |    |
| 231352   | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES<br>CONSTRUCTIONS - BATIMENTS PRIVES  | 200 000,00                                       | -49 000,00                                | -49 000,00                          |    |
| 231531   | INSTALLATIONS, MATERIELS ET OUTILLAGE TECHNIQUE - RESEAUX DIVERS - RESEAUX<br>DE TRANSMISSION   | 90 000,00  | -6 000,00                                 | -6 000,00                           |    |
| 231735   | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - CONSTRUCTIONS -<br>INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES CONSTRUCT* | 590 000,00                                       | -22 000,00                                | -22 000,00                          |    |
| 2317531  | IMMOBILISAT* RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSIT* - INSTALLAT*, MATERIELS ET<br>OUTILLAGE TECHNIQUE - RESEAUX DIVERS - RESEAUX DE TRANSMISSION  | 52 000,00  | -11 000,00                                | -11 000,00                          |    |
| 231788   | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - AUTRES   | 10 000,00  | -8 000,00                                 | -8 000,00                           |    |
| 23181  | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS   | 1 841 757,00                                     | 9 000,00                                  | 9 000,00                            |    |
| <b>041</b>   | <b>RECETTES (1)</b>   | <b>7 285 167,00</b>                              | <b>347 250,00</b>                         | <b>347 250,00</b>                   |    |
| <b>20</b>  | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>  | <b>165 000,00</b>                                |   |                                     |    |
| 2031   | FRAIS D'ETUDES  | 110 000,00                                       | 1 800,00                                  | 1 800,00                            |    |
| 2033   | FRAIS D'INSERTION   | 55 000,00  | -1 800,00                                 | -1 800,00                           |    |
| <b>21</b>  | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>  | <b>998 410,00</b>                                | <b>1 250,00</b>                           | <b>1 250,00</b>                     |    |
| 21561  | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS  | 50 000,00  | 1 250,00                                  | 1 250,00                            |    |
| 217312   | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - CONSTRUCTIONS -<br>BATIMENTS PUBLICS - CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS                 | 929 142,00                                       |   |                                     |    |
| 217531   | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - INSTALLATIONS,<br>MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - RESEAUX DE TRANSMISSION           | 19 268,00  |   |                                     |    |
| <b>23</b>  | <b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>   | <b>6 121 757,00</b>                              | <b>346 000,00</b>                         | <b>346 000,00</b>                   |    |
| 231312   | CONSTRUCTIONS - CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS   | 4 048 806,00                                     | -70 000,00                                | -70 000,00                          |    |
| 231351   | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES<br>CONSTRUCTIONS - BATIMENTS PUBLICS   | 14 844,00  | -10 000,00                                | -10 000,00                          |    |
| 231531   | RESEAUX DIVERS - RESEAUX DE TRANSMISSION  | 368 702,00                                       | -7 000,00                                 | -7 000,00                           |    |
| 2317312  | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - CONSTRUCTIONS -<br>BATIMENTS PUBLICS - CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS                 | 1 500 000,00                                     | 470 000,00                                | 470 000,00                          |    |
| 231735   | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - CONSTRUCTIONS -<br>INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES CONSTRUCT* | 57 306,00  | -6 000,00                                 | -6 000,00                           |    |
| 2317531  | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - INSTALLATIONS,<br>MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - RESEAUX DE TRANSMISSION           | 101 852,00                                       | -23 000,00                                | -23 000,00                          |    |
| 23188  | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES - AUTRES   | 30 247,00  | -8 000,00                                 | -8 000,00                           |    |

(1) Les dépenses sont égales aux recettes



# ANNEXES

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU RHONE

III - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE

| Objet de la dette                                     | Organisme prêteur          | TAUX    |           |           | Périodicité (3) | Date de la 1ère échéance | DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE | DETTE EN CAPITAL AU 31/12/N-1 | ICNIE N           | ANNUITE A PAYER DANS L'EXERCICE |                     |
|---|----------------------------|---------|-----------|-----------|-----------------|--------------------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------|
|   |                            | FRV (1) | Index (2) | Marge (3) |                 |                          |                              |                               |                   | Taux                            | Intérêts (5)        |
| <b>164 Emprunts auprès d'établissements de crédit</b> |                            |         |           |           |                 |                          |                              |                               |                   |                                 |                     |
| Programme d'investissement 1999                       | Société Générale           | F       |           |           | T               | 2000                     | 10 061 635,14                | 5 361 149,54                  |                   | 227 708,68                      | 532 026,64          |
| Refinancement Programme d'investissement 1999         | Crédit Agricole Centre Est | F       |           |           | A               | 2006                     | 12 136 595,32                | 8 942 754,47                  | 185 235,77        | 316 573,51                      | 638 768,17          |
| Programme d'investissement 2005                       | Société Générale           | F       |           |           | T               | 2006                     | 9 000 000,00                 | 7 791 752,10                  |                   | 282 277,47                      | 269 458,69          |
| Programme d'investissement 2007                       | Dexia CI                   | F       |           |           | A               | 2008                     | 5 000 000,00                 | 4 563 106,54                  |                   | 218 116,40                      | 86 283,57           |
| Programme d'investissement 2009                       | Caisse d'Épargne           | F       |           |           | T               | 2010                     | 6 000 000,00                 | 5 575 000,00                  |                   | 207 218,03                      | 409 000,00          |
| <b>TOTAL</b>  |                            |         |           |           |                 |                          | <b>42 198 230,46</b>         | <b>32 233 762,65</b>          | <b>185 235,77</b> | <b>1 251 894,18</b>             | <b>1 935 537,07</b> |

1) Indiquer F pour taux fixe, R pour taux révisable, V pour variable

2) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple EURIBOR 3 mois)

3) Marge appliquée à l'index retenu

4) Indiquer A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel, M pour mensuel, N pour autres (préciser)

5) Dont intérêts capitalisés

## III - ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE

| ETAT DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE DU RISQUE FINANCIER |                       |                 |                  |                   |                                  |   |   |                   |                      |   |
|--|-----------------------|-----------------|------------------|-------------------|----------------------------------|---|---|-------------------|----------------------|---|
| Nature du contrat                                      | Organisme contractant | Date du contrat | Durée du contrat | Date de règlement | Montant de la dette couverte (1) | Montant maximum autorisé pour l'année N | Charges financières constatées à la conclusion du contrat |                   |                      | Pertes et profits constatés pendant la durée du contrat (cumul) |
|  |                       |                 |                  |                   |                                  |   | Encours + emprunts de l'exercice                          | Prime d'assurance | Commissions diverses |   |
|  |                       |                 |                  |                   |                                  |   |   |                   |                      |   |

TABLEAU RECAPITULATIF DES LIGNES COMPOSANT LE NOTIONNEL DE REFERENCE

| N° du contrat | Montant initial | Durée | Type de taux (1) | Taux  | Indice de référence (2) | Profil d'amort. (3) | Date de la 1ère échéance | Capital restant dû au 31/12/N-1 | Annuité N           |                     |                     |
|---------------|-----------------|-------|------------------|-------|-------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|               |                 |       |                  |       |                         |                     |                          |                                 | Intérêts            | Capital             | Total               |
| 1             | 10 061 635,14   | 20    | F                | 4,41% |                         | EC                  | 27/02/2000               | 5 361 149,54                    | 227 708,68          | 532 026,64          | 759 735,32          |
| (2) 5         | 12 136 595,32   | 19    | F                | 3,54% |                         | CC                  | 15/05/2006               | 8 942 754,47                    | 316 573,51          | 638 768,17          | 955 341,68          |
| 4             | 9 000 000,00    | 25    | F                | 3,62% |                         | EC                  | 30/03/2006               | 7 791 752,10                    | 282 277,47          | 269 458,69          | 551 736,16          |
| 6             | 5 000 000,00    | 30    | F                | 4,78% |                         | EC                  | 01/03/2008               | 4 563 106,54                    | 218 116,49          | 86 283,57           | 304 400,06          |
| 7             | 6 000 000,00    | 20    | F                | 3,77% |                         | AD                  | 25/03/2010               | 5 575 000,00                    | 207 218,03          | 409 000,00          | 616 218,03          |
| <b>TOTAL</b>  |                 |       |                  |       |                         |                     |                          | <b>32 233 762,65</b>            | <b>1 251 894,18</b> | <b>1 935 537,07</b> | <b>3 187 431,25</b> |

(1) Type de taux : TF (fixe) ; TV (variable) ; TR (réversible)

(2) Indice de référence : marché monétaire (EONIA, T4M, T10P, ...), obligataire (TTC, TMC, TME), international (EURIBOR)

(3) Profil d'amortissement : Échéances constantes (E:C), capital constant (C:C), amortissement dégressif (AD) in fine, différé total

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU RHONE

| III - ANNEXES                        |  |
|--------------------------------------|--|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE |  |

| EMPRUNTS ANCIENS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N |                   |                   |      |  |       |       |      |             |  |            |                               |                              |        |                                 |         |  |
|---|-------------------|-------------------|------|--|-------|-------|------|-------------|--|------------|-------------------------------|------------------------------|--------|---------------------------------|---------|--|
| Année d'enc.                                      | Objet de la dette | Organisme prêteur | TAUX |  | Index | Marge | Taux | Périodicité | Date de la 1ère année de remboursement |            | DETTES EN CAPITAL A L'ORIGINE | DETTES EN CAPITAL AU 31/12/N | ICNE N | ANNUITE A PAYER DANS L'EXERCICE |         |  |
|   |                   |                   | FRV  |  |       |       |      |             | de l'intérêt                           | du capital |                               |                              |        | Intérêts                        | Capital |  |
|   |                   |                   |      |  |       |       |      |             |  |            |                               |                              |        |                                 |         |  |

| EMPRUNTS DE REMPLACEMENT OU DE REFINANCEMENT RECUS AU COURS DE L'ANNEE N |                   |                   |      |  |       |       |      |             |  |            |                               |                              |        |                                 |         |  |
|--|-------------------|-------------------|------|--|-------|-------|------|-------------|--|------------|-------------------------------|------------------------------|--------|---------------------------------|---------|--|
| Année d'enc.   | Objet de la dette | Organisme prêteur | TAUX |  | Index | Marge | Taux | Périodicité | Date de la 1ère année de remboursement |            | DETTES EN CAPITAL A L'ORIGINE | DETTES EN CAPITAL AU 31/12/N | ICNE N | ANNUITE A PAYER DANS L'EXERCICE |         |  |
|  |                   |                   | FRV  |  |       |       |      |             | de l'intérêt                           | du capital |                               |                              |        | Intérêts                        | Capital |  |
|  |                   |                   |      |  |       |       |      |             |  |            |                               |                              |        |                                 |         |  |

| CREDITS DE TRESORERIE             |   |                                      |                         |                                |                                 |
|-----------------------------------|---|--------------------------------------|-------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| Nature                            | Date de la délibération autorisant la ligne de trésorerie | Montant maximum autorisé au 1/01/N-1 | Montant des tirages N-1 | Montant des remboursements N-1 | Montant restant dû au 31/12/N-1 |
| 5191 Avances du Trésor            |   |                                      |                         |                                |                                 |
| 5192 Avances de trésorerie        |   | 8 000 000,00                         | 32 541 500,00           | 32 541 500,00                  | 0,00                            |
| 5193 Autres crédits de trésorerie |   |                                      |                         |                                |                                 |



## III - ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## ETATS DES PROVISIONS

## ETATS DE REPARTITION DES CHARGES

## PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/2011

| Nature de la provision             | Objet de la provision | Date de la constitution de la provision | Montant de la provision au 1/1/N | Montant des utilisations ou reprises | SOLDE |
|------------------------------------|-----------------------|---|----------------------------------|--------------------------------------|-------|
| Provisions pour risques et charges |                       |   |                                  |                                      |       |
|                                    |                       |   |                                  |                                      |       |

## PROVISIONS NOUVELLES

| Nature | Objet | Montant |
|--------|-------|---------|
|        |       |         |
|        |       |         |
|        |       |         |

## ETATS DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 | Montant de la dotation aux amort. De l'exercice (c/6812) |
|----------|---------------------------------|----------------------|-------------------------|--|--|
| TOTAL    |                                 |                      |                         |  |  |
|          |                                 |                      |                         |  |  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations y cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 9 149 000,00                                | 0,00                     | 9 149 000,00   | 8 377 588,10  | 680 304,00   | 91 107,90                           | 0,00   |
| Construction de casernements                            | 9 149 000,00                                |                          | 9 149 000,00   | 8 377 588,10  | 680 304,00   | 91 107,90                           | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2003</b>                                    | <b>9 149 000,00</b>                         | <b>0,00</b>              | <b>9 149 000,00</b>                                      | <b>8 377 588,10</b>   | <b>680 304,00</b>                                    | <b>91 107,90</b>                    | <b>0,00</b>                                  |

### III - ANNEXES - ENGAGEMENTS

#### AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

#### SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 5 383 000,00                                | 0,00                     | 5 383 000,00   | 4 196 322,98  | 822 723,00   | 363 954,02                          | 0,00   |
| Construction de casernements                            | 2 786 000,00                                |                          | 2 786 000,00   | 2 653 913,01  | 2 723,00   | 129 363,99                          | 0,00   |
| Rénovation de casernements                              | 2 597 000,00                                |                          | 2 597 000,00   | 1 542 409,97  | 820 000,00   | 234 590,03                          | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2004</b>                                    | <b>5 383 000,00</b>                         | <b>0,00</b>              | <b>5 383 000,00</b>                                      | <b>4 196 322,98</b>   | <b>822 723,00</b>                                    | <b>363 954,02</b>                   | <b>0,00</b>                                  |

### III - ANNEXES - ENGAGEMENTS

#### AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

#### SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  | MONTANT DES CP  |  |                                     |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 14 875 752,43                               | 0,00                     | 14 875 752,43  | 12 092 581,95   | 1 950 400,00   | 832 770,48                          | 0,00   |
| Construction de casernements                            | 14 365 752,43                               |                          | 14 365 752,43  | 11 582 895,11   | 1 950 400,00   | 832 457,32                          | 0,00   |
| Rénovation de casernements                              | 510 000,00                                  |                          | 510 000,00   | 509 686,84  | 0,00   | 313,16                              | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2005</b>                                    | <b>14 875 752,43</b>                        | <b>0,00</b>              | <b>14 875 752,43</b>                                     | <b>12 092 581,95</b>  | <b>1 950 400,00</b>                                  | <b>832 770,48</b>                   | <b>0,00</b>                                  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations y cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 2 834 000,00                                | 0,00                     | 2 834 000,00   | 1 997 476,95  | 203 027,00   | 633 496,05                          | 0,00   |  |
| Rénovation de casernements                              | 2 834 000,00                                |                          | 2 834 000,00   | 1 997 476,95  | 203 027,00   | 633 496,05                          | 0,00   |  |
| <i>Total réseaux de transmission</i>                    | 9 800 000,00                                |                          | 9 800 000,00   | 7 935 964,77  | 1 115 713,00   | 748 322,23                          | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2006</b>                                    | <b>12 634 000,00</b>                        | <b>0,00</b>              | <b>12 634 000,00</b>                                     | <b>9 933 441,72</b>   | <b>1 318 740,00</b>                                  | <b>1 381 818,28</b>                 | <b>0,00</b>                                  |  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 615 000,00                                  | 0,00                     | 615 000,00   | 550 819,64  | 55 577,00  | 8 603,36                            | 0,00   |  |
| Rénovation de casernements                              | 615 000,00                                  |                          | 615 000,00   | 550 819,64  | 55 577,00  | 8 603,36                            | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2007</b>                                    | <b>615 000,00</b>                           | <b>0,00</b>              | <b>615 000,00</b>  | <b>550 819,64</b>   | <b>55 577,00</b>                                     | <b>8 603,36</b>                     | <b>0,00</b>                                  |  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP              | MONTANT DES AP      |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |  |
|---|---------------------|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|--|
|   | AP votée            | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>   | 5 000 000,00        | 0,00                     | 5 000 000,00   | 4 513 768,68  | 307 091,17   | 179 140,15                          | 0,00   |  |
| Acquisition de véhicules d'intervention | 5 000 000,00        |                          | 5 000 000,00   | 4 513 768,68  | 307 091,17   | 179 140,15                          | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2008</b>                    | <b>5 000 000,00</b> | <b>0,00</b>              | <b>5 000 000,00</b>                                      | <b>4 513 768,68</b>   | <b>307 091,17</b>                                    | <b>179 140,15</b>                   | <b>0,00</b>                                  |  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP       |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |  |
|---|----------------------|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|--|
|   | AP votée             | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>                   | 7 442 607,14         | 0,00                     | 7 442 607,14   | 5 033 544,85  | 285 453,60   | 2 123 608,69                        | 0,00   |  |
| Acquisition de véhicules d'intervention                 | 7 442 607,14         |                          | 7 442 607,14   | 5 033 544,85  | 285 453,60   | 2 123 608,69                        | 0,00   |  |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 8 590 000,00         | 0,00                     | 8 590 000,00   | 1 083 143,78  | 410 000,00   | 7 096 856,22                        | 0,00   |  |
| Construction de casernements                            | 7 500 000,00         |                          | 7 500 000,00   | 14 198,64   | 390 000,00   | 7 095 801,36                        | 0,00   |  |
| Rénovation de casernements                              | 1 090 000,00         |                          | 1 090 000,00   | 1 068 945,14  | 20 000,00  | 1 054,86                            | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2009</b>                                    | <b>16 032 607,14</b> | <b>0,00</b>              | <b>16 032 607,14</b>                                     | <b>6 116 688,63</b>   | <b>695 453,60</b>                                    | <b>9 220 464,91</b>                 | <b>0,00</b>                                  |  |



**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                 | MONTANT DES AP      |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |  |
|--|---------------------|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|--|
|  | AP votée            | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>      | 7 208 873,53        | 0,00                     | 7 208 873,53   | 1 100 575,19  | 4 204 529,40   | 1 903 768,94                        | 0,00   |  |
| Acquisition de véhicules d'intervention    | 6 981 810,80        |                          | 6 981 810,80   | 1 057 357,43  | 4 087 529,40   | 1 836 923,97                        | 0,00   |  |
| Acquisition de véhicules hors intervention | 227 062,73          |                          | 227 062,73   | 43 217,76   | 117 000,00   | 66 844,97                           | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2010</b>                       | <b>7 208 873,53</b> | <b>0,00</b>              | <b>7 208 873,53</b>                                      | <b>1 100 575,19</b>   | <b>4 204 529,40</b>                                  | <b>1 903 768,94</b>                 | <b>0,00</b>                                  |  |



**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP       |                          |  |  | MONTANT DES CP                      |  |  |
|---|----------------------|--------------------------|--|--|-------------------------------------|--|--|
|   | AP votée             | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>                   | 6 189 346,00         | 0,00                     | 6 189 346,00   | 1 200 922,62   | 4 988 423,38                        | 0,00   |  |
| Acquisition de véhicules d'intervention                 | 6 163 178,00         |                          | 6 163 178,00   | 1 183 204,62   | 4 979 973,38                        | 0,00   |  |
| Acquisition de véhicules hors intervention              | 26 168,00            |                          | 26 168,00  | 17 718,00  | 8 450,00                            | 0,00   |  |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 9 150 000,00         | 0,00                     | 9 150 000,00   | 220 000,00   | 8 930 000,00                        | 0,00   |  |
| Construction de casernements                            | 2 400 000,00         |                          | 2 400 000,00   | 70 000,00  | 2 330 000,00                        | 0,00   |  |
| Rénovation de casernements                              | 6 750 000,00         |                          | 6 750 000,00   | 150 000,00   | 6 600 000,00                        | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2011</b>                                    | <b>15 339 346,00</b> | <b>0,00</b>              | <b>15 339 346,00</b>                                     | <b>1 420 922,62</b>                                  | <b>13 918 423,38</b>                | <b>0,00</b>                                  |  |

## SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU RHONE

## III - ANNEXES

## SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

| ARTICLE                                    | SUBVENTION              | OBJET                        | NOM DE L'ORGANISME                                  | NATURE JURIDIQUE DE L'ORGANISME | MONTANT DE LA SUBVENTION |
|--|-------------------------|------------------------------|---|---------------------------------|--------------------------|
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                      |                         |                              |   |                                 |                          |
| 6574                                       | Convention du 6/03/02   | Subvention de fonctionnement | CASC du SDIS du Rhône                               | Association                     | 1 575 963,00             |
| 6574                                       | Délibération/11- 02/04  | Subvention de fonctionnement | Jeunes sapeurs-pompiers                             | Association                     | 16 840,00                |
| 6574                                       | Délibération/11- 02/04  | Subvention de fonctionnement | Union départementale du Rhône                       | Association                     | 6 000,00                 |
| 6574                                       | Délibération/11 - 02/04 | Subvention de fonctionnement | Œuvre des pupilles                                  | Association                     | 1 500,00                 |
| 6574                                       | Arrêté n° 11/04/03      | Subvention de fonctionnement | CFE-CGC Avenir Secours                              | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                                       | Arrêté n° 11/10/07      | Subvention de fonctionnement | Syndicat CGT des SPP du Grand Lyon Rhône            | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                                       | Arrêté n° 11/03/01      | Subvention de fonctionnement | CFTC SNSPP Rhône<br>Syndicat national des SPP       | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                                       | Arrêté n° 11/04/02      | Subvention de fonctionnement | Syndicat CGT personnel SDIS adm. et technique Rhône | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                                       | Arrêté n° 11/03/02      | Subvention de fonctionnement | Syndicat Sud SPP/PATS SDIS du Rhône                 | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                                       | Arrêté n° 11/03/03      | Subvention de fonctionnement | Syndicat Force ouvrière                             | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                                       | Arrêté n° 11/01/22      | Subvention de fonctionnement | Syndicat Autonome                                   | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| (Montants des subventions versées en 2011) |                         |                              |   |                                 |                          |

## III - ANNEXES

## ETAT DES METHODES UTILISEES

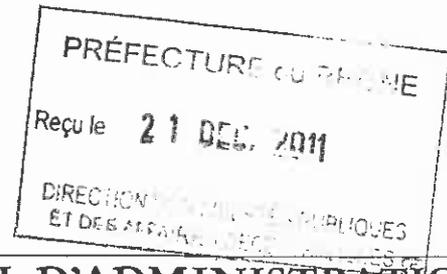
## METHODES UTILISEES

| PROCEDURE     | CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION   | Délibération |
|---------------|---|--------------|
| AMORTISSEMENT | Biens de faibles valeurs :<br>Seuil d'amortissement sur un an : 1 500 €   | D/10- 12/07  |
|               | -----   |              |
|               | Catégories de biens amortis : Durée :                                     | D/03 - 11/11 |
|               | Logiciels 2   |              |
|               | Informatique et téléphonie 5  |              |
|               | Audio visuel 5  |              |
|               | Pédagogique 5   |              |
|               | Matériel reprographie 5   |              |
|               | Entraînement physique 5   |              |
|               | Assèchement 7   |              |
|               | Détection 7   |              |
|               | Eclairage 7   |              |
|               | Explosimètre 7  |              |
|               | Secourisme 7  |              |
|               | Radio et moyen d'alerte, transmission 7                                   |              |
|               | Désincarcération 9  |              |
|               | Station fixe compression air ou oxygène 10                                |              |
|               | Outillage et petit matériel de bureau 10                                  |              |
|               | Matériel médical 10   |              |
|               | Matériel culinaire 10   |              |
|               | Appareils respiratoires 12  |              |
|               | Doseurs émulseurs 12  |              |
|               | Lances 12   |              |
|               | Tuyaux, pièces de jonction, accessoires hydrauliques 12                   |              |
|               | Moteurs de bateaux 12   |              |
|               | Parcours sportif spécialisé 18  |              |
|               | Tous biens inférieurs à 1 500 € 1   |              |
|               | Mobilier de bureau 12   |              |
|               | Mobilier technique opérationnel 10  |              |
|               | Véhicule atelier transmission 6   |              |
|               | Véhicule formation secourisme 6   |              |
|               | Véhicule de commandement opérationnel 6                                   |              |
|               | VSAB 10   |              |
|               | Véhicules interventions diverses 10                                       |              |
|               | Véhicule léger fonctionnel 10   |              |
|               | Camion de maintenance logistique 6  |              |
|               | Camion citerne 15   |              |
|               | Camion incendie tout-terrain 15   |              |
|               | Camion grue 20  |              |
|               | Fourgon pompe 15  |              |
|               | Fourgon inférieur à 3,5 tonnes 10   |              |
|               | Véhicule de secours supérieur à 3,5 tonnes 15                             |              |
|               | Echelle pivotante 20  |              |
|               | Engin grande puissance pousse, poudre 20                                  |              |
|               | Remorque : motopompe, pousse, poudre, ventilation, désincarcération 18    |              |
|               | Dévidoir automobile 20  |              |
|               | Berce spécialisée 20  |              |
|               | Embarcation pneumatique 10  |              |
|               | Embarcation plastique 20  |              |
|               | Embarcation métallique motorisée permanente 25                            |              |
|               | Embarcation aluminium à rame 30   |              |
|               | Etudes 5  |              |
|               | Frais de recherche 5  |              |
|               | Bâtiments (réalisés par le SDIS après le 1 <sup>er</sup> janvier 2004) 30 |              |

## III - ANNEXES

## ETAT DU PERSONNEL AU 31 décembre 2011

| GRADES OU EMPLOIS                               | CATEGORIES | POSTES BUDGETAIRES | Dont : TEMPS NON COMPLET | Dont : MIS A DISPOSITION | POSTES POURVUS par effectifs fonctionnaires | POSTES POURVUS par effectifs non-titulaires |
|---|------------|--------------------|--------------------------|--------------------------|---|---|
| <b>SERVICES GENERAUX</b>                        |            | <b>1375</b>        | <b>0</b>                 | <b>5</b>                 | <b>1249</b>                                 | <b>0</b>                                    |
| Colonel   | A          | 6                  |                          | 1                        | 6   |   |
| Lieutenant-colonel                              | A          | 21                 |                          |                          | 21  |   |
| Commandant                                      | A          | 28                 |                          | 2                        | 28  |   |
| Capitaine                                       | A          | 49                 |                          | 1                        | 48  |   |
| Lieutenant                                      | B          | 111                |                          | 1                        | 60  |   |
| Major   | B          |                    |                          |                          | 44  |   |
| Adjudant  | C          | 290                |                          |                          | 290   |   |
| Sergent   | C          | 870                |                          |                          | 482   |   |
| Caporal   | C          |                    |                          |                          | 245   |   |
| Sapeur  | C          |                    |                          |                          | 25  |   |
| <b>SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL</b>   |            | <b>25</b>          | <b>0</b>                 | <b>0</b>                 | <b>23</b>                                   | <b>0</b>                                    |
| Médecin de classe exceptionnelle                | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Médecin hors classe                             | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Médecin de 1ère classe                          | A          | 7                  |                          |                          | 5   |   |
| Médecin de 2ème classe                          | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Pharmacien de classe exceptionnelle             | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Pharmacien hors classe                          | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Pharmacien de 1ère classe                       | A          | 2                  |                          |                          | 2   |   |
| Pharmacien de 2ème classe                       | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Infirmier d'encadrement                         | A          | 6                  |                          |                          | 6   |   |
| Infirmier chef                                  | B          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Infirmier principal                             | B          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Infirmier                                       | B          | 6                  |                          |                          | 6   |   |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE (1)</b>               |            | <b>191</b>         | <b>0</b>                 | <b>2</b>                 | <b>182</b>                                  | <b>5</b>                                    |
| Administrateur territorial                      | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Attaché / Directeur territorial                 | A          | 30                 |                          | 1                        | 26  | 4   |
| Rédacteur territorial                           | B          | 31                 |                          | 1                        | 26  | 1   |
| Adjoint administratif                           | C          | 129                |                          |                          | 129   |   |
| <b>TECHNIQUE (2)</b>                            |            | <b>159</b>         | <b>0</b>                 | <b>4</b>                 | <b>137</b>                                  | <b>13</b>                                   |
| Ingénieur territorial                           | A          | 21                 |                          |                          | 16  | 5   |
| Technicien territorial                          | B          | 31                 |                          |                          | 18  | 8   |
| Agent de maîtrise                               | C          | 24                 |                          |                          | 21  |   |
| Adjoint technique                               | C          | 83                 |                          | 4                        | 82  |   |
| <b>SOCIALE (3)</b>                              |            | <b>1</b>           |                          |                          | <b>1</b>                                    | <b>0</b>                                    |
| Conseiller socio-éducatif                       | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Assistants sociaux éducatifs                    | B          |                    |                          |                          |   |   |
| <b>MEDICO-SOCIALE (4)</b>                       |            |                    |                          |                          |   |   |
| Médecin territorial                             | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Infirmière territoriale                         | B          |                    |                          |                          |   |   |
| <b>MEDICO-TECHNIQUE (5)</b>                     |            | <b>1</b>           | <b>0</b>                 | <b>0</b>                 | <b>1</b>                                    | <b>0</b>                                    |
| Biologiste, vétérinaire, pharmacien 2ème classe | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| <b>SPORTIVE (6)</b>                             |            |                    |                          |                          |   |   |
| <b>CULTURELLE (7)</b>                           |            | <b>1</b>           | <b>0</b>                 | <b>1</b>                 | <b>1</b>                                    | <b>0</b>                                    |
| Conservateur du patrimoine                      | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Assistant de conservation du patrimoine         | B          | 1                  |                          | 1                        | 1   |   |
| <b>ANIMATION (8)</b>                            |            |                    |                          |                          |   |   |
| <b>EMPLOIS NON CITES (9)</b>                    |            | <b>0</b>           |                          |                          | <b>0</b>                                    | <b>0</b>                                    |
| Apprenti  |            |                    |                          |                          |   |   |
| <b>TOTAL (1+2+3+4+5+6+7+8+9)</b>                |            | <b>1753</b>        | <b>0</b>                 | <b>12</b>                | <b>1594</b>                                 | <b>18</b>                                   |



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES  
GROUPEMENT FINANCES

NUMERO D/11 - 12/ 10

OBJET Budget primitif du Service départemental d'incendie et de secours du Rhône pour l'exercice 2012

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

« Le projet de budget primitif 2012 soumis à nos délibérations s'équilibre en recettes et en dépenses à 171 037 685 €, répartis à raison de

- 25 837 828 € en section d'investissement, soit 17,79 % de la masse budgétaire et
- 145 199 857 € en section de fonctionnement, soit 84,89 %.

Son volume global est en augmentation de 1,43 % par rapport au budget primitif de l'exercice 2011.

Ce projet de budget est la traduction des orientations dont nous avons débattu lors de la séance du conseil d'administration du 11 octobre dernier.

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Le total des dépenses d'investissement atteint 25 837 828 €, soit un montant en légère baisse par rapport à celui de l'exercice précédent (26 884 006 €).

***Emprunts et dettes assimilées : 1 955 764 €***

Cette dépense représente l'annuité en capital des emprunts contractés par notre établissement depuis sa création pour financer ses investissements.

### ***Immobilisations incorporelles 1 655 000 €***

Une dotation de 150 000 € est prévue pour les frais d'études ainsi qu'une somme de 50 000 € pour les frais d'insertion relatifs à des marchés d'investissement.

Les crédits de la ligne budgétaire 205 « concessions et droits similaires, brevets, licences » s'élèvent à 1 655 000 € comprenant, cette année, entre autre, les évolutions du logiciel ARTEMIS (opérationnel), du logiciel GIMA (gestion des commandes et des magasins), des évolutions du logiciel SIRH (gestion des ressources humaines) ainsi que le logiciel de gestion du temps de travail.

### ***Immobilisations corporelles : 14 776 664 €***

L'article 213 « constructions » est doté de 410 000 €.

L'article 215 « installations, matériels et outillages techniques » d'un montant de 11 893 258 € permettra :

- de terminer les programmes ORION et ANTARES pour, respectivement, 185 000 € et 200 000 € ; par ailleurs 500 000 € permettront l'acquisition de bips standards, d'afficheurs et d'antenne satellite fixe à la Croix-Rousse, ainsi que la sécurisation des sites de la Croix-Rousse et de Saint-Priest ;
- s'agissant des véhicules d'intervention, les crédits de paiement proposés s'élèvent à 6 428 258 €, dont 835 258 € financent le solde du programme 2009, 493 000 € le programme 2010, 2 900 000 € pour le programme 2011 et 2 200 000 € pour le programme 2012 ;
- les dépenses relatives aux matériels d'intervention représentent un montant de 2 940 000 €, en baisse par rapport au budget de 2011 grâce à une gestion plus fine des stocks.
- l'article 2157 « matériel et outillage techniques » avec une inscription de 1 590 000 € connaît une hausse significative en raison du coût d'installation de l'école de formation sur le site de Saint-Priest et de la restructuration de l'atelier de mécanique du groupement logistique qui, je le rappelle assure l'entretien non seulement des véhicules du SDIS mais également ceux du parc routier du Département..

L'article 218 « autres immobilisations corporelles » : 2 333 406 € dont 1 455 000 € seront affectés au remplacement de matériel informatique ancien, en équipement de vidéoconférence et 600 000 € pour le mobilier et le matériel de bureau.



### ***Immobilisations en cours : 3 970 800 €***

Actuellement, ce sont 32 opérations du schéma directeur des opérations immobilières sur 45 qui sont terminées. Les 13 autres opérations font l'objet d'une inscription de 2 723 000 €.

L'article 231351 « grosses réparations programmées sur bâtiments en pleine propriété » est doté de 700 000 € et l'article 231735 « grosses réparations programmées sur bâtiments mis à disposition » de 150 000 €.

Un crédit de 200 000 € est affecté aux grosses réparations sur logements.

### ***Autres immobilisations financières : 2 466 250 €***

Cette somme correspond aux investissements réalisés dans le cadre du BEA.

Enfin, l'amortissement des subventions d'équipement reçues est inscrit pour un montant de 1 013 350 € et correspond à une recette de fonctionnement de même montant.

## **RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Nos recettes sont de trois ordres :

### ***Les dotations :***

Le fonds de compensation de la TVA est estimé à 4 380 000 €, il est fonction des dépenses d'investissement réalisées en 2010.

La contribution du fonds d'aide à l'investissement est attendue pour un montant de 200 000 €.

La participation des communes à la construction des casernements en application des conventions conclues dans le cadre des opérations inscrites au schéma départemental des opérations immobilières est inscrite pour 440 000 €.

### ***L'autofinancement :***

Il est constitué en large part de la dotation aux amortissements pour un montant de 14 500 000 €. Comme de coutume, ce montant sera affiné au budget supplémentaire lorsque les comptes de 2011 auront été définitivement arrêtés.

L'autofinancement net s'établit à 1 013 336 €.

### ***L'emprunt :***

L'appel à l'emprunt est inscrit pour un montant de 5 304 492 € en baisse de près de 50% par rapport au budget primitif 2011.

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

\* L'effort de rigueur auquel nous nous sommes astreints depuis maintenant plusieurs années a, encore cette année, été fixé comme objectif à nos services. Le budget qui vous est présenté augmente de 2,45 % par rapport à celui de 2011, passant de 141 730 400 euros à 145 199 857 euros.

### **CHARGES A CARACTERE GENERAL :**

Elles s'élèvent globalement à 23 730 200 € (en augmentation de 2,61 %).

#### ***Achats et variation des stocks (11 039 100 €)***

Ils se composent :

- des achats de prestations de services pour 2 136 400 € dont 1 150 000 € seront consacrés aux dépenses relatives à l'informatique, 300 000 € aux achats de prestations de services pour l'habillement et 190 000 € pour les déménagements;
- des fournitures non stockables pour 2 450 000 € regroupant l'eau et l'assainissement, l'électricité et l'énergie, le chauffage urbain ;
- des fournitures non stockées pour 1 720 000 € dont 1 200 000 € destinés aux carburants somme identique à celle de l'an passé ; l'alimentation représente quant à elle 220 000 €;
- des fournitures d'entretien et de petit équipement pour une somme de 4 218 700 €, en augmentation de 3,31 % par rapport au budget de 2011, consacrée pour la plus grosse partie à l'achat des pièces détachées nécessaire à l'entretien de notre parc automobile et aux opérations de maintenance des véhicules du parc routier du Département et de nos équipements d'intervention.
- des fournitures administratives pour 185 000 €, somme identique à celle de l'an passé ;
- des produits pharmaceutiques pour 99 000 € dont 43 000 € pour les médicaments, 20 000 € pour les vaccins, 30 000 € pour le dispositif médico-stérile ;
- des produits d'intervention (produits d'hygiène, chimiques, et les produits de désinfection des VSAV) pour 180 000 € ;
- Enfin les autres matières et fournitures pour 50 000 €.

***Les services extérieurs :***

Les dotations s'élèvent globalement à 8 682 100 € (en diminution de 0,36% par rapport à 2011) et comprennent :

- Les contrats de prestation de service avec des entreprises pour 1 002 100 €, il s'agit de la redevance due par le SDIS (coûts de fonctionnement) en application du bail emphytéotique administratif (en augmentation de 3,28 %);
- Les locations pour 1 267 000 €, en diminution de 28,09 % en raison du regroupement de services sur les sites Rabelais et Corneille et, simultanément, la fin de la location de surfaces dans l'immeuble Sévigné. Cette rubrique concerne les locations immobilières (957 000 €) et les locations mobilières (310 000 €) qui englobent les frais de stationnement, les locations de matériels et de bouteilles de gaz médicaux ainsi que les locations pour les antennes;
- Les charges locatives pour 174 000 € (en diminution de 24,02 %) ;
- Des frais d'entretien et de réparation effectués par des entreprises : 4 556 000 € dont 1 127 000 € concernent les biens immobiliers et 2 275 000 € les biens mobiliers ; 1 154 000 € (en augmentation de 22,64 %) financeront nos contrats de maintenance des bâtiments et matériels, comprenant également la maintenance des matériels d'incendie et informatiques; 640 000 € pour nos primes d'assurance (en augmentation de 27,49 %);
- Des dépenses diverses : 1 043 000 € (en augmentation de 16,80 %) incluant 900 000 € pour les organismes de formation et 143 000 € finançant la documentation technique et administrative ;

***Autres services extérieurs (3 918 000 €) en augmentation de 10,93 %***

Ils comprennent :

- Des honoraires et rémunérations d'intermédiaires s'élevant à 109 000 € afin de régler les frais d'avocats, notaires, frais d'actes et de contentieux ;
- Des frais de publicité, publication, relations publiques pour 293 000 €; il s'agit de frais de reprographie, cérémonies, insertions d'annonces légales;
- Des frais de transport de biens et les transports collectifs atteignant un montant de 198 000 € ;
- Les frais de déplacement et de mission à hauteur de 503 000 € (en diminution de 6,51 % par rapport à 2011) pour assurer les dépenses liées aux transports, repas pris lors des formations ;
- Des frais postaux et de télécommunication pour 1 140 000 €
- Des frais divers 1 675 000 € dont les crédits nécessaires au nettoyage des locaux pour 1 500 000 €.

***Impôts, taxes, versements assimilés : 91 000 €***

**CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES : 97 481 500 €.**

Ce poste de dépenses demeure naturellement le plus élevé. Il constitue presque 70 % de nos dépenses de fonctionnement.

***Autres services extérieurs***

Ces charges résultent des conventions passées avec d'autres collectivités pour la mise à disposition de personnel (1 135 000 €).

***Impôts, taxes et versements assimilés***

Les cotisations au CNFPT et au Centre de gestion s'élèvent à 624 000 €.

***Charges de personnel***

Globalement, l'évolution de ce poste est limitée tout en tenant naturellement compte de la progression de carrière des agents.

La rémunération du personnel titulaire et non titulaire représente la somme de 62 135 600 €, les vacances des sapeurs-pompiers volontaires se montent à 7 595 000 €.

Les charges sociales s'élèvent à 22 895 700 €; cette somme intègre les cotisations de retraite des sapeurs-pompiers professionnels pour 11 100 000 € et celles des personnels administratifs et techniques pour 1 970 000 € ainsi que 1 620 000 € pour la prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires.

L'allocation de vétéranse passe de 685 000 € à 750 000 €.

La charge des « chèque restaurant » passe quand à elle de 2 000 000 € à 1 700 000 €.

***Autres charges de gestion courante : 2 147 000 € en augmentation de 19,68 %***

Cette ligne de crédit comprend les subventions pour 1 630 000 € ainsi que la participation au réseau EPARI et la nouvelle cotisation à l'INPT (coût de maintenance des infrastructures du réseau ANTARES).

**CHARGES FINANCIERES : 6 191 821 €**

Cette dépense est constituée par les intérêts de la dette du SDIS pour 1 347 727 €, La charge financière du bail emphytéotique administratif passe de 1 767 445 € à 2 905 000 €.

**CHARGES EXCEPTIONNELLES : 36 000 €**

Cette somme permettra, entre autres, le paiement d'éventuels intérêts moratoires sur marchés.



## **DOTATION AUX AMORTISSEMENTS : 14 500 000 €**

Il s'agit de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. C'est une opération d'ordre budgétaire faisant intégralement partie de l'autofinancement se traduisant par une dépense de fonctionnement et par une recette d'investissement de même montant.

Il est prévu de réserver 100 000 € à d'éventuelles dépenses exceptionnelles et d'effectuer un virement de 1 013 336 € à la section d'investissement, en diminution de 27,10 % par rapport au budget primitif 2011. Ce virement constitue l'autofinancement net évoqué dans la présentation de la section d'investissement.

## **RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

### **ATTENUATIONS DE CHARGES : 4 000 000 €**

Ce chapitre passe de 1 775 000 à 4 000 000 € suite à l'application de la convention signée entre le Grand Lyon et le SDIS le 18 août 2010 et qui prévoit un paiement annuel de 2 950 000 € jusqu'en 2016.

100 000 € sont prévus au titre des indemnités versées par nos assurances.

### **PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES : 2 335 000 €**

Le produit des interventions du SDIS ne se rattachant pas directement à ses missions telles que les interventions par carence est estimé à 90 000 € et les transports sanitaires pour le compte des SMUR à 500 000 €.

### **CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS : 133 426 507 € en augmentation de 2,04 %**

Il s'agit, vous le savez, de la part la plus importante de nos ressources budgétaires.

Le montant de la contribution des communes s'élève à 6 320 324 €. Celle de la Communauté Urbaine de Lyon à 28 231 001 €.

Les autres groupements sont appelés à participer à hauteur de 1 364 725 €.

Le montant de la contribution du Département nécessaire à l'équilibre de notre budget s'élève à 97 345 457 €, en augmentation de 2 %.

### **AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE : 4 315 000 €**

Il s'agit du dernier versement par notre partenaire au bail emphytéotique administratif matérialisant la prise de possession des biens immobiliers ainsi que le remboursement forfaitaire de 1 800 000 € par le département en compensation de la prise en charge par le SDIS de la maintenance des véhicules du parc départemental.



### **PRODUITS EXCEPTIONNELS : 110 000 €**

Il s'agit du remboursement par nos assurances des dommages causés par des tiers à nos véhicules.

### **OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS : 1 013 350 €**

C'est l'amortissement réglementaire des subventions transférées au compte de résultat.

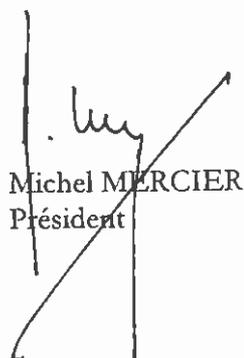
Tels sont mesdames, messieurs, les éléments d'analyse et de décision que je souhaitais porter à votre connaissance afin de vous permettre d'en délibérer.

Si ce projet de budget primitif reçoit votre agrément, je vous demande de l'approuver».

### **DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011

  
Michel MERCIER  
Président



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE



REPUBLIQUE FRANCAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHONE**

POSTE COMPTABLE DU PAYEUR DEPARTEMENTAL DU RHONE

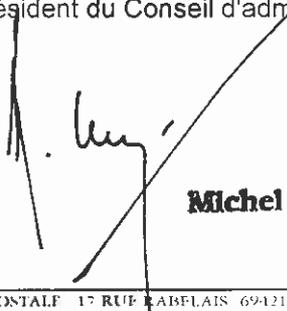
M61

**BUDGET PRIMITIF**

**ANNEE 2012**

**16 DEC. 2011**

A Lyon le,  
Le Président du Conseil d'administration

  
**Michel MERCIER**



**BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012**

**SOMMAIRE**

**Informations générales**

**I - Présentation générale du budget**

|                                     |        |
|-------------------------------------|--------|
| Vue d'ensemble du budget .....      | page 2 |
| 1. Equilibre financier du budget    |        |
| A - Section de fonctionnement ..... | page 3 |
| B - Section d'investissement .....  | page 4 |
| 2. Balance générale du budget       |        |
| Dépenses .....                      | page 5 |
| Recettes .....                      | page 6 |

**II - Vote du budget**

|   |              |
|---|--------------|
| A - Section de fonctionnement   |              |
| A1 - Vue d'ensemble - Dépenses/Recettes .....                           | page 8       |
| A2 - Dépenses .....   | page 9 à 11  |
| A3 - Recettes .....   | page 12 à 13 |
| B - Section d'investissement  |              |
| B1 - Vue d'ensemble - Total - Dépenses / Recettes .....                 | page 14      |
| B2 - Section d'investissement - Equipements .....                       | page 15      |
| B3 - Section d'investissement - Equipements - Opération en AP/CP        |              |
| B3 - Section d'investissement - Equipements - Opération sans AP/CP      |              |
| B4 - Subventions d'équipement à verser .....                            | page 16      |
| B5 - Recettes d'équipement .....  | page 16      |
| B6 - Section d'investissement - Opérations pour le compte de tiers      |              |
| B7 - Section d'investissement - Opérations financières - Dépenses ..... | page 17      |
| B7 - Section d'investissement - Opérations financières - Recettes ..... | page 18      |
| B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales .....          | page 19      |
| (opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement)       |              |

**III - Annexes**

|   | page     | joint | sans objet |
|---|----------|-------|------------|
| Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier   |          |       | x          |
| Eléments du bilan - Etat de la dette  | 21 à 23  | x     |            |
| Eléments du bilan - Etat des provisions constituées- Etat de répartition des charges  | 24       | x     |            |
| Crédit-bail - Engagements donnés - Engagements reçus  |          |       | x          |
| Engagements - Autorisations de programme et crédits de paiement   | 25 à 34  | x     |            |
| Détail des chapitres d'opérations pour compte de tiers - Etat des méthodes utilisées  | 35       | x     |            |
| Liste des organismes de regroupement - Subventions versées par le SDIS dans le cadre du vote du budget - Liste des établissements publics créés - Liste des services individualisés dans un budget annexe - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | 36       | x     |            |
| Etat du personnel au 31/12/N-1  | 37       | x     |            |
| Signatures  | 38 et 39 | x     |            |



**BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012**

|  |  |   |
|--|--|---|
| <b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET</b> |  | 1 |
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                  |  |   |

**TOTAL DU BUDGET**

|  | <b>DEPENSES</b>       | <b>RÉCETTES</b>       |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>  | 25 837 828,00         | 25 837 828,00         |
| <b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | 145 199 857,00        | 145 199 857,00        |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>                       | <b>171 037 685,00</b> | <b>171 037 685,00</b> |

**TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET**

|                                  | <b>TOTAL DES DEPENSES</b> |                      | <b>TOTAL DES RECETTES</b> |                      |
|----------------------------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|
|                                  | <b>REELLES ET MIXTES</b>  | <b>ORDRE</b>         | <b>REELLES ET MIXTES</b>  | <b>ORDRE</b>         |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>  | 24 824 478,00             | 1 013 350,00         | 10 324 492,00             | 15 513 336,00        |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | 129 686 521,00            | 15 513 336,00        | 144 186 507,00            | 1 013 350,00         |
| <b>TOTAL DU BUDGET</b>           | <b>154 510 999,00</b>     | <b>16 526 686,00</b> | <b>154 510 999,00</b>     | <b>16 526 686,00</b> |



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

**BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012**

|  |          |
|--|----------|
| <b>1 - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>1</b> |
| <b>1) EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET</b>    | <b>A</b> |

**A - SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| DÉPENSES DE L'EXERCICE                                   |                       | RECETTES DE L'EXERCICE                                   |                       |
|--|-----------------------|--|-----------------------|
| OPERATIONS REELLES ET MIXTES                             |                       |  |                       |
| GESTION DES SERVICES                                     |                       | GESTION DES SERVICES                                     |                       |
| 011 Charges à caractère général                          | 23 730 200,00         | 70 Produits des services, du domaine, et ventes diverses | 2 335 000,00          |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés              | 97 481 500,00         | 74 Contributions et participations                       | 133 426 507,00        |
| 65 Autres charges de gestion courante                    | 2 147 000,00          | 75 Autres produits de gestion courante                   | 4 315 000,00          |
| 014 Atténuation de produits                              |                       | 013 Atténuation de charges                               | 4 000 000,00          |
| <b>Total dépenses de gestion des services</b>            | <b>123 358 700,00</b> | <b>Total recettes de gestion des services</b>            | <b>144 076 507,00</b> |
| 66 Charges financières                                   | 6 191 821,00          | 76 Produits financiers                                   |                       |
| 67 Charges exceptionnelles                               | 36 000,00             | 77 Produits exceptionnels                                | 110 000,00            |
| 68 Dotations aux provisions                              |                       | 78 Reprises sur provisions                               |                       |
| 022 Dépenses imprévues                                   | 100 000,00            |  |                       |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES</b>                  | <b>129 686 521,00</b> | <b>TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES</b>                  | <b>144 186 507,00</b> |
| <b>SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES : EXCEDENT</b> |                       |  | <b>14 499 986,00</b>  |

| OPERATIONS D'ORDRE                          |                      |   |                       |
|---|----------------------|---|-----------------------|
| 042 Opé.d'ordre de transfert entre sections | 14 500 000,00        | 042 Opé.d'ordre de transfert entre sections | 1 013 350,00          |
| 023 Virement complémentaire à l'inv.        | 1 013 336,00         |   |                       |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>               | <b>15 513 336,00</b> | <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>               | <b>1 013 350,00</b>   |
| <b>AUTOFINANCEMENT DEGAGE : NEGATIF</b>     |                      |   | <b>-14 499 986,00</b> |

|   |                       |   |                       |
|---|-----------------------|---|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>145 199 857,00</b> | <b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>145 199 857,00</b> |
|---|-----------------------|---|-----------------------|



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

**BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012**

|  |          |
|--|----------|
| <b>I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET</b> | <b>I</b> |
| <b>1) ÉQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET</b>    | <b>B</b> |

**B - SECTION D'INVESTISSEMENT**

| DÉPENSES DE L'EXERCICE  |                      | RECETTES DE L'EXERCICE  |  |
|---|----------------------|---|--|
| OPERATIONS REELLES  |                      |   |  |
| Dépenses d'équipement (c/20, 21, 23)<br>(y compris programmes)<br>204 Subventions d'équipements versées | 20 402 464,00        | Fonds propres d'origine externe<br>(c/10 hors 1068)<br><br>20, 21 et 23 immob. incorp. corp. ou en cours<br><br>27 Remboursement de prêts<br>Subventions d'équipement reçues (c/13)<br>Emprunts et dettes assimilées (c/16) | 4 380 000,00<br><br><br><br>640 000,00<br>5 304 492,00 |
| 45 Travaux pour le compte de tiers  |                      | 024 Produit des cessions d'immobilisations<br><br>45 Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte  |  |
| Dépenses financières (c/10, 13, 16, 26, 27)<br>020 Dépenses imprévues                                   | 4 422 014,00         |   |  |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES REELLES</b>   | <b>24 824 478,00</b> | <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>   | <b>10 324 492,00</b>                                   |
| <b>BESOIN D'AUTOFINANCEMENT (Dépenses réelles - Recettes réelles) :</b>                                 |                      |   | <b>14 499 986,00</b>                                   |

| OPERATION D'ORDRE  |                     |   |                      |
|--|---------------------|---|----------------------|
| 040 Opé.d'ordre de transfert entre sections  | 1 013 350,00        | 040 Opé.d'ordre de transfert entre sections | 14 500 000,00        |
| 041 Opérations patrimoniales   |                     | 041 Opérations patrimoniales                |                      |
|  |                     | 021 Virement de la section de fonct.        | 1 013 336,00         |
| <b>TOTAL DES DÉPENSES D'ORDRE</b>  | <b>1 013 350,00</b> | <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>           | <b>15 513 336,00</b> |
| <b>AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE (solde des opérations d'ordre de section à section)</b> |                     |   | <b>14 499 986,00</b> |

|  |                      |  |                      |
|--|----------------------|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>25 837 828,00</b> | <b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b> | <b>25 837 828,00</b> |
|--|----------------------|--|----------------------|



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012

|                                    |   |
|------------------------------------|---|
| I- PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | 1 |
| 2) BALANCE GENERALE DU BUDGET      | 2 |

DEPENSES

| Chap.                                     | FONCTIONNEMENT                                 | Opérations réelles    | Opérations d'ordre   | TOTAL                 |
|---|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| 011                                       | CHARGES A CARACTERE GENERAL                    | 23 730 200,00         |                      | 23 730 200,00         |
| 012                                       | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES        | 97 481 500,00         |                      | 97 481 500,00         |
| 014                                       | ATTENUATIONS DE PRODUITS                       |                       |                      |                       |
| 60  | ACHAT ET VARIATION DE STOCKS                   |                       |                      |                       |
| 65  | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE             | 2 147 000,00          |                      | 2 147 000,00          |
| 66  | CHARGES FINANCIERES                            | 6 191 821,00          |                      | 6 191 821,00          |
| 67  | CHARGES EXCEPTIONNELLES                        | 36 000,00             |                      | 36 000,00             |
| 68  | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS |                       | 14 500 000,00        | 14 500 000,00         |
| 71  | PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)             |                       |                      |                       |
| 022                                       | DEPENSES IMPREVUES                             | 100 000,00            |                      | 100 000,00            |
| 023                                       | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT         |                       | 1 013 336,00         | 1 013 336,00          |
| <b>Dépenses de fonctionnement - Total</b> |  | <b>129 686 521,00</b> | <b>15 513 336,00</b> | <b>145 199 857,00</b> |

| Chap.                                    | INVESTISSEMENT   | Opérations Réelles   | Opérations d'ordre  | TOTAL                |
|--|--|----------------------|---------------------|----------------------|
| 10                                       | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                        |                      |                     |                      |
| 13                                       | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                               |                      | 1 013 350,00        | 1 013 350,00         |
| 16                                       | REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS (sauf 1688 non budgétaire)        | 1 955 764,00         |                     | 1 955 764,00         |
| 18                                       | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION                            |                      |                     |                      |
|  | TOTAL DES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT                          | 9 522 464,00         |                     | 9 522 464,00         |
| 20                                       | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors progr. et 204)         | 1 655 000,00         |                     | 1 655 000,00         |
| 204                                      | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT                                   |                      |                     |                      |
| 21                                       | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors programmes)              | 8 045 000,00         |                     | 8 045 000,00         |
| 22                                       | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION                      |                      |                     |                      |
| 23                                       | IMMOBILISATIONS EN COURS (hors programmes)                 | 1 180 000,00         |                     | 1 180 000,00         |
| 26                                       | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                      |                     |                      |
| 27                                       | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         | 2 466 250,00         |                     | 2 466 250,00         |
| 28                                       | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS (reprises)               |                      |                     |                      |
| 198                                      | NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS                          |                      |                     |                      |
| 45                                       | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS                            |                      |                     |                      |
| 481                                      | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES                 |                      |                     |                      |
| 3...                                     | STOCKS ET EN-COURS   |                      |                     |                      |
| 020                                      | DEPENSES IMPREVUES   |                      |                     |                      |
| <b>Dépenses d'investissement - Total</b> |  | <b>24 824 478,00</b> | <b>1 013 350,00</b> | <b>25 837 828,00</b> |

BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012

I - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

1

2) BALANCE GENERALE DU BUDGET

2

RECETTES

| Chap.                                     | FONCTIONNEMENT                                       | Opérations réelles    | Opérations d'ordre  | TOTAL                 |
|---|--|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 013                                       | ATTENUATION DE CHARGES                               | 4 000 000,00          |                     | 4 000 000,00          |
| 60  | ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK                        |                       |                     |                       |
| 70  | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 2 335 000,00          |                     | 2 335 000,00          |
| 71  | PRODUCTION STOCKEE (ou déstockage)                   |                       |                     |                       |
| 72  | TRAVAUX EN REGIE                                     |                       |                     |                       |
| 74  | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 133 426 507,00        |                     | 133 426 507,00        |
| 75  | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 4 315 000,00          |                     | 4 315 000,00          |
| 76  | PRODUITS FINANCIERS                                  |                       |                     |                       |
| 77  | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               | 110 000,00            | 1 013 350,00        | 1 123 350,00          |
| 78  | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS            |                       |                     |                       |
| 79  | TRANSFERTS DE CHARGES                                |                       |                     |                       |
| <b>Recettes de fonctionnement - Total</b> |  | <b>144 186 507,00</b> | <b>1 013 350,00</b> | <b>145 199 857,00</b> |

| Chap.                                    | INVESTISSEMENT   | Opérations Réelles   | Opérations d'ordre   | TOTAL                |
|--|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| 10                                       | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)            | 4 380 000,00         |                      | 4 380 000,00         |
| 13                                       | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                               | 640 000,00           |                      | 640 000,00           |
| 16                                       | REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS (sauf 1688 non budgétaire)        | 5 304 492,00         |                      | 5 304 492,00         |
| 18                                       | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS                           |                      |                      |                      |
| 20                                       | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors 204)                   |                      |                      |                      |
| 204                                      | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                           |                      |                      |                      |
| 21                                       | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                                |                      |                      |                      |
| 22                                       | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION                      |                      |                      |                      |
| 23                                       | IMMOBILISATIONS EN COURS                                   |                      |                      |                      |
| 26                                       | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS |                      |                      |                      |
| 27                                       | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                         |                      |                      |                      |
| 28                                       | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS                         |                      | 14 500 000,00        | 14 500 000,00        |
| 45                                       | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS                            |                      |                      |                      |
| 481                                      | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES                 |                      |                      |                      |
| 3...                                     | STOCKS ET EN-COURS   |                      |                      |                      |
| 021                                      | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT                   |                      | 1 013 336,00         | 1 013 336,00         |
| 024                                      | PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS                     |                      |                      |                      |
| <b>Recettes d'investissement - Total</b> |  | <b>10 324 492,00</b> | <b>15 513 336,00</b> | <b>25 837 828,00</b> |



**BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012**

- I - Le Conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau du chapitre pour la section d'investissement,
  - sans vote formel sur chacun des chapitres.

La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif.

BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>                             | <b>II</b> |
| <b>A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE</b> | <b>A1</b> |

| Chapitres   | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'admin. |
|---|--------------------------------------|---|-----------------------------|
| <b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>                           | <b>141 730 400,00</b>                | <b>145 199 857,00</b>                     | <b>145 199 857,00</b>       |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL                         | 23 126 000,00                        | 23 730 200,00                             | 23 730 200,00               |
| - avec AE/CP  |                                      |   |                             |
| - hors AE/CP  | 23 126 000,00                        | 23 730 200,00                             | 23 730 200,00               |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES             | 99 038 000,00                        | 97 481 500,00                             | 97 481 500,00               |
| 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS                            |                                      |   |                             |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 1 794 000,00                         | 2 147 000,00                              | 2 147 000,00                |
| - avec AE/CP  |                                      |   |                             |
| - hors AE/CP  | 1 794 000,00                         | 2 147 000,00                              | 2 147 000,00                |
| 66 CHARGES FINANCIERES                                  | 3 214 576,00                         | 6 191 821,00                              | 6 191 821,00                |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES                              | 36 000,00                            | 36 000,00                                 | 36 000,00                   |
| 68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS       |                                      |   |                             |
| 022 DEPENSES IMPREVUES                                  | 131 851,00                           | 100 000,00                                | 100 000,00                  |
| 023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT              | 1 389 973,00                         | 1 013 336,00                              | 1 013 336,00                |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS      | 13 000 000,00                        | 14 500 000,00                             | 14 500 000,00               |
| <b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>                           | <b>141 730 400,00</b>                | <b>145 199 857,00</b>                     | <b>145 199 857,00</b>       |
| 70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 2 190 000,00                         | 2 335 000,00                              | 2 335 000,00                |
| 74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 130 754 913,00                       | 133 426 507,00                            | 133 426 507,00              |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 5 825 000,00                         | 4 315 000,00                              | 4 315 000,00                |
| 013 ATTENUATIONS DE CHARGES                             | 1 775 000,00                         | 4 000 000,00                              | 4 000 000,00                |
| 76 PRODUITS FINANCIERS                                  |                                      |   |                             |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS                               | 115 000,00                           | 110 000,00                                | 110 000,00                  |
| 78 REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS            |                                      |   |                             |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS      | 1 070 487,00                         | 1 013 350,00                              | 1 013 350,00                |



| II- VOTE DU BUDGET                                   |  |                                      |   | II                                  |
|--|--|--------------------------------------|---|-------------------------------------|
| A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES             |  |                                      |   | A2                                  |
| OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES |  |                                      |   |                                     |
| Art.   | Libellé  | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration |
| <b>011</b>   | <b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>                           | <b>23 126 000,00</b>                 | <b>23 730 200,00</b>                      | <b>23 730 200,00</b>                |
| <b>60</b>  | <b>ACHATS ET VARIATION DES STOCKS</b>                        | <b>10 809 760,00</b>                 | <b>11 039 100,00</b>                      | <b>11 039 100,00</b>                |
| 6042   | ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES                            | 2 080 500,00                         | 2 136 400,00                              | 2 136 400,00                        |
| 60611  | EAU ET ASSAINISSEMENT  | 242 500,00                           | 250 000,00                                | 250 000,00                          |
| 60612  | ENERGIE ET ELECTRICITE                                       | 1 844 260,00                         | 1 900 000,00                              | 1 900 000,00                        |
| 60613  | CHAUFFAGE URBAIN   | 291 000,00                           | 300 000,00                                | 300 000,00                          |
| 60621  | COMBUSTIBLES   | 120 000,00                           | 120 000,00                                | 120 000,00                          |
| 60622  | CARBURANTS   | 1 200 000,00                         | 1 200 000,00                              | 1 200 000,00                        |
| 60623  | ALIMENTATION   | 220 000,00                           | 220 000,00                                | 220 000,00                          |
| 60628  | AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES                              | 180 000,00                           | 180 000,00                                | 180 000,00                          |
| 60631  | FOURNITURES D'ENTRETIEN                                      | 194 000,00                           | 180 000,00                                | 180 000,00                          |
| 60632  | FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT                              | 3 414 200,00                         | 3 588 700,00                              | 3 588 700,00                        |
| 60636  | VETEMENTS DE TRAVAIL   | 475 300,00                           | 450 000,00                                | 450 000,00                          |
| 6064   | FOURNITURES ADMINISTRATIVES                                  | 185 000,00                           | 185 000,00                                | 185 000,00                          |
| 60661  | MEDICAMENTS  | 49 000,00                            | 49 000,00                                 | 49 000,00                           |
| 60662  | VACCINS ET SERUMS  | 20 000,00                            | 20 000,00                                 | 20 000,00                           |
| 60668  | AUTRE PRODUITS PHARMACEUTIQUES (Dispositifs médico-stériles) | 35 000,00                            | 30 000,00                                 | 30 000,00                           |
| 6067   | PRODUITS D'INTERVENTION                                      | 199 000,00                           | 180 000,00                                | 180 000,00                          |
| 6068   | AUTRES MATIERES ET FOURNITURES                               | 60 000,00                            | 50 000,00                                 | 50 000,00                           |
| <b>61</b>  | <b>SERVICES EXTERIEURS</b>                                   | <b>8 713 240,00</b>                  | <b>8 682 100,00</b>                       | <b>8 682 100,00</b>                 |
| 611  | CONTRATS DE PRESTATION DE SERVICE AVEC DES ENTREPRISES (BEA) | 970 240,00                           | 1 002 100,00                              | 1 002 100,00                        |
| 6132   | LOCATIONS IMMOBILIERES                                       | 1 440 000,00                         | 957 000,00                                | 957 000,00                          |
| 6135   | LOCATIONS MOBILIERES   | 322 000,00                           | 310 000,00                                | 310 000,00                          |
| 614  | CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE                          | 229 000,00                           | 174 000,00                                | 174 000,00                          |
| 61521  | ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS                        | 145 000,00                           | 110 000,00                                | 110 000,00                          |
| 61522  | ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS                           | 1 015 000,00                         | 1 017 000,00                              | 1 017 000,00                        |
| 61551  | ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT                    | 1 820 000,00                         | 1 820 000,00                              | 1 820 000,00                        |
| 61558  | ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES             | 436 000,00                           | 455 000,00                                | 455 000,00                          |
| 6156   | MAINTENANCE  | 941 000,00                           | 1 154 000,00                              | 1 154 000,00                        |
| 616  | PRIMES D'ASSURANCES  | 502 000,00                           | 640 000,00                                | 640 000,00                          |
| 61821  | ABONNEMENTS  | 50 000,00                            | 50 000,00                                 | 50 000,00                           |
| 61828  | AUTRE DOCUMENTATION  | 93 000,00                            | 93 000,00                                 | 93 000,00                           |
| 6184   | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION                     | 750 000,00                           | 900 000,00                                | 900 000,00                          |
| <b>62</b>  | <b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>                            | <b>3 532 000,00</b>                  | <b>3 918 000,00</b>                       | <b>3 918 000,00</b>                 |
| 6226   | HONORAIRES   | 93 000,00                            | 90 000,00                                 | 90 000,00                           |
| 6227   | FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX                               | 15 000,00                            | 13 000,00                                 | 13 000,00                           |
| 6228   | DIVERS (Prestations chèques déjeuner)                        | 6 000,00                             | 6 000,00                                  | 6 000,00                            |
| 6231   | ANNONCES ET INSERTIONS                                       | 55 000,00                            | 50 000,00                                 | 50 000,00                           |
| 6232   | FETES ET CEREMONIES  | 92 800,00                            | 92 800,00                                 | 92 800,00                           |
| 6234   | RECEPTIONS   | 10 200,00                            | 10 200,00                                 | 10 200,00                           |
| 6236   | CATALOGUES ET IMPRIMES                                       | 150 000,00                           | 140 000,00                                | 140 000,00                          |
| 6241   | TRANSPORTS DE BIENS  | 2 000,00                             | 2 000,00                                  | 2 000,00                            |
| 6247   | TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL                           | 95 000,00                            | 100 000,00                                | 100 000,00                          |
| 6248   | TRANSPORTS DIVERS  | 80 000,00                            | 96 000,00                                 | 96 000,00                           |
| 6251   | VOYAGES ET DEPLACEMENTS                                      | 538 000,00                           | 503 000,00                                | 503 000,00                          |
| 6255   | FRAIS DE DEMENAGEMENT  |                                      |   |                                     |
| 6261   | FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT                                     | 140 000,00                           | 140 000,00                                | 140 000,00                          |
| 6262   | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS                                  | 1 000 000,00                         | 1 000 000,00                              | 1 000 000,00                        |
| 6283   | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX                                | 1 100 000,00                         | 1 500 000,00                              | 1 500 000,00                        |
| 62878  | REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES ORGANISMES                 | 150 000,00                           | 170 000,00                                | 170 000,00                          |
| 6288   | AUTRES   | 5 000,00                             | 5 000,00                                  | 5 000,00                            |
| <b>63</b>  | <b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>                 | <b>71 000,00</b>                     | <b>91 000,00</b>                          | <b>91 000,00</b>                    |
| 63512  | TAXES FONCIERES  | 10 000,00                            | 10 000,00                                 | 10 000,00                           |
| 6355   | TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES                            | 60 000,00                            | 80 000,00                                 | 80 000,00                           |
| 637  | AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES                  | 1 000,00                             | 1 000,00                                  | 1 000,00                            |



| II- VOTE DU BUDGET                                   |   |                                |                                     | II                               |
|--|---|--------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|
| A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES             |   |                                |                                     | A2                               |
| OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES |   |                                |                                     |                                  |
| Art.   | Libellé   | Pour mémoire, budget précédent | Propositions nouvelles du Président | Vote du Conseil d'administration |
| 012  | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES                                   | 99 038 000,00                  | 97 481 500,00                       | 97 481 500,00                    |
| 62   | AUTRES SERVICES EXTERIEURS  | 1 130 000,00                   | 1 135 000,00                        | 1 135 000,00                     |
| 6218   | AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR   | 1 130 000,00                   | 1 135 000,00                        | 1 135 000,00                     |
| 63   | IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES                                     | 625 800,00                     | 624 000,00                          | 624 000,00                       |
| 6336   | COTISATIONS AU CNFPT ET AU CDG  | 625 800,00                     | 624 000,00                          | 624 000,00                       |
| 64   | CHARGES DE PERSONNEL  | 97 282 200,00                  | 95 722 500,00                       | 95 722 500,00                    |
| 64111  | REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE                               | 35 642 950,00                  | 35 730 000,00                       | 35 730 000,00                    |
| 64112  | SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE               | 1 117 000,00                   | 1 136 000,00                        | 1 136 000,00                     |
| 64113  | NBI   | 424 000,00                     | 437 000,00                          | 437 000,00                       |
| 64118  | AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE                                     | 24 425 000,00                  | 23 941 600,00                       | 23 941 600,00                    |
| 64131  | REMUNERATIONS   | 1 269 800,00                   | 891 000,00                          | 891 000,00                       |
| 64141  | VACATIONS VERSEES AUX SAPEURS POMPIERS VOLONTAIRES                        | 7 385 000,00                   | 7 575 000,00                        | 7 575 000,00                     |
| 64148  | AUTRES VACATIONS  | 20 000,00                      | 20 000,00                           | 20 000,00                        |
| 6451   | COTISATIONS A L'URSSAF  | 6 707 000,00                   | 6 417 000,00                        | 6 417 000,00                     |
| 6453   | COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES                                      | 13 367 000,00                  | 13 122 000,00                       | 13 122 000,00                    |
| 6455   | COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL                                   | 540 000,00                     | 495 000,00                          | 495 000,00                       |
| 6456   | VERSEMENTS AU FNC DU SFT  | 100 000,00                     | 72 000,00                           | 72 000,00                        |
| 6458   | COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX                                 | 2 722 800,00                   | 2 789 700,00                        | 2 789 700,00                     |
| 646  | ALLOCATION DE VETERANCE   | 685 000,00                     | 750 000,00                          | 750 000,00                       |
| 6471   | PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FNAL                                | 191 700,00                     | 188 000,00                          | 188 000,00                       |
| 6472   | PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES   | 101 850,00                     | 113 200,00                          | 113 200,00                       |
| 6473   | ALLOCATIONS DE CHOMAGE  | 58 500,00                      | 52 000,00                           | 52 000,00                        |
| 6475   | MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE  | 260 000,00                     | 255 000,00                          | 255 000,00                       |
| 6478   | AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES  | 15 000,00                      | 15 000,00                           | 15 000,00                        |
| 64831  | CESSATION PROGRESSIVE D'ACTIVITE - INDEMNITES AUX AGENTS                  |                                |                                     |                                  |
| 64832  | CONTRIBUTION AU FONDS DE COMPENSATION DE CESSATION PROGRESSIVE D'ACTIVITE | 210 000,00                     |                                     |                                  |
| 6484   | CONGE POUR DIFFICULTE OPERATIONNELLE                                      | 39 600,00                      | 23 000,00                           | 23 000,00                        |
| 6488   | AUTRES CHARGES (Valeur nominale chèques déjeuner)                         | 2 000 000,00                   | 1 700 000,00                        | 1 700 000,00                     |
| 65   | AUTRES CHARGES D'ACTIVITE   | 1 794 000,00                   | 2 147 000,00                        | 2 147 000,00                     |
| 6531   | INDEMNITES  | 32 000,00                      | 35 000,00                           | 35 000,00                        |
| 6534   | COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE PART PATRONALE                            | 7 000,00                       | 7 000,00                            | 7 000,00                         |
| 654  | PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES  | 5 000,00                       | 5 000,00                            | 5 000,00                         |
| 656  | PARTICIPATIONS ( réseau EPARI + INPT)                                     | 120 000,00                     | 470 000,00                          | 470 000,00                       |
| 6574   | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES       | 1 630 000,00                   | 1 630 000,00                        | 1 630 000,00                     |
| 014  | ATTENUATIONS DE PRODUITS  |                                |                                     |                                  |
|  | TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011+ 012+ 65+ 014)                      | 123 958 000,00                 | 123 358 700,00                      | 123 358 700,00                   |
| 66   | CHARGES FINANCIERES (B)   | 3 214 576,00                   | 6 191 821,00                        | 6 191 821,00                     |
| 66111  | INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES   | 1 251 895,00                   | 1 177 207,00                        | 1 177 207,00                     |
| 66112  | INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE  | 185 236,00                     | 170 520,00                          | 170 520,00                       |
| 6615   | INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS                     | 10 000,00                      | 8 000,00                            | 8 000,00                         |
| 6618   | INTERETS DES AUTRES DETTES (BEA)  | 1 767 445,00                   | 2 905 000,00                        | 2 905 000,00                     |
| 668  | AUTRES CHARGES FINANCIERES  |                                | 1 931 094,00                        | 1 931 094,00                     |
| 67   | CHARGES EXCEPTIONNELLES (C)   | 36 000,00                      | 36 000,00                           | 36 000,00                        |
| 6711   | CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES | 20 000,00                      | 10 000,00                           | 10 000,00                        |
| 6712   | CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR AMENDES FISCALES ET PENALES                  | 1 000,00                       | 1 000,00                            | 1 000,00                         |
| 673  | TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS                                   | 15 000,00                      | 25 000,00                           | 25 000,00                        |
| 68   | DOTATIONS AUX PROVISIONS (D)  |                                |                                     |                                  |
| 6815   | DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITATION           |                                |                                     |                                  |
| 022  | DEPENSES IMPREVUES (E)  | 131 851,00                     | 100 000,00                          | 100 000,00                       |
|  | TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E                                    | 127 340 427,00                 | 129 686 521,00                      | 129 686 521,00                   |



| II- VOTE DU BUDGET  |  | II                                   |   |                                     |
|---|--|--------------------------------------|---|-------------------------------------|
| A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES  |  | A2                                   |   |                                     |
| OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES  |  |                                      |   |                                     |
| Art.  | Libellé  | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration |
| 023   | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT   | 1 389 973,00                         | 1 013 336,00                              | 1 013 336,00                        |
| 042   | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS                                   | 13 000 000,00                        | 14 500 000,00                             | 14 500 000,00                       |
| 6031  | VARIATION DE STOCKS DE MATIERES PREMIERES  |                                      |   |                                     |
| 668   | INDEMNITE DE RENEGOCIATION CAPITALISEE   |                                      |   |                                     |
| 6811  | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS<br>INCORPORELLES ET CORPORELLES | 13 000 000,00                        | 14 500 000,00                             | 14 500 000,00                       |
| 7133  | VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS                                    |                                      |   |                                     |
| 7134  | VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES                                 |                                      |   |                                     |
| 7135  | VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS   |                                      |   |                                     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>   |  | <b>14 389 973,00</b>                 | <b>15 513 336,00</b>                      | <b>15 513 336,00</b>                |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE<br/>(Opérations réelles et d'ordre)</b> |  | <b>141 730 400,00</b>                | <b>145 199 857,00</b>                     | <b>145 199 857,00</b>               |

## BUDGET PRIMITIF - EXERCICE 2012



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - VOTE DU BUDGET</b>                      | <b>II</b> |
| <b>A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES</b> | <b>A3</b> |

## OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES

| Art.       | Libellé   | Pour mémoire, budget précédent | Propositions nouvelles du Président | Vote du Conseil d'administration |
|------------|---|--------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|
| <b>70</b>  | <b>PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b> | <b>2 190 000,00</b>            | <b>2 335 000,00</b>                 | <b>2 335 000,00</b>              |
| 7061       | INTERVENTIONS SOUMISES A FACTURATION                        | 800 000,00                     | 910 000,00                          | 910 000,00                       |
| 7068       | AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES                              | 840 000,00                     | 875 000,00                          | 875 000,00                       |
| 70848      | MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES       | 500 000,00                     | 450 000,00                          | 450 000,00                       |
| 70878      | REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES              | 50 000,00                      | 100 000,00                          | 100 000,00                       |
| <b>74</b>  | <b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>             | <b>130 754 913,00</b>          | <b>133 426 507,00</b>               | <b>133 426 507,00</b>            |
| 74718      | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ETAT                          | 40 000,00                      | 80 000,00                           | 80 000,00                        |
| 7472       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS                       |                                |                                     |                                  |
| 7473       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS                  | 95 436 723,00                  | 97 345 457,00                       | 97 345 457,00                    |
| 7474       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS COMMUNES                      | 6 238 115,00                   | 6 320 324,00                        | 6 320 324,00                     |
| 7475       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES  | 28 955 075,00                  | 29 595 726,00                       | 29 595 726,00                    |
| 7478       | SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES             | 85 000,00                      | 85 000,00                           | 85 000,00                        |
| 748        | AUTRES PARTICIPATIONS                                       |                                |                                     |                                  |
| <b>75</b>  | <b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>                  | <b>5 825 000,00</b>            | <b>4 315 000,00</b>                 | <b>4 315 000,00</b>              |
| 751        | REDEVANCE POUR CONCESSIONS (BEA)                            | 4 000 000,00                   | 2 500 000,00                        | 2 500 000,00                     |
| 752        | REVENUS DES IMMEUBLES                                       | 25 000,00                      | 15 000,00                           | 15 000,00                        |
| 758        | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE                         | 1 800 000,00                   | 1 800 000,00                        | 1 800 000,00                     |
| <b>013</b> | <b>ATTENUATIONS DE CHARGES</b>                              | <b>1 775 000,00</b>            | <b>4 000 000,00</b>                 | <b>4 000 000,00</b>              |
| 6095       | RABAIS REMISES ET RISTOURNES OBTENUS SUR MATERIELS          | 10 000,00                      | 10 000,00                           | 10 000,00                        |
| 6096       | RABAIS REMISES ET RISTOURNES SUR ACHATS NON STOCKES         | 5 000,00                       | 5 000,00                            | 5 000,00                         |
| 6419       | REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL                | 1 760 000,00                   | 3 985 000,00                        | 3 985 000,00                     |
|            | <b>TOTAL GESTION DES SERVICES (70+74+75+013) (A)</b>        | <b>140 544 913,00</b>          | <b>144 076 507,00</b>               | <b>144 076 507,00</b>            |



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - VOTE DU BUDGET</b>                      | <b>II</b> |
| <b>A - SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES</b> | <b>A3</b> |

## OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE - GESTION DES SERVICES

| Art.       | Libellé   | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration |
|------------|---|--------------------------------------|---|-------------------------------------|
| 76         | PRODUITS FINANCIERS (B)   |                                      |   |                                     |
| 77         | PRODUITS EXCEPTIONNELS (C)  | 115 000,00                           | 110 000,00                                | 110 000,00                          |
| 7711       | DEDIT ET PENALITES PERCUS   | 10 000,00                            | 5 000,00                                  | 5 000,00                            |
| 7713       | LIBERALITES RECUES  |                                      |   |                                     |
| 773        | MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS) OU ATTEINTS<br>PAR DECHEANCE QUADRIENNALE           | 5 000,00                             | 5 000,00                                  | 5 000,00                            |
| 7788       | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS   | 100 000,00                           | 100 000,00                                | 100 000,00                          |
| 78         | REPRISÉS SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (D)   |                                      |   |                                     |
|            | <b>TOTAL DES RECETTES REELLES (A+B+C+D)</b>   | <b>140 659 913,00</b>                | <b>144 186 507,00</b>                     | <b>144 186 507,00</b>               |
| <b>042</b> | <b>OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>   | <b>1 070 487,00</b>                  | <b>1 013 350,00</b>                       | <b>1 013 350,00</b>                 |
| 6031       | VARIATION DE STOCKS DE MATIERES PREMIERES   |                                      |   |                                     |
| 7133       | VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS   |                                      |   |                                     |
| 7134       | VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES  |                                      |   |                                     |
| 7135       | VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS  |                                      |   |                                     |
| 72         | TRAVAUX EN REGIE  |                                      |   |                                     |
| 777        | QUOTE-PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT<br>TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT              | 1 070 487,00                         | 1 013 350,00                              | 1 013 350,00                        |
| 791        | CHARGES D'EXPLOITATION  |                                      |   |                                     |
| 796        | CHARGES FINANCIERES   |                                      |   |                                     |
| 797        | CHARGES EXCEPTIONNELLES   |                                      |   |                                     |
|            | <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>   | <b>1 070 487,00</b>                  | <b>1 013 350,00</b>                       | <b>1 013 350,00</b>                 |
|            | <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE<br/>(Opérations réelles et d'ordre)</b> | <b>141 730 400,00</b>                | <b>145 199 857,00</b>                     | <b>145 199 857,00</b>               |



|  |           |
|--|-----------|
| <b>II - VOTE DU BUDGET</b>                           | <b>II</b> |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE</b> | <b>B1</b> |

## DEPENSES

| NATURE  | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration |
|---|--------------------------------------|---|-------------------------------------|
| <b>TOTAL</b>  | <b>26 884 006,00</b>                 | <b>25 837 828,00</b>                      | <b>25 837 828,00</b>                |
| Dépenses des équipements                                  | 21 428 585,00                        | 20 402 464,00                             | 20 402 464,00                       |
| - Non individualisées en programmes d'équipement          | 21 428 585,00                        | 20 402 464,00                             | 20 402 464,00                       |
| - avec AP/CP  | 11 833 585,00                        | 9 522 464,00                              | 9 522 464,00                        |
| - hors AP/CP  | 9 595 000,00                         | 10 880 000,00                             | 10 880 000,00                       |
| - Individualisées en programmes d'équipement              |                                      |   |                                     |
| - avec AP/CP  |                                      |   |                                     |
| - hors AP/CP  |                                      |   |                                     |
| Subventions d'équipement à verser (c/204)                 |                                      |   |                                     |
| - avec AP/CP  |                                      |   |                                     |
| - hors AP/CP  |                                      |   |                                     |
| Opérations pour compte de tiers<br>(page II B6)           |                                      |   |                                     |
| Dépenses financières (page II B7)                         | 5 455 421,00                         | 5 435 364,00                              | 5 435 364,00                        |
| <b>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</b> |                                      |   |                                     |

## RECETTES

| NATURE  | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent | Propositions du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration |
|---|--------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|
| <b>TOTAL</b>  | <b>26 884 006,00</b>                 | <b>25 837 828,00</b>         | <b>25 837 828,00</b>                |
| Subventions d'investissement reçues<br>(page II B4 B5)    | 590 000,00                           | 640 000,00                   | 640 000,00                          |
| Emprunts (page II B4 B5)                                  | 7 949 212,00                         | 5 304 492,00                 | 5 304 492,00                        |
| Opérations pour compte de tiers<br>(page II B6)           |                                      |                              |                                     |
| Recettes financières (page II B7 : F+G+H+J+ 024)          | 18 344 794,00                        | 19 893 336,00                | 19 893 336,00                       |
| <b>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</b> |                                      |                              |                                     |



|   |  |  |  |           |
|---|--|--|--|-----------|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>                         |  |  |  | <b>II</b> |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT - EQUIPEMENTS</b> |  |  |  | <b>B2</b> |

**DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

| Chap./<br>art. | Libellé  | Pour mémoire<br>Budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'adm. |
|----------------|--|-------------------------------------|---|---------------------------|
|                | <b>TOTAL</b>   | <b>21 428 585,00</b>                | <b>20 402 464,00</b>                      | <b>20 402 464,00</b>      |
| <b>20</b>      | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors c/204)</b>  | <b>1 570 000,00</b>                 | <b>1 655 000,00</b>                       | <b>1 655 000,00</b>       |
| 2031           | FRAIS D'ETUDES   | 100 000,00                          | 100 000,00                                | 100 000,00                |
| 2033           | FRAIS D'INSERTION  | 55 000,00                           | 50 000,00                                 | 50 000,00                 |
| 205            | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, MARQUES PROCEDES, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES                            | 1 415 000,00                        | 1 505 000,00                              | 1 505 000,00              |
| <b>21</b>      | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>   | <b>15 467 881,00</b>                | <b>14 976 664,00</b>                      | <b>14 976 664,00</b>      |
| 2111           | TERRAINS NUS   | 20 000,00                           |   |                           |
| 21311          | CONSTRUCTIONS - BATIMENTS ADMINISTRATIFS   |                                     |   |                           |
| 21312          | CONSTRUCTIONS - CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS   | 90 000,00                           | 60 000,00                                 | 60 000,00                 |
| 2132           | CONSTRUCTIONS - BATIMENTS PRIVES   |                                     |   |                           |
| 21351          | AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS - BAT. PUBLICS  | 850 000,00                          | 350 000,00                                | 350 000,00                |
| 21531          | RESEAUX DE TRANSMISSION  | 1 987 713,00                        | 835 000,00                                | 835 000,00                |
| 21538          | AUTRES RESEAUX - Téléphonie  | 160 000,00                          | 150 000,00                                | 150 000,00                |
| 21561          | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS   | 6 609 000,00                        | 6 478 258,00                              | 6 478 258,00              |
| 21562          | MATERIEL D'INCENDIE ET DE SECOURS  | 3 140 000,00                        | 2 940 000,00                              | 2 940 000,00              |
| 21571          | ATELIERS   | 50 000,00                           | 500 000,00                                | 500 000,00                |
| 21578          | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE  | 670 000,00                          | 1 090 000,00                              | 1 090 000,00              |
| 21735          | IMMO. RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS  | 440 000,00                          | 140 000,00                                | 140 000,00                |
| 217531         | IMMO. RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - RESEAUX DE TRANSMISSION   |                                     | 100 000,00                                | 100 000,00                |
| 2182           | MATERIEL DE TRANSPORT  | 91 168,00                           | 118 406,00                                | 118 406,00                |
| 2183           | MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE   | 760 000,00                          | 1 455 000,00                              | 1 455 000,00              |
| 2184           | MOBILIER   | 600 000,00                          | 760 000,00                                | 760 000,00                |
| <b>23</b>      | <b>TRAVAUX EN COURS</b>  | <b>4 390 704,00</b>                 | <b>3 770 800,00</b>                       | <b>3 770 800,00</b>       |
| 231312         | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS   | 1 934 000,00                        | 1 642 800,00                              | 1 642 800,00              |
| 231351         | BATIMENTS PUBLICS  | 146 000,00                          | 1 228 000,00                              | 1 228 000,00              |
| 231352         | BATIMENTS PRIVES   | 200 000,00                          | 200 000,00                                | 200 000,00                |
| 231531         | RESEAUX DE TRANSMISSION  | 200 000,00                          |   |                           |
| 23172          | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - TERRAINS  |                                     |   |                           |
| 2317312        | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - CONSTRUCTIONS - BATIMENTS PUBLICS - CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS | 1 040 500,00                        | 450 000,00                                | 450 000,00                |
| 231735         | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS - GROSSES REPARATIONS                | 10 000,00                           | 150 000,00                                | 150 000,00                |
| 2317531        | RESEAUX DE TRANSMISSION - Sites mis à disposition  | 100 000,00                          |   |                           |
| 23181          | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS  |                                     |   |                           |
| 23188          | AUTRES - TRAVAUX URGENTS DE BATIMENTS  | 100 000,00                          | 100 000,00                                | 100 000,00                |
| 238            | AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES   | 660 204,00                          |   |                           |

**DEPENSES INDIVIDUALISEES EN CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

| N° | Libellé      | Pour mémoire<br>Budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'adm. |
|----|--------------|-------------------------------------|---|---------------------------|
|    | <b>TOTAL</b> |                                     |   |                           |



|  |    |
|--|----|
| <b>II - VOTE DU BUDGET</b>               | II |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT</b>      |    |
| <b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER</b> | B4 |
| <b>RECETTES D'EQUIPEMENTS</b>            | B5 |

### SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER

| Chap.<br>/art. | Libellé   | Pour mémoire<br>Budget<br>précédent | Propositions<br>du Président | Vote du Conseil<br>d'administration |
|----------------|---|-------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|
| 204            | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                      |                                     |                              |                                     |
| 2042           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE |                                     |                              |                                     |
| 2045           | FONDS DE CONCOURS                                     |                                     |                              |                                     |

### RECETTES D'EQUIPEMENT - Détail des chapitres

| Chap.<br>/art. | Libellé   | Pour mémoire<br>Budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration |
|----------------|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| 13             | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES             | 590 000,00                          | 640 000,00                                | 640 000,00                          |
| 1314           | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT TRANSFERABLES COMMUNES | 390 000,00                          | 440 000,00                                | 440 000,00                          |
| 1331           | FONDS D'AIDE A L'INVESTISSEMENT DES SDIS        | 200 000,00                          | 200 000,00                                | 200 000,00                          |
| 16             | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                   | 7 949 212,00                        | 5 304 492,00                              | 5 304 492,00                        |
| 1641           | EMPRUNTS EN EUROS                               | 7 949 212,00                        | 5 304 492,00                              | 5 304 492,00                        |
| 166            | REFINANCEMENT DE DETTE                          |                                     |   |                                     |



|  |           |
|--|-----------|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>                                    | <b>II</b> |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES</b> | <b>B7</b> |

## DETAIL PAR ARTICLES - DEPENSES

| Chap./<br>art. | Libellé  | Pour mémoire<br>Budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'adm. |
|----------------|--|-------------------------------------|---|---------------------------|
|                | <b>DEPENSES TOTALES (I)=A+B+C+D+E</b>  | <b>5 455 421,00</b>                 | <b>5 435 364,00</b>                       | <b>5 435 364,00</b>       |
|                | <b>HORS CHARGES TRANSFEREES II=A+B+C+D+E</b>                                 | <b>4 384 934,00</b>                 | <b>4 422 014,00</b>                       | <b>4 422 014,00</b>       |
| <b>16</b>      | <b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (A)</b>                                     | <b>1 935 538,00</b>                 | <b>1 955 764,00</b>                       | <b>1 955 764,00</b>       |
| 1641           | EMPRUNTS EN EUROS  | 1 935 538,00                        | 1 955 764,00                              | 1 955 764,00              |
| 166            | REFINANCEMENT DE DETTE   |                                     |   |                           |
|                | <b>AUTRES DEPENSES FINANCIERES (SOUS-TOTAL)<br/>(B)=10+13+26+27 (-C)+020</b> | <b>2 449 396,00</b>                 | <b>2 466 250,00</b>                       | <b>2 466 250,00</b>       |
| 10             | REVERSEMENT DE DOTATIONS   |                                     |   |                           |
| 13             | REMBOURSEMENT DE SUBVENTIONS   |                                     |   |                           |
| 26             | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES  |                                     |   |                           |
| 261            | TITRES DE PARTICIPATION  |                                     |   |                           |
| 266            | AUTRES FORMES DE PARTICIPATION   |                                     |   |                           |
| <b>27</b>      | <b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                                    | <b>2 449 396,00</b>                 | <b>2 466 250,00</b>                       | <b>2 466 250,00</b>       |
| 271            | ACQUISITION DE TITRES IMMOBILISES  |                                     |   |                           |
| 272            | ACQUISITION DE TITRES IMMOBILISES  |                                     |   |                           |
| 274            | PRETS ACCORDES   |                                     |   |                           |
| 275            | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES  |                                     |   |                           |
| 2763           | CREANCES SUR AUTRES COLLECTIVITES LOCALES (C)                                |                                     |   |                           |
| 2764           | CREANCES SUR DES PARTICULIERS  | 2 449 396,00                        | 2 466 250,00                              | 2 466 250,00              |
| 020            | DEPENSES IMPREVUES   |                                     |   |                           |
| <b>040</b>     | <b>TRANSFERTS ENTRE SECTIONS = D+E</b>                                       | <b>1 070 487,00</b>                 | <b>1 013 350,00</b>                       | <b>1 013 350,00</b>       |
|                | REPRISES/AUTOFINANCEMENT ANTERIEUR ET CHARGES A<br>REPARTIR (D)              | 1 070 487,00                        | 1 013 350,00                              | 1 013 350,00              |
| <b>139</b>     | <b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REPRISES AU COMPTE DE<br/>RESULTAT</b>       | <b>1 070 487,00</b>                 | <b>1 013 350,00</b>                       | <b>1 013 350,00</b>       |
| 13911          | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT - ETAT  | 4 065,00                            | 4 065,00                                  | 4 065,00                  |
| 13913          | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT - DEPARTEMENT                                   | 593 846,00                          | 593 846,00                                | 593 846,00                |
| 13914          | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT - COMMUNES                                      | 49 334,00                           | 58 167,00                                 | 58 167,00                 |
| 13931          | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT - FAI   | 423 242,00                          | 357 272,00                                | 357 272,00                |
|                | <b>CHARGES TRANSFEREES (E)<br/>TRAVAUX EN REGIE</b>                          |                                     |   |                           |



|  |    |
|--|----|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>                                    | II |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES</b> | B7 |

**DETAIL PAR ARTICLES - RECETTES**

| Chap./<br>art. | Libellé  | Pour mémoire<br>Budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du<br>Conseil d'adm. |
|----------------|--|-------------------------------------|---|---------------------------|
|                | <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) (III)=F+G+H+J</b>   | <b>18 344 794,00</b>                | <b>19 893 336,00</b>                      | <b>19 893 336,00</b>      |
|                | <b>RESSOURCES PROPRES EXTERNES (F)</b>   | <b>3 829 821,00</b>                 | <b>4 380 000,00</b>                       | <b>4 380 000,00</b>       |
| 10221          | DGE  |                                     |   |                           |
| 10222          | F.C.T.V.A.   | 3 829 821,00                        | 4 380 000,00                              | 4 380 000,00              |
|                | <b>AUTRES RECETTES FINANCIERES (G)</b>   |                                     |   |                           |
| 274            | REMBOURSEMENT DE PRÊTS   |                                     |   |                           |
| 024            | PRODUIT DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS  | 125 000,00                          |   |                           |
|                | <b>040 TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (H)</b>   | <b>13 000 000,00</b>                | <b>14 500 000,00</b>                      | <b>14 500 000,00</b>      |
| 28             | <b>AMORTISSEMENTS DES IMMO. CORPORELLES</b>  | <b>13 000 000,00</b>                | <b>14 500 000,00</b>                      | <b>14 500 000,00</b>      |
| 28031          | FRAIS D'ETUDE  |                                     |   |                           |
| 28033          | FRAIS D'INSERTION  |                                     |   |                           |
| 28042          | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT VERSEES AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE                                   |                                     |   |                           |
| 28044          | SUBVENTION D'EQUIPEMENT EN NATURE  |                                     |   |                           |
| 28045          | FONDS DE CONCOURS  |                                     |   |                           |
| 2805           | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVES, LICENCES, MARQUES, PROCEDES. DROITS ET VALEURS SIMILAIRES |                                     |   |                           |
| 281531         | RESEAUX DE TRANSMISSION  |                                     |   |                           |
| 281561         | MATERIEL ROULANT D'INCENDIE ET DE SECOURS  | 13 000 000,00                       | 14 500 000,00                             | 14 500 000,00             |
| 281562         | MATERIEL D'INCENDIE ET DE SECOURS  |                                     |   |                           |
| 281571         | MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE - ATELIERS   |                                     |   |                           |
| 281578         | MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE - AUTRES   |                                     |   |                           |
| 28182          | MATERIEL DE TRANSPORT  |                                     |   |                           |
| 28183          | MATERIEL INFORMATIQUE  |                                     |   |                           |
| 28184          | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER   |                                     |   |                           |
| 28188          | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES   |                                     |   |                           |
| 021            | <b>VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (J)</b>  | <b>1 389 973,00</b>                 | <b>1 013 336,00</b>                       | <b>1 013 336,00</b>       |

**Pour information : autres ressources financières ne faisant pas partie des ressources propres**

| <b>Montant total</b> |  |
|----------------------|--|
| 16449                | OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRESORERIE |
| 166                  | REFINANCEMENT DE DETTES  |

|   | <b>Montant</b>       |
|---|----------------------|
| Dépenses financières hors dépenses des c/16449 et c/166                                   | 5 435 364,00         |
| Recettes financières  | 19 893 336,00        |
| <b>Solde (recettes - dépenses) (1)</b>  | <b>14 457 972,00</b> |
| <b>Solde net hors créances s/ autres collectivités (C) et charges transférées (E) (2)</b> | <b>14 457 972,00</b> |

(1) Indiquer le signe algébrique

(2) Ces créances et charges pouvant être financées par emprunt



|   |  |  |  |           |
|---|--|--|--|-----------|
| <b>II- VOTE DU BUDGET</b>   |  |  |  | <b>II</b> |
| <b>B - SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS PATRIMONIALES</b><br>(opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement) |  |  |  | <b>B8</b> |

| Art.<br>(1) | Libellé   | Pour mémoire,<br>budget<br>précédent | Propositions<br>nouvelles du<br>Président | Vote du Conseil<br>d'administration |
|-------------|---|--------------------------------------|---|-------------------------------------|
| <b>041</b>  | <b>DEPENSES</b>   | <b>0,00</b>                          | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                         |
| 10          | DOTATIONS, FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT  |                                      |   |                                     |
| 1021        | DOTATIONS   |                                      |   |                                     |
| 20          | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES   |                                      |   |                                     |
| 2044        | SUBVENTION D'EQUIPEMENT EN NATURE   |                                      |   |                                     |
| 21          | IMMOBILISATIONS CORPORELLES   |                                      |   |                                     |
| 2111        | TERRAINS NUS  |                                      |   |                                     |
| 217312      | IMMOBILISATIONS RECUES AU TITRE D'UNE MISE A DISPOSITION - CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS |                                      |   |                                     |
| <b>041</b>  | <b>RECETTES</b>   | <b>0,00</b>                          | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                         |
| 21          | IMMOBILISATIONS CORPORELLES   |                                      |   |                                     |
| 21312       | CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS  |                                      |   |                                     |
| 21561       | MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS  |                                      |   |                                     |
| 23          | IMMOBILISATIONS EN COURS  |                                      |   |                                     |
| 238         | AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES                      |                                      |   |                                     |
| 27          | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES  |                                      |   |                                     |
| 27634       | CREANCES SUR DES COLLECTIVITES PUBLIQUES  |                                      |   |                                     |



# ANNEXES

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU RHONE

III - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE

| 164   | Objet de la dette                             | Organisme prêteur          | TAUX    |           |           | Périodicité (4) | Date de la 1ère échéance | DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE | DETTE EN CAPITAL AU 31/12/N-1 | ICNE N            | ANNUITE A PAYER DANS L'EXERCICE |                     |
|---|---|----------------------------|---------|-----------|-----------|-----------------|--------------------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------|
|   |   |                            | FRV (1) | Index (2) | Marge (3) |                 |                          |                              |                               |                   | Taux                            | Intérêts (5)        |
| <b>Emprunts auprès d'établissements de crédit</b> |   |                            |         |           |           |                 |                          |                              |                               |                   |                                 |                     |
|   | Programme d'investissement 1999               | Société Générale           | F       |           |           | T               | 2000                     | 10 061 635,14                | 4 829 122,90                  |                   | 203 855,45                      | 555 879,87          |
|   | Refinancement Programme d'investissement 1999 | Crédit Agricole Centre Est | F       |           |           | A               | 2006                     | 12 136 595,32                | 8 303 986,30                  | 170 519,69        | 293 961,13                      | 638 768,17          |
|   | Programme d'investissement 2005               | Société Générale           | F       |           |           | T               | 2006                     | 9 000 000,00                 | 7 522 293,41                  |                   | 273 028,14                      | 278 708,02          |
| 1511  | Programme d'investissement 2007               | Dexia CI                   | F       |           |           | A               | 2008                     | 5 000 000,00                 | 4 476 822,97                  |                   | 213 992,14                      | 90 407,92           |
|   | Programme d'investissement 2009               | Caisse d'Epargne           | F       |           |           | T               | 2010                     | 6 000 000,00                 | 5 166 000,00                  |                   | 192 369,91                      | 392 000,00          |
| <b>TOTAL</b>                                      |   |                            |         |           |           |                 |                          | <b>42 198 230,46</b>         | <b>30 298 225,58</b>          | <b>170 519,69</b> | <b>1 177 206,77</b>             | <b>1 955 763,98</b> |

(1) Indiquer F pour taux fixe, R pour taux réversible, V pour variable

(2) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : EURIBOR 3 mois)

(3) Marge appliquée à l'index retenu

(4) Indiquer A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel, M pour mensuel, X pour autres (préciser)

(5) Dont intérêts capitalisés

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE

| ETAT DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE DU RISQUE FINANCIER |                       |                 |                  |                   |                                  |   |   |                   |                     |   |
|--|-----------------------|-----------------|------------------|-------------------|----------------------------------|---|---|-------------------|---------------------|---|
| Nature du contrat                                      | Organisme contractant | Date du contrat | Durée du contrat | Date de règlement | Montant de la dette couverte (1) | Montant maximum autorisé pour l'année N | Charges financières constatées à la conclusion du contrat |                   |                     | Pertes et profits constatés pendant la durée du contrat (cumul) |
|  |                       |                 |                  |                   |                                  |   | Encours + emprunts de l'exercice                          | Prime d'assurance | Commissions divites |   |
|  |                       |                 |                  |                   |                                  |   |   |                   |                     |   |

TABLEAU RECAPITULATIF DES LIGNES COMPOSANT LE NOTIONNEL DE REFERENCE

| N° du contrat | Montant initial | Durée | Type de taux (1) | Taux  | Indice de référence (2) | Profil d'amort. (3) | Date de la 1ère échéance | Capital restant dû au 31/12/N-1 | Annuité N           |                     | Total               |
|---------------|-----------------|-------|------------------|-------|-------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
|               |                 |       |                  |       |                         |                     |                          |                                 | Intérêts            | Capital             |                     |
| 1             | 10 061 635,14   | 20    | F                | 4,41% |                         | EC                  | 27/02/2000               | 4 829 122,90                    | 203 855,45          | 555 879,87          | 759 735,32          |
| (2) 5         | 12 136 595,32   | 19    | F                | 3,54% |                         | CC                  | 15/05/2006               | 8 303 986,30                    | 293 961,13          | 638 768,17          | 932 729,30          |
| 4             | 9 000 000,00    | 25    | F                | 3,62% |                         | EC                  | 30/03/2006               | 7 522 293,41                    | 273 028,14          | 278 708,02          | 551 736,16          |
| 6             | 5 000 000,00    | 30    | F                | 4,78% |                         | EC                  | 01/03/2008               | 4 476 822,97                    | 213 992,14          | 90 407,92           | 304 400,06          |
| 7             | 6 000 000,00    | 20    | F                | 3,77% |                         | AD                  | 25/03/2010               | 5 166 000,00                    | 192 369,91          | 392 000,00          | 584 369,91          |
| <b>TOTAL</b>  |                 |       |                  |       |                         |                     |                          | <b>30 298 225,58</b>            | <b>1 177 206,77</b> | <b>1 955 763,98</b> | <b>3 132 970,75</b> |

(1) Type de taux : TF (fixe) ; TV (variable) ; TR (révisable)

(2) Indice de référence : marché monétaire (EONIA, TAM, TIOP, ...), obligataire (IEC, TMO, TME), international (EURIBOR)

(3) Profil d'amortissement : Echéances constantes (EC), capital constant (CC), amortissement dégressif (AD) in fine, différé total)

| III - ANNEXES                        |  |
|--------------------------------------|--|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE |  |

| EMPRUNTS ANCIENS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N |                   |                   |      |  |       |       |             |  |            |                               |                              |       |                                 |         |  |
|---|-------------------|-------------------|------|--|-------|-------|-------------|--|------------|-------------------------------|------------------------------|-------|---------------------------------|---------|--|
| Année d'enc.                                      | Objet de la dette | Organisme prêteur | TAUX |  | Index | Marge | Périodicité | Date de la 1 <sup>ère</sup> année de remboursement |            | DETTES EN CAPITAL A L'ORIGINE | DETTES EN CAPITAL AU 31/12/N | ICM N | ANNUITE A PAYER DANS L'EXERCICE |         |  |
|   |                   |                   | FRV  |  |       |       |             | de l'intérêt                                       | du capital |                               |                              |       | Intérêts                        | Capital |  |
|   |                   |                   |      |  |       |       |             |  |            |                               |                              |       |                                 |         |  |

| EMPRUNTS DE REMPLACEMENT OU DE REFINANCEMENT RECUS AU COURS DE L'ANNEE N |                   |                   |      |  |       |       |             |  |            |                               |                              |       |                                 |         |  |
|--|-------------------|-------------------|------|--|-------|-------|-------------|--|------------|-------------------------------|------------------------------|-------|---------------------------------|---------|--|
| Année d'enc.   | Objet de la dette | Organisme prêteur | TAUX |  | Index | Marge | Périodicité | Date de la 1 <sup>ère</sup> année de remboursement |            | DETTES EN CAPITAL A L'ORIGINE | DETTES EN CAPITAL AU 31/12/N | ICM N | ANNUITE A PAYER DANS L'EXERCICE |         |  |
|  |                   |                   | FRV  |  |       |       |             | de l'intérêt                                       | du capital |                               |                              |       | Intérêts                        | Capital |  |
|  |                   |                   |      |  |       |       |             |  |            |                               |                              |       |                                 |         |  |

| CREDITS DE TRESORERIE             |   |                                      |                          |                                |                                 |
|-----------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| Nature                            | Date de la délibération autorisant la ligne de trésorerie | Montant maximum autorisé au 1/01/N-1 | Montant des tirages N -1 | Montant des remboursements N-1 | Montant restant dû au 31/12/N-1 |
| 5191 Avances du Trésor            |   |                                      |                          |                                |                                 |
| 5192 Avances de trésorerie        |   | 8 000 000,00                         | 1 902 000,00             | 1 902 000,00                   | 0,00                            |
| 5193 Autres crédits de trésorerie |   |                                      |                          |                                |                                 |



III - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETATS DES PROVISIONS

ETATS DE REPARTITION DES CHARGES

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/2011

| Nature de la provision             | Objet de la provision | Date de la constitution de la provision | Montant de la provision au 1/1/N | Montant des utilisations ou reprises | SOLDE |
|------------------------------------|-----------------------|---|----------------------------------|--------------------------------------|-------|
| Provisions pour risques et charges |                       |   |                                  |                                      |       |
|                                    |                       |   |                                  |                                      |       |
|                                    |                       |   |                                  |                                      |       |

PROVISIONS NOUVELLES

| Nature | Objet | Montant |
|--------|-------|---------|
|        |       |         |
|        |       |         |
|        |       |         |

ETATS DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 | Montant de la dotation aux amort. De l'exercice (c/6812) |
|----------|---------------------------------|----------------------|-------------------------|--|--|
| TOTAL    |                                 |                      |                         |  |  |
|          |                                 |                      |                         |  |  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  | MONTANT DES CP  |  |                                     |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 9 149 000,00                                | 0,00                     | 9 149 000,00   | 9 057 892,10  | 17 800,00  | 73 307,90                           | 0,00   |
| Construction de casernements                            | 9 149 000,00                                |                          | 9 149 000,00   | 9 057 892,10  | 17 800,00  | 73 307,90                           | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2003</b>                                    | 9 149 000,00                                | 0,00                     | 9 149 000,00   | 9 057 892,10  | 17 800,00  | 73 307,90                           | 0,00   |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 5 383 000,00                                | 0,00                     | 5 383 000,00   | 5 019 045,98  | 150 000,00   | 213 954,02                          | 0,00   |  |
| Construction de casernements                            | 2 786 000,00                                |                          | 2 786 000,00   | 2 656 636,01  | 0,00   | 129 363,99                          | 0,00   |  |
| Rénovation de casernements                              | 2 597 000,00                                |                          | 2 597 000,00   | 2 362 409,97  | 150 000,00   | 84 590,03                           | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2004</b>                                    | <b>5 383 000,00</b>                         | <b>0,00</b>              | <b>5 383 000,00</b>                                      | <b>5 019 045,98</b>   | <b>150 000,00</b>                                    | <b>213 954,02</b>                   | <b>0,00</b>                                  |  |

### III - ANNEXES - ENGAGEMENTS

#### AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

#### SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  | MONTANT DES CP  |  |                                     |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 14 875 752,43                               | 0,00                     | 14 875 752,43  | 14 042 981,95   | 325 000,00   | 507 770,48                          | 0,00   |
| Construction de casernements                            | 14 365 752,43                               |                          | 14 365 752,43  | 13 533 295,11   | 325 000,00   | 507 457,32                          | 0,00   |
| Rénovation de casernements                              | 510 000,00                                  |                          | 510 000,00   | 509 686,84  | 0,00   | 313,16                              | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2005</b>                                    | <b>14 875 752,43</b>                        | <b>0,00</b>              | <b>14 875 752,43</b>                                     | <b>14 042 981,95</b>  | <b>325 000,00</b>                                    | <b>507 770,48</b>                   | <b>0,00</b>                                  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 2 834 000,00                                | 0,00                     | 2 834 000,00   | 2 200 503,95  | 300 000,00   | 333 496,05                          | 0,00   |  |
| Rénovation de casernements                              | 2 834 000,00                                |                          | 2 834 000,00   | 2 200 503,95  | 300 000,00   | 333 496,05                          | 0,00   |  |
| <i>Total réseaux de transmission</i>                    | 9 800 000,00                                |                          | 9 800 000,00   | 9 051 677,77  | 385 000,00   | 363 322,23                          | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2006</b>                                    | <b>12 634 000,00</b>                        | <b>0,00</b>              | <b>12 634 000,00</b>                                     | <b>11 252 181,72</b>  | <b>685 000,00</b>                                    | <b>696 818,28</b>                   | <b>0,00</b>                                  |  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP                              |                          |  | MONTANT DES CP  |  |                                     |  |
|---|---|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | Pour mémoire AP votée y compris ajustements | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 615 000,00                                  | 0,00                     | 615 000,00   | 606 396,64  | 8 000,00   | 603,36                              | 0,00   |
| Rénovation de casernements                              | 615 000,00                                  |                          | 615 000,00   | 606 396,64  | 8 000,00   | 603,36                              | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2007</b>                                    | <b>615 000,00</b>                           | <b>0,00</b>              | <b>615 000,00</b>  | <b>606 396,64</b>   | <b>8 000,00</b>                                      | <b>603,36</b>                       | <b>0,00</b>                                  |



**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS  
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP              | MONTANT DES AP      |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |
|---|---------------------|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | AP votée            | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations y cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>   | 5 000 000,00        | 0,00                     | 5 000 000,00   | 4 820 859,85  | 0,00   | 179 140,15                          | 0,00   |
| Acquisition de véhicules d'intervention | 5 000 000,00        |                          | 5 000 000,00   | 4 820 859,85  | 0,00   | 179 140,15                          | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2008</b>                    | <b>5 000 000,00</b> | <b>0,00</b>              | <b>5 000 000,00</b>                                      | <b>4 820 859,85</b>   | <b>0,00</b>  | <b>179 140,15</b>                   | <b>0,00</b>                                  |

**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP       |                          |  | MONTANT DES CP  |  |                                     |  |
|---|----------------------|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | AP votée             | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au delà de N+1) |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>                   | 7 442 607,14         | 0,00                     | 7 442 607,14   | 5 318 998,45  | 835 258,00   | 1 288 350,69                        | 0,00   |
| Acquisition de véhicules d'intervention                 | 7 442 607,14         |                          | 7 442 607,14   | 5 318 998,45  | 835 258,00   | 1 288 350,69                        | 0,00   |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 8 590 000,00         | 0,00                     | 8 590 000,00   | 1 493 143,78  | 1 300 000,00   | 5 796 856,22                        | 0,00   |
| Construction de casernements                            | 7 500 000,00         |                          | 7 500 000,00   | 404 198,64  | 1 300 000,00   | 5 795 801,36                        | 0,00   |
| Rénovation de casernements                              | 1 090 000,00         |                          | 1 090 000,00   | 1 088 945,14  | 0,00   | 1 054,86                            | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2009</b>                                    | <b>16 032 607,14</b> | <b>0,00</b>              | <b>16 032 607,14</b>                                     | <b>6 812 142,23</b>   | <b>2 135 258,00</b>                                  | <b>7 085 206,91</b>                 | <b>0,00</b>                                  |



**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                 | MONTANT DES AP      |                          |  |   | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |  |
|--|---------------------|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|--|
|  | AP votée            | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |  |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>      | 7 208 873,53        | 0,00                     | 7 208 873,53   | 5 305 104,59  | 538 450,00   | 1 365 318,94                        | 0,00   |  |
| Acquisition de véhicules d'intervention    | 6 981 810,80        |                          | 6 981 810,80   | 5 144 886,83  | 493 000,00   | 1 343 923,97                        | 0,00   |  |
| Acquisition de véhicules hors intervention | 227 062,73          |                          | 227 062,73   | 160 217,76  | 45 450,00  | 21 394,97                           | 0,00   |  |
| <b>TOTAL AP 2010</b>                       | <b>7 208 873,53</b> | <b>0,00</b>              | <b>7 208 873,53</b>                                      | <b>5 305 104,59</b>   | <b>538 450,00</b>                                    | <b>1 365 318,94</b>                 | <b>0,00</b>                                  |  |

### III - ANNEXES - ENGAGEMENTS

#### AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

##### SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                              | MONTANT DES AP       |                          |  | MONTANT DES CP  |  |                                     |  |
|---|----------------------|--------------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|
|   | AP votée             | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>                   | 6 189 346,00         | 0,00                     | 6 189 346,00   | 1 200 922,62  | 2 900 000,00   | 2 088 423,38                        | 0,00   |
| Acquisition de véhicules d'intervention                 | 6 163 178,00         |                          | 6 163 178,00   | 1 183 204,62  | 2 900 000,00   | 2 079 973,38                        | 0,00   |
| Acquisition de véhicules hors intervention              | 26 168,00            |                          | 26 168,00  | 17 718,00   | 0,00   | 8 450,00                            | 0,00   |
| <i>Total construction et rénovation de casernements</i> | 9 150 000,00         | 0,00                     | 9 150 000,00   | 220 000,00  | 490 000,00   | 8 440 000,00                        | 0,00   |
| Construction de casernements                            | 2 400 000,00         |                          | 2 400 000,00   | 70 000,00   |  | 2 330 000,00                        | 0,00   |
| Rénovation de casernements                              | 6 750 000,00         |                          | 6 750 000,00   | 150 000,00  | 490 000,00   | 6 110 000,00                        | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2011</b>                                    | <b>15 339 346,00</b> | <b>0,00</b>              | <b>15 339 346,00</b>                                     | <b>1 420 922,62</b>   | <b>3 390 000,00</b>                                  | <b>10 528 423,38</b>                | <b>0,00</b>                                  |



**III - ANNEXES - ENGAGEMENTS**  
**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| NUMERO OU INTITULE DE L'AP                 | MONTANT DES AP      |                          |  | MONTANT DES CP                                       |                                     |  |
|--|---------------------|--------------------------|--|--|-------------------------------------|--|
|  | AP votée            | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| <i>Total acquisition de véhicules</i>      | 6 922 156,00        | 0,00                     | 6 922 156,00   | 2 233 488,00   | 4 688 668,00                        | 0,00   |
| Acquisition de véhicules d'intervention    | 6 888 668,00        |                          | 6 888 668,00   | 2 200 000,00   | 4 688 668,00                        | 0,00   |
| Acquisition de véhicules hors intervention | 33 488,00           |                          | 33 488,00  | 33 488,00  | 0,00                                | 0,00   |
| <b>TOTAL AP 2012</b>                       | <b>6 922 156,00</b> | <b>0,00</b>              | <b>6 922 156,00</b>                                      | <b>2 233 488,00</b>                                  | <b>4 688 668,00</b>                 | <b>0,00</b>                                  |

III - ANNEXES

ETAT DES METHODES UTILISEES

METHODES UTILISEES

| PROCEDURE     | CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION                                      | Délibération |
|---------------|--|--------------|
| AMORTISSEMENT | Biens de faibles valeurs :   | D/10- 12/07  |
|               | Seuil d'amortissement sur un an : 1 500 €                              |              |
|               | -----  |              |
|               | Catégories de biens amortis :  | D/03 - 11/11 |
|               | Logiciels  | 2            |
|               | Informatique et téléphonie   | 5            |
|               | Audio visuel   | 5            |
|               | Pédagogique  | 5            |
|               | Matériel reprographie  | 5            |
|               | Entraînement physique  | 5            |
|               | Assèchement  | 7            |
|               | Détection  | 7            |
|               | Eclairage  | 7            |
|               | Explosimètre   | 7            |
|               | Secourisme   | 7            |
|               | Radio et moyen d'alerte, transmission                                  | 7            |
|               | Désincarcération   | 9            |
|               | Station fixe compression air ou oxygène                                | 10           |
|               | Outillage et petit matériel de bureau                                  | 10           |
|               | Matériel médical   | 10           |
|               | Matériel culinaire   | 10           |
|               | Appareils respiratoires  | 12           |
|               | Doseurs émulseurs  | 12           |
|               | Lances   | 12           |
|               | Tuyaux, pièces de jonction, accessoires hydrauliques                   | 12           |
|               | Moteurs de bateaux   | 12           |
|               | Parcours sportif spécialisé  | 18           |
|               | Tous biens inférieurs à 500 €  | 1            |
|               | Mobilier de bureau   | 12           |
|               | Mobilier technique opérationnel  | 10           |
|               | Véhicule atelier transmission  | 6            |
|               | Véhicule formation secourisme  | 6            |
|               | Véhicule de commandement opérationnel                                  | 6            |
|               | VSAB   | 10           |
|               | Véhicules interventions diverses                                       | 10           |
|               | Véhicule léger fonctionnel   | 10           |
|               | Camion de maintenance logistique                                       | 6            |
|               | Camion citerne   | 15           |
|               | Camion incendie tout-terrain   | 15           |
|               | Camion grue  | 20           |
|               | Fourgon pompe  | 15           |
|               | Fourgon inférieur à 3,5 tonnes   | 10           |
|               | Véhicule de secours supérieur à 3,5 tonnes                             | 15           |
|               | Echelle pivotante  | 20           |
|               | Engin grande puissance pousse, poudre                                  | 20           |
|               | Remorque : motopompe, pousse, poudre, ventilation, désincarcération    | 18           |
|               | Dévidoir automobile  | 20           |
|               | Berce spécialisée  | 20           |
|               | Embarcation pneumatique  | 10           |
|               | Embarcation plastique  | 20           |
|               | Embarcation métallique motorisée permanente                            | 25           |
|               | Embarcation aluminium à rame   | 30           |
|               | Etudes   | 5            |
|               | Frais de recherche   | 5            |
|               | Bâtiments (réalisés par le SDIS après le 1 <sup>er</sup> janvier 2004) | 30           |

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU RHONE

III - ANNEXES

SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

| ARTICLE               | SUBVENTION              | OBJET                        | NOM DE L'ORGANISME  | NATURE JURIDIQUE DE L'ORGANISME | MONTANT DE LA SUBVENTION |
|-----------------------|-------------------------|------------------------------|---|---------------------------------|--------------------------|
| <b>FONCTIONNEMENT</b> |                         |                              |   |                                 |                          |
| 6574                  | Convention du 6/03/02   | Subvention de fonctionnement | CASC du SDIS du Rhône                                     | Association                     | 1 575 963,00             |
| 6574                  | Délibération/11- 02/04  | Subvention de fonctionnement | Jeunes sapeurs-pompiers                                   | Association                     | 16 840,00                |
| 6574                  | Délibération/11- 02/04  | Subvention de fonctionnement | Union départementale du Rhône                             | Association                     | 6 000,00                 |
| 6574                  | Délibération/11 - 02/04 | Subvention de fonctionnement | Œuvre des pupilles  | Association                     | 1 500,00                 |
| 6574                  | Arrêté n° 11/04/03      | Subvention de fonctionnement | CFE-CGC Avenir Secours                                    | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                  | Arrêté n° 11/10/07      | Subvention de fonctionnement | Syndicat CGT des SPP du Grand Lyon Rhône                  | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                  | Arrêté n° 11/03/01      | Subvention de fonctionnement | CFTC SNSPP Rhône<br>Syndicat national des SPP             | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                  | Arrêté n° 11/04/02      | Subvention de fonctionnement | Syndicat CGT personnel<br>SDIS adm. et technique<br>Rhône | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                  | Arrêté n° 11/03/02      | Subvention de fonctionnement | Syndicat Sud SPP/PATS<br>SDIS du Rhône                    | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                  | Arrêté n° 11/03/03      | Subvention de fonctionnement | Syndicat Force ouvrière                                   | Syndicat                        | 1 000,00                 |
| 6574                  | Arrêté n° 11/01/22      | Subvention de fonctionnement | Syndicat Autonome   | Syndicat                        | 1 000,00                 |

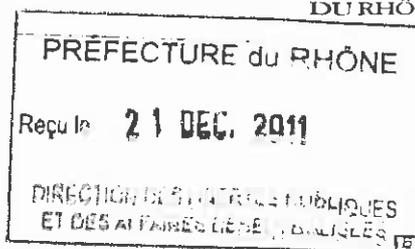
(Montants des subventions versées en 2011)

**III - ANNEXES**
**ETAT DU PERSONNEL AU 31 décembre 2011**

| GRADES OU EMPLOIS                               | CATEGORIES | POSTES BUDGETAIRES | Dont : TEMPS NON COMPLET | Dont : MIS A DISPOSITION | POSTES POURVUS par effectifs fonctionnaires | POSTES POURVUS par effectifs non-titulaires |
|---|------------|--------------------|--------------------------|--------------------------|---|---|
| <b>SERVICES GENERAUX</b>                        |            | <b>1375</b>        | <b>0</b>                 | <b>5</b>                 | <b>1249</b>                                 | <b>0</b>                                    |
| Colonel   | A          | 6                  |                          | 1                        | 6   |   |
| Lieutenant-colonel                              | A          | 21                 |                          |                          | 21  |   |
| Commandant                                      | A          | 28                 |                          | 2                        | 28  |   |
| Capitaine                                       | A          | 49                 |                          | 1                        | 48  |   |
| Lieutenant                                      | B          | 111                |                          | 1                        | 60  |   |
| Major   | B          |                    |                          |                          | 44  |   |
| Adjudant  | C          | 290                |                          |                          | 290   |   |
| Sergent   | C          | 870                |                          |                          | 482   |   |
| Caporal   | C          |                    |                          |                          | 245   |   |
| Sapeur  | C          |                    |                          |                          | 25  |   |
| <b>SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL</b>   |            | <b>25</b>          | <b>0</b>                 | <b>0</b>                 | <b>23</b>                                   | <b>0</b>                                    |
| Médecin de classe exceptionnelle                | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Médecin hors classe                             | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Médecin de 1ère classe                          | A          | 7                  |                          |                          | 5   |   |
| Médecin de 2ème classe                          | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Pharmacien de classe exceptionnelle             | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Pharmacien hors classe                          | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Pharmacien de 1ère classe                       | A          | 2                  |                          |                          | 2   |   |
| Pharmacien de 2ème classe                       | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Infirmier d'encadrement                         | A          | 6                  |                          |                          | 6   |   |
| Infirmier chef                                  | B          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Infirmier principal                             | B          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Infirmier                                       | B          | 6                  |                          |                          | 6   |   |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE (1)</b>               |            | <b>191</b>         | <b>0</b>                 | <b>2</b>                 | <b>182</b>                                  | <b>5</b>                                    |
| Administrateur territorial                      | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Attaché / Directeur territorial                 | A          | 30                 |                          | 1                        | 26  | 4   |
| Rédacteur territorial                           | B          | 31                 |                          | 1                        | 26  | 1   |
| Adjoint administratif                           | C          | 129                |                          |                          | 129   |   |
| <b>TECHNIQUE (2)</b>                            |            | <b>159</b>         | <b>0</b>                 | <b>4</b>                 | <b>137</b>                                  | <b>13</b>                                   |
| Ingénieur territorial                           | A          | 21                 |                          |                          | 16  | 5   |
| Technicien territorial                          | B          | 31                 |                          |                          | 19  | 8   |
| Agent de maîtrise                               | C          | 24                 |                          |                          | 21  |   |
| Adjoint technique                               | C          | 83                 |                          | 4                        | 82  |   |
| <b>SOCIALE (3)</b>                              |            | <b>1</b>           |                          |                          | <b>1</b>                                    | <b>0</b>                                    |
| Conseiller socio-éducatif                       | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| Assistants socio-éducatifs                      | B          |                    |                          |                          |   |   |
| <b>MEDICO-SOCIALE (4)</b>                       |            |                    |                          |                          |   |   |
| Médecin territorial                             | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Infirmière territoriale                         | B          |                    |                          |                          |   |   |
| <b>MEDICO-TECHNIQUE (5)</b>                     |            | <b>1</b>           | <b>0</b>                 | <b>0</b>                 | <b>1</b>                                    | <b>0</b>                                    |
| Biologiste, vétérinaire, pharmacien 2ème classe | A          | 1                  |                          |                          | 1   |   |
| <b>SPORTIVE (6)</b>                             |            |                    |                          |                          |   |   |
| <b>CULTURELLE (7)</b>                           |            | <b>1</b>           | <b>0</b>                 | <b>1</b>                 | <b>1</b>                                    | <b>0</b>                                    |
| Conservateur du patrimoine                      | A          |                    |                          |                          |   |   |
| Assitant de conservation du patrimoine          | B          | 1                  |                          | 1                        | 1   |   |
| <b>ANIMATION (8)</b>                            |            |                    |                          |                          |   |   |
| <b>EMPLOIS NON CITES (9)</b>                    |            | <b>0</b>           |                          |                          | <b>0</b>                                    | <b>0</b>                                    |
| Apprenti  |            |                    |                          |                          |   |   |
| <b>TOTAL (1+2+3+4+5+6+7+8+9)</b>                |            | <b>1753</b>        | <b>0</b>                 | <b>12</b>                | <b>1594</b>                                 | <b>18</b>                                   |



SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE



## DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION 16 DECEMBRE 2011

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES  
GROUPEMENT AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES ET MARCHES

NUMERO **D/11 - 12/ 02**

OBJET **Compte-rendu des décisions prises en matière contentieuse par le président depuis le 10 décembre 2010**

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Par délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2011 – n° D/11-07/03, notre assemblée m'a accordé délégation pour agir au nom du SDIS du Rhône devant les différentes juridictions, aussi bien en action qu'en défense.

Aux termes de cette délibération, je suis tenu de vous rendre compte annuellement des décisions prises en vertu de cette délégation.

Je vous invite donc à prendre connaissance des différentes décisions que j'ai prises depuis le 10 décembre 2010, date du dernier compte-rendu présenté devant le conseil d'administration et qui a fait l'objet de la délibération n° D/10-12/01.

Pour les décisions prises avant la délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2011, la délégation d'agir en justice m'avait été confiée par la délibération du conseil d'administration n° D/08-06/02 du 27 juin 2008.

### Contentieux administratif :

**Contentieux MELET - Tribunal administratif de Lyon :** défense du SDIS dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir du 12 janvier 2011 au terme duquel monsieur Jérôme MELET sollicite l'annulation de la décision du 4 novembre 2010 refusant de reconnaître imputable au service un accident du 6 janvier 2010 et de l'arrêté du 16 novembre 2010 plaçant l'intéressé en congé de maladie ordinaire à plein traitement à compter du 15 février au 15 mai 2010 puis à demi-traitement du 16 mai au 5 novembre 2010.



Par requête en référé du 2 février 2011, monsieur MELET avait demandé la suspension des deux décisions précitées. Par ordonnance du 22 février 2011, le juge des référés a rejeté la requête au motif que la situation d'urgence n'était pas établie par le requérant.

**Contentieux MELET - Tribunal administratif de Lyon :** défense du SDIS dans le cadre d'un référé expertise médicale introduit le 10 mai 2011 par monsieur Jérôme MELET.

**Contentieux Amicale laïque des œuvres scolaires et post scolaires de Saint-Genis Laval / MAIF - Tribunal administratif de Lyon :** défense du SDIS dans le cadre d'un recours en indemnisation introduit le 20 janvier 2011 par les requérants à la suite de l'incendie qui a affecté le 24 novembre 2005 un bâtiment d'habitation sur la commune de Saint-Genis-Laval.

**Contentieux RONDAN - Tribunal administratif de Lyon :** défense du SDIS dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir du 10 février 2011 au terme duquel monsieur François RONDAN sollicite l'annulation de la délibération D/10-12/12 du 10 décembre 2010 du conseil d'administration portant mesures relatives au logement en casernement des sapeurs-pompiers professionnels, au logement par nécessité absolue de service hors casernement et au logement par utilité de service.

**Contentieux BARNIER/ CHABBOUH/ DESSERTINE/ LEBRUN/ RENOUD/ ROY et TERRIS - Tribunal administratif de Lyon :** défense du SDIS dans le cadre de recours pour excès de pouvoir exercés le 10 février 2011 par sept sapeurs-pompiers professionnels qui sollicitent l'annulation des décisions implicites de rejet opposées par l'établissement à leurs demandes d'attribution d'une NBI de 15 points prévue par le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 au titre de l'encadrement de proximité d'une équipe à vocation technique d'au moins cinq agents.

**Contentieux Mutuelles du Mans Assurances / Rochon du Verdier - Tribunal administratif de Lyon :** requête du 17 mars 2011 du SDIS du Rhône afin que soit réformée l'ordonnance du 17 février 2011 par laquelle le tribunal avait mis à la charge de l'établissement le règlement des frais et honoraires de l'expert s'élevant à la somme de 5785,17 € à la suite de l'expertise judiciaire organisée après l'incendie du 9 décembre 2009 ayant affecté une maison d'habitation sur la commune de La Mulatière.

Par jugement du 29 septembre 2011, le tribunal administratif de Grenoble devant lequel l'affaire avait été renvoyé a rejeté la requête du SDIS et a condamné l'établissement à verser la somme de 500 € chacun aux époux ROCHON DU VERDIER et aux Mutuelles du Mans Assurances.

**Contentieux AILHAUD - Tribunal administratif de Lyon :** défense du SDIS dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir du 22 avril 2011 aux termes duquel madame Françoise AILHAUD demande l'annulation de l'arrêté du 24 février 2011 qui fixe son régime indemnitaire.

### Contentieux pénal :

**Contentieux SEYDOUX – Maison de justice et du droit de Lyon 8<sup>ème</sup> :** constitution de partie civile du SDIS du Rhône dans le cadre d'une procédure de composition pénale à la suite de l'escroquerie dont a été victime l'établissement. A l'audience du 7 février 2011, le délégué du Procureur de la République a décidé que le mis en cause devrait réparer le préjudice subi par le SDIS du Rhône en versant la somme de 1500 € à titre de dommages-intérêts.

**Contentieux UNAL – Maison de justice et du droit de Villeurbanne :** constitution de partie civile du SDIS du Rhône dans le cadre d'une procédure d'alternatives aux poursuites engagée à l'encontre de madame UNAL pour les dégradations volontairement commises le 30 janvier 2011 sur un VSAV lors de sa prise en charge par les sapeurs-pompiers.

A l'audience du 14 avril 2011, le délégué du Procureur de la République a procédé à un rappel à la loi à l'encontre de la mise en cause et a mis à la charge de cette dernière le versement de



la somme de 376,96 € au SDIS du Rhône au titre du remboursement des dommages commis au véhicule d'intervention.

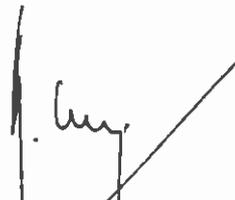
**Contentieux L.C – Tribunal pour enfants de Villefranche-sur-Saône :** constitution de partie civile du SDIS du Rhône à la suite des blessures subies le 20 mai 2009 à Saint-Georges de Reneins par trois sapeurs-pompiers lors d'une intervention pour éteindre un incendie d'origine volontaire. En sa qualité d'employeur, l'établissement sollicite le remboursement d'une somme de 6695,64 € correspondant aux traitements et charges patronales versés durant les périodes d'arrêt de travail d'un sapeur-pompier professionnel blessé.

Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir me donner acte de ce compte-rendu».

### DECIDE

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Fait et délibéré à Lyon, le 16 décembre 2011



Michel MERCIER  
Président



**SDIS**  
DU RHÔNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE

PRÉFECTURE du RHÔNE

Reçu le -2 DEC. 2011

**DELIBERATION DU BUREAU  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES  
ET DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES 13

**REUNION DU 28 NOVEMBRE 2011**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT FINANCES

NUMERO **DB/11- 11/07**

OBJET **Dépenses relatives aux abonnements et aux consommations d'électricité, de gaz et d'eau – Autorisation de règlement par prélèvement automatique**

**LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) autorise le règlement par prélèvement automatique de certaines dépenses des collectivités territoriales.

Je vous propose d'autoriser nos fournisseurs d'électricité, de gaz et d'eau de bénéficier de cette possibilité.

Le recours à ce mode de paiement, outre une simplification de nos procédures, permet également au SDIS d'acquérir auprès de ces fournisseurs des outils d'optimisation de la gestion de nos consommations.

Les fournisseurs concernés sont EDF Collectivité, Gaz de France Provalys, VEOLIA Eau et SUEZ Environnement SDEI.

Je vous demande, messieurs, de bien vouloir m'autoriser à signer les conventions à intervenir avec ces prestataires afin de mettre en place le prélèvement automatique de leurs créances, selon le modèle de convention ci-joint proposé par la DGFIP».

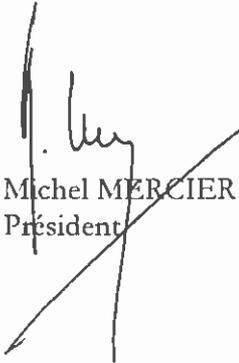


**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré à Lyon, le 28 novembre 2011



Michel MERCIER  
Président



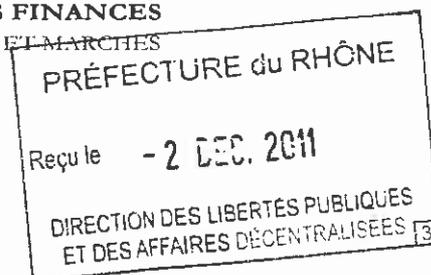
**DELIBERATION DU BUREAU  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**REUNION DU 28 NOVEMBRE 2011**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES ET MARCHES

NUMERO **DB/11- 11/01**

OBJET **Commission de réforme des matériels**



**LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«La commission de réforme de matériels s'est réunie le 4 novembre 2011 et a validé, pour le SDIS du Rhône :

- Les dons suivants :

- Un Véhicule Fourgonnette d'Intervention à l'association de sauvetage et joutes de Grigny,
- Un Véhicule léger d'intervention à l'association caravane des pratiques urbaines,
- Huit postes portatifs 80 ou 170 MHz à l'association APPUI CASC,
- Vingt postes portatifs 80 MHz au SDIS 01,
- Cent postes portatifs 80 MHz à l'école des SP de Nouvelle Calédonie,
- Cinquante mobiles 80 MHz à l'école des SP de Nouvelle Calédonie,
- Deux mobiles 170 MHz à l'union pour le développement de premier secours Sauveteurs secouristes lyonnais,
- Six portatifs ICOM à la Croix Rouge de l'Isère,
- Trente SRM 9000 80 MHz et six FM1100 80 MHz au SDIS du Var,
- Sept IDU MDL 38, une façade tiroir baie IDU, huit antennes ODU au SDIS de Corse du sud,
- Un Camion citerne léger au musée des SP,
- Quinze casques F1 à l'Equipe Spéciale,
- Trente lances écran à l'association FASO FEU,
- Deux lots de tuyaux à la Chambre d'agriculture pour la collaboration en mai 2011 lors du plan canicule.



- La proposition de destruction des matériels usagés suivants :

- Six cent quatre-vingt sept BIPS,
- Un PABX ALCATEL

- Les cessions de matériels suivants :

- Cinq établis complets « transmissions » tiro-class à l'entreprise TRIODE pour 500€ le lot,
- Un Camion Tout Usages Tracteur pour 700 €, une remorque moto pompe portative 60 m3 pour 200 € à l'entreprise MUNOZ soit un montant de 900 €,
- Un véhicule Transport de personnes 9 places pour 1090 €, un VSAB pour 585 €, un VCS pour 1000 € et un autre VCS pour 1180 € à l'entreprise Serge Motoculture soit un montant de 3855 €,
- Un FSRM pour 1875 €, un FPTLHR pour 3660 € à l'entreprise LHOPITAL soit un montant de 5535 €,
- Un VPI pour 1051 € à l'entreprise Pneumatiques VIALLE,
- Trois servantes d'atelier pour 126 € et deux pour 112 € à l'entreprise BALLY soit un montant de 238 €.

La commission de réforme a entériné :

- La reprise par l'assurance d'un FPT accidenté pour un montant de 2200 €,
- La destruction de divers matériels : lots 46 cric et 47 remorque poudre, lots 53 à 82 consistant en des matériels d'intervention, EPI, vêtements de travail, accessoires divers détériorés et irréparables.

Je vous demande messieurs :

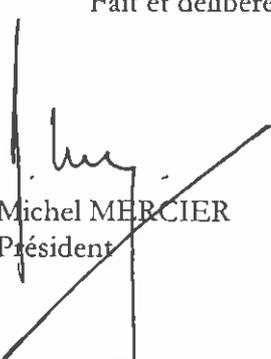
- de bien vouloir me donner acte des décisions de la commission de réforme des matériels du 4 novembre 2011,
- d'autoriser l'émission des titres de recette pour un montant de 12 079 €».

## DECIDE

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré à Lyon, le 28 novembre 2011

  
Michel MERCIER  
Président



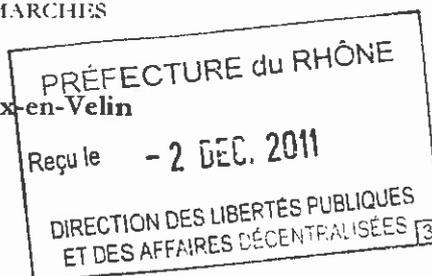
**DELIBERATION DU BUREAU  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**REUNION DU 28 NOVEMBRE 2011**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**  
GROUPEMENT AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES ET MARCHES

NUMERO **DB/11- 11/02**

OBJET **Convention SDIS/Grand Lyon – Site de Vaulx-en-Velin**



**LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Le bail commercial du local sis chemin des Basses Vallières à Brignais, dans lequel sont stockés des véhicules du musée des sapeurs-pompiers, arrive à échéance le 31 décembre 2011.

En outre, le Grand Lyon a donné congé au SDIS pour le local qu'il occupait 41, avenue Debourg à Lyon 7<sup>ème</sup> pour le stockage de matériel du musée des sapeurs-pompiers. Le Grand Lyon souhaite, en effet, démolir le bâtiment dans le cadre de l'aménagement du secteur.

Le SDIS a donc besoin de locaux pour stocker les biens du musée des sapeurs-pompiers.

Le Grand Lyon a proposé au SDIS de lui mettre à disposition un bien immobilier libre de toute occupation situé 46, avenue Roger Salengro à Vaulx-en-Velin comprenant un local et un terrain.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Grand Lyon met ce bien immobilier à disposition du SDIS. Le site servira au stockage des véhicules et du matériel du musée des sapeurs-pompiers et pourra être, durant la réalisation des travaux sur le site de Saint-Priest, utilisé par l'Ecole départementale de sapeurs-pompiers comme terrain d'exercice et par le groupement logistique comme lieu de stockage provisoire de véhicules et matériels destinés à la réforme.



Le bien sera mis à disposition du SDIS à titre gratuit et précaire et sa gestion confiée au CASC, dans le cadre de leur partenariat.

La convention prendra fin le 31 août 2014. Le Grand Lyon pouvant, toutefois, pour tout motif et sans avoir à verser aucune indemnité, reprendre la jouissance de son bien sous réserve d'un préavis de 6 mois. Si le SDIS demandait la résiliation anticipée de la convention, la durée du préavis serait alors de 2 mois.

Je vous demande, messieurs, de m'autoriser à signer cette convention».

### DECIDE

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré à Lyon, le 28 novembre 2011



Michel MERCIER  
Président



**DELIBERATION DU BUREAU  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**REUNION DU 28 NOVEMBRE 2011**

**DIRECTION DES MOYENS MATERIELS  
GROUPEMENT BATIMENTS**

**NUMERO DB/11- 11/03**

**OBJET Ancien casernement de sapeurs-pompiers Neuville-sur-Saône – déclassement de l'immeuble et cession à la commune**



**LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«La construction du nouveau casernement de Genay-Neuville a permis d'opérer le regroupement des casernements de Genay et de Neuville-sur-Saône depuis le 16 juin 2011.

L'ancien casernement de Neuville-sur-Saône appartient en pleine propriété au SDIS du Rhône.

Il convient dans un premier temps, pour pouvoir procéder à la cession de ce bâtiment, de constater la fin de l'affectation de ce bien à un service public, celui-ci étant désormais accompli à partir du nouveau casernement et de prononcer son déclassement.

La mairie de Neuville-sur-Saône m'ayant fait part de son intention de procéder à l'acquisition de ce bâtiment et de son terrain d'assiette au montant estimé par France Domaines, je vous demande, messieurs, de bien vouloir donner votre accord à cette transaction pour un prix de 360 000 euros conformément à l'estimation de France Domaine en date du 22 juillet 2011 et de m'autoriser à signer l'acte correspond et toute autre pièce s'y rattachant».

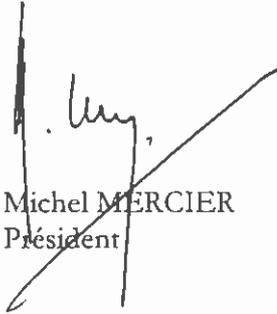


**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré à Lyon, le 28 novembre 2011



Michel MERCIER  
Président



**DELIBERATION DU BUREAU  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

REUNION DU 28 NOVEMBRE 2011

Reçu le - 2 DEC. 2011

PRÉFECTURE DU RHÔNE  
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES 3

**DIRECTION DES MOYENS MATERIELS**  
GROUPEMENT BATIMENTS

NUMERO **DB/11- 11/04**

OBJET **Commune de Neuville-sur-Saône – Utilisation par la commune de l'ancien terrain d'exercice – Avenant à la convention intervenue entre le SDIS et la commune**

**LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Dans sa séance du 12 septembre 2011, notre bureau a autorisé la conclusion, avec la commune de Neuville-sur-Saône, d'une convention autorisant la commune à utiliser les locaux de l'ancien casernement de sapeurs-pompiers ainsi que l'ancien terrain d'exercice.

La commune ayant émis le souhait de procéder à l'acquisition du bâtiment du casernement, la convention deviendra, à la date d'acquisition, caduque pour ce qui concerne l'immeuble et ne trouvera plus à s'appliquer qu'au terrain d'exercice.

Je vous demande, messieurs, de m'autoriser à signer l'avenant à la convention initiale formalisant cette modification».

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

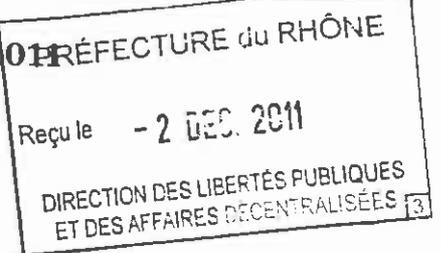
Fait et délibéré à Lyon, le 28 novembre 2011

  
Michel MERCIER  
Président



**DELIBERATION DU BUREAU  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

REUNION DU 28 NOVEMBRE 2011



**DIRECTION DES MOYENS MATERIELS**  
GROUPEMENT BATIMENTS

NUMERO **DB/11- 11/05**

OBJET **Casernement de Lamure-sur-Azergues – déversement des eaux pluviales –  
Convention entre le SDIS, la communauté de communes de la Haute Vallée  
d’Azergues et SODECO**

**LE BUREAU DU CONSEIL D’ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu’il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Le nouveau casernement de Lamure-sur-Azergues est à ce jour opérationnel.

Il convient dans le cadre d’une convention tripartite entre le Service départemental d’incendie et de secours du Rhône, la communauté de communes de la Haute Vallée d’Azergues et l’entreprise SODEDO, exploitant du service d’assainissement, de définir les modalités à caractère administratif, technique, financier et juridique liées à la conformité des eaux pluviales rejetées dans le réseau public, conformément aux dispositions de la loi sur l’eau.

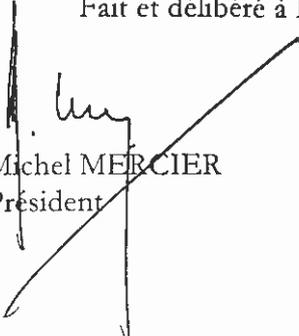
Je vous demande, messieurs, de bien vouloir m’autoriser à signer la convention correspondante, annexée au présent rapport et toute autre pièce s’y rattachant».

**DECIDE**

*- d’approuver ce rapport tel qu’il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée à l’unanimité.

Fait et délibéré à Lyon, le 28 novembre 2011

  
Michel MERCIER  
Président

**DELIBERATION DU BUREAU  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

REUNION DU 28 NOVEMBRE 2011

PRÉFECTURE du RHÔNE  
Reçu le - 2 DEC. 2011

**DIRECTION DES MOYENS MATERIELS**  
GROUPEMENT BATIMENTS

NUMERO **DB/11- 11/06**

OBJET **Casernement de Saint-Lager/Cercié - cession gratuite par la commune de Saint-Lager au Service départemental d'incendie et de secours du Rhône**

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES  
ET DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES 3

**LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,**

*- après avoir pris connaissance du rapport, tel qu'il figure ci-après, présenté par son président et après en avoir délibéré :*

«Le casernement de Saint-Lager a été, par convention en date du 4 janvier 1999, mis à disposition du Service départemental d'incendie et de secours du Rhône par la commune de Saint-Lager.

Par convention en date du 25 juillet 2008, le SDIS du Rhône s'est engagé à procéder à l'extension du casernement existant sur le territoire de la commune de Saint-Lager et celle-ci s'est, pour sa part, engagée à transférer à titre gracieux au SDIS du Rhône, la propriété du casernement actuel et de la parcelle nécessaire aux travaux d'extension.

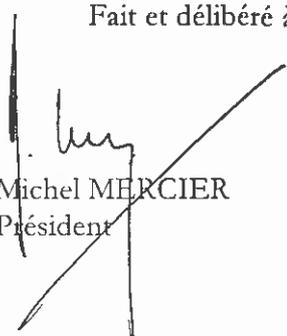
Je vous demande, messieurs, de bien vouloir m'autoriser à signer l'acte notarié formalisant cette cession et toute autre pièce s'y rattachant».

**DECIDE**

*- d'approuver ce rapport tel qu'il lui est présenté.*

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

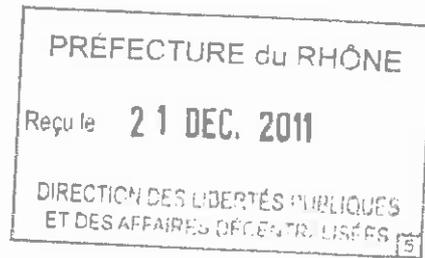
Fait et délibéré à Lyon, le 28 novembre 2011



Michel MERCIER  
Président



**SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DU RHÔNE**



**ARRETE N° 11/12/01**

Modifiant l'arrêté n°02/07/01 modifié portant règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et du corps départemental de sapeurs-pompiers du Rhône

**DIRECTION**

**OBJET** **Modification du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours du Rhône et du corps départemental de sapeurs-pompiers du Rhône**

**Le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Rhône,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 1424-1 à L 1424-50, et R 1424-1 à R 1424-55 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;

Vu la loi n°2000-242 du 14 mars 2000 relative au volontariat civil ;

Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n°99-1039 du 10 décembre 1999 modifié relatif aux sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu l'arrêté n°02/07/01 du 20 juin 2002 modifié portant règlement intérieur du Service départemental d'incendie et secours du Rhône et du corps départemental de sapeurs-pompiers du Rhône ;

Vu l'avis du CTP en date du 15 décembre 2011 ;

Vu l'avis de la CATSIS en date du 13 décembre 2011 ;

Vu l'avis du CCDSPV en date du 12 décembre 2011 ;

Vu la délibération du CA en date du 16 décembre 2011 ;



## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 2.6.2 du titre II « Dispositions applicables aux sapeurs-pompiers professionnels » de l'arrêté 2002/07/01 du 20 juin 2002 modifié portant règlement intérieur du SDIS du Rhône est remplacé par les dispositions suivantes :

« Inscrit dans le préambule de la constitution, le droit de grève s'exerce dans un cadre législatif et réglementaire enrichi par la jurisprudence. Celui-ci confie au chef de service la responsabilité du bon fonctionnement du service public, et à ce titre, il appartient à ce dernier d'opérer la conciliation nécessaire entre la défense des intérêts professionnels dont la grève constitue l'une des modalités et la préservation de l'intérêt général auquel elle peut porter atteinte.

Principes généraux :

Pour permettre la mise en place d'un service adapté assurant la continuité du service public :

- Le DDSIS désignera, à l'avance, les agents strictement nécessaires en nombre et en qualification.
- Les agents de la garde « descendante » devront participer à l'appel.

Le DDSIS pourra remplacer des agents désignés souhaitant exercer leur droit de grève, par des agents non désignés et non grévistes ayant les qualifications nécessaires.

Bilan des effectifs présents à la garde comprenant:

- Agents de la garde « montante » désignés
- Agents de la garde « montante » non désignés
- Agents de la garde « descendante » maintenus

Organisation d'un service adapté :

- Départ des agents de la garde « descendante » sauf pour les agents indispensables à la continuité du service qui seront maintenus
- Limitation, totale ou partielle, de l'exercice du droit de grève des agents indispensables à la continuité du service qui seront maintenus
- Réaffectation d'agents du SDIS pour libérer les agents de la garde « descendante » maintenus. »



## Article 2

L'article 5.6.2 du titre V « Dispositions applicables aux personnels administratifs, techniques et sociaux (PATS) » de l'arrêté 2002/07/01 du 20 juin 2002 modifié portant règlement intérieur du SDIS du Rhône est remplacé par les dispositions suivantes :  
« En cas de grève, le directeur départemental des services d'incendie et de secours prendra toutes les mesures utiles pour assurer un service adapté garantissant la continuité du service public ».

## Article 3

Le présent arrêté prend effet à compter du 19 décembre 2011.

## Article 4

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours du Rhône.

Fait à Lyon, le 16 DEC. 2011

Le président du conseil d'administration du  
service départemental d'incendie et de  
secours du Rhône

Pour ampliation, Lyon le :

19 DEC. 2011

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

Colonel Serge DELAIGUE

Michel MERCIER